

**LES CAHIERS DU
CENTRE DE RECHERCHE
SUR LES RELATIONS INTERETHNIQUES ET LE RACISME**

no, 11

**Question nationale et ethnicité.
Le discours de leaders d'origine italienne
de la région de Montréal**

par Francine Tardif,
Gaétan Beaudet et
Micheline Labelle

Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

1993

CRRIR

**Centre de recherche sur
les relations interethniques et le racisme (CRRIR)**

Directrice du CRRIR

Micheline Labelle

Université du Québec à Montréal
Département de sociologie
C.P. 8888, succursale "A"
Montréal, Québec
H3C 3P8

Tous droits réservés. La reproduction d'un extrait quelconque
de ce rapport est interdite sans l'autorisation écrite
de la directrice de la recherche.

ISBN 2-921600-10-2

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 1993

**LES CAHIERS DU
CENTRE DE RECHERCHE
SUR LES RELATIONS INTERETHNIQUES ET LE RACISME**

no, 11

**Question nationale et ethnicité.
Le discours de leaders d'origine italienne
de la région de Montréal**

par Francine Tardif,
Gaétan Beaudet et
Micheline Labelle

Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

1993

CRRIR

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	4
INTRODUCTION.....	5
1. REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES ET PROFIL DE L'ÉCHANTILLON.....	10
1.1 Remarques méthodologiques.....	10
1.2 Profil de l'échantillon de la communauté italienne.....	12
2. LA DIMENSION LINGUISTIQUE.....	14
2.1 Les pratiques linguistiques.....	14
2.1.1 Le trilinguisme anglais/français/italien.....	15
2.1.2 Le statut différencié de l'anglais, du français et de l'italien.....	16
- La force de l'anglais.....	16
- La nécessité du français.....	18
- La rétention de l'italien.....	20
- Le français au Québec et l'immigration.....	22
2.2 Les législations linguistiques québécoises.....	24
2.2.1 La Loi 101.....	25
2.2.2 La Loi 178.....	28
3. LA DIMENSION IDENTITAIRE ET ETHNOCULTURELLE.....	29
3.1 L'auto-identification ethnique.....	30
3.1.1 Les multiples références identitaires.....	30
3.1.2 La dimension politique de l'auto-identification ethnique.....	34
3.1.3 La difficulté d'être reconnu comme Québécois.....	34
3.2 Les perceptions de la culture québécoise.....	36
3.2.1 Les visions psycho-culturalistes.....	36
3.2.2 Les visions socio-historiques.....	39

3.2.3 La culture québécoise et l'apport des communautés ethniques.....	40
3.3 La terminologie des relations interethniques.....	42
3.3.1 Une terminologie ambiguë.....	42
3.3.2 Le lexique et ses connotations.....	44
3.3.3 Les débats spécifiques à la communauté italienne.....	45
3.4 Les idéologies et les politiques étatiques d'intégration.....	46
3.4.1 L'ambiguïté terminologique.....	47
3.4.2 Le multiculturalisme et la politique de convergence culturelle.....	48
- <i>La fin du multiculturalisme?</i>	50
3.4.3 L'interculturalisme.....	52
4. LA DIMENSION POLITIQUE.....	55
4.1 Les comportements politiques et électoraux.....	55
4.1.1 Les comportements politiques.....	56
- <i>La référence à l'Italie</i>	56
- <i>Des "marchés captifs?"</i>	58
4.1.2 Le positionnement par rapport aux partis politiques.....	59
- <i>Une situation en évolution</i>	62
4.2 Les préoccupations politiques générales.....	65
4.2.1 Le débat constitutionnel.....	66
4.2.2 Les autres questions politiques.....	68
4.3 La représentation politique.....	69
4.3.1 La participation dans les institutions.....	69
4.3.2 La qualité de la représentation politique.....	71
4.4 La force politique des communautés ethniques.....	72
4.4.1 L'état de la situation intra et inter communautaire.....	73
4.4.2 La force politique des communautés ethniques.....	74
4.5 La signification de la citoyenneté.....	75
CONCLUSION.....	78
BIBLIOGRAPHIE SPÉCIFIQUE.....	83

TRAVAUX ISSUS DE LA RECHERCHE <i>ETHNICITÉ ET PLURALISME. LE DISCOURS DE LEADERS D'ASSOCIATIONS ETHNIQUES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL</i>	85
Rapports de recherche	85
Mémoires de maîtrise reliés à la problématique générale de la recherche	86
Publications	87
Communications	87
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE	89

AVANT-PROPOS

L'objectif de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal* était de faire une étude comparée du discours de leaders d'associations communautaires à caractère ethnique (italiennes, juives, haïtiennes et libanaises) sur l'immigration, le mouvement associatif, l'intégration économique, politique et culturelle des membres de leur communauté respective, et sur le rôle de l'ethnicité dans la société québécoise. Cette recherche nous a permis d'amasser une masse imposante de données discursives (terminologie, évaluations, interprétations) relatives à ces divers thèmes.

Nous appelons ici "leaders" des hommes et des femmes, définisseurs de situation et d'opinion, oeuvrant comme membres actifs et influents au sein des exécutifs d'associations à caractère ethnique (dans des postes de président, vice-président, secrétaire, coordonnateur et conseiller spécial). Les associations ethniques sont définies comme des regroupements volontaires d'individus identifiés soit à une communauté ethnique donnée, soit à un regroupement de communautés ethniques, possédant une structure organisationnelle, poursuivant des objectifs spécifiques de défense des minorités ethniques et/ou racisées, et étant reconnus dans leur communauté. Par ailleurs, les personnes interviewées ne le seront pas à titre de porte-parole de leur association ou de leur communauté d'origine mais en tant qu'individus porteurs d'ethnicité, du fait de la fonction et de leur rôle au sein de regroupements à caractère ethnique.

L'importance théorique de la recherche réside dans l'investigation d'un sujet peu traité dans la sociologie québécoise des relations interethniques, thème qui se situe au carrefour de la sociologie de la question nationale (rapports minorités et majorité). Par ailleurs, si plusieurs études et sondages ont tenté d'illustrer les attitudes et opinions qu'ont les Québécois, francophones et anglophones, face à l'immigration et à l'intégration des immigrants et des communautés ethniques, ou encore ont porté sur les diverses composantes de l'intégration effective de ces derniers, peu d'études se sont penchées sur les visions du monde relatives à l'ethnicité que véhicule l'*intelligentsia* des communautés ethniques ou de groupes d'immigration particuliers au Québec.

Sur le plan pratique, le sujet s'inscrit au coeur des interrogations et des débats actuels sur les transformations de la société québécoise et l'"identité" qu'entraînent les problématiques liées à la nouvelle immigration, au mouvement des réfugiés, à l'intégration linguistique, à la montée des tensions dues au

racisme. Nous croyons que la population et les divers intervenants dans les affaires publiques ont besoin de connaître les perspectives idéologiques que défendent les "définisseurs d'opinion" des communautés ethniques en matière de pluralisme ethnoculturel dans le contexte particulier de la société québécoise et en relation avec les problèmes que rencontre leur communauté. Ces perspectives et visions du monde ont un impact sur l'intégration des immigrants et membres des communautés ethniques au Québec et sur la dynamique des rapports qui se tissent avec la majorité québécoise francophone et les minorités ethniques et racisées. En ce sens, nous pensons que le thème de recherche choisi est pertinent sur le plan socio-culturel et politique et qu'il pourrait fournir des données intéressantes pour l'élaboration de politiques.

Le terrain a eu lieu entre février 1990 et mai 1991. La recherche a été effectuée dans la tradition de la méthode qualitative en anthropologie et en sociologie. Elle repose sur des entrevues en profondeur que j'ai réalisées auprès de 84 interviewés qui se distribuent comme suit: 22 leaders d'origine italienne (12 hommes; 10 femmes); 25 leaders juifs (Ashkénazes: 5 hommes, 8 femmes; Sépharades: 7 hommes, 5 femmes); 20 leaders d'origine haïtienne (11 hommes, 9 femmes); 17 leaders d'origine libanaise (10 hommes, 7 femmes). Plus de 20 personnes-ressources ont été consultées pour le choix des associations et de leurs leaders dans les quatre communautés.

Afin de permettre l'analyse théorique du matériel recueilli, il nous a paru nécessaire d'en dégager une première représentation d'ensemble, et ce pour chacune des quatre communautés ethniques retenues. Nous nous sommes alors fixé deux objectifs: d'une part, rendre compte de la complexité et de la richesse du discours sur les divers thèmes et, d'autre part, faire de nos rapports de recherche de véritables outils de travail, non seulement pour les phases subséquentes de l'analyse, mais aussi pour de futures recherches.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons choisi de produire une description détaillée du corpus recueilli. Tout au long de ce travail, nous avons ainsi essayé de suivre le plus possible la trame discursive, et ce malgré les inévitables répétitions et surtout malgré les frustrations qui en résultent en termes d'analyse. Ces rapports de recherche, réalisés sous ma direction, se veulent donc une description attentive de chacun des thèmes retenus. Leur conclusion n'offre pas de synthèse théorique; plus modestement, nous avons plutôt opté pour une synthèse descriptive des thèmes présentés. Première étape de travail, ces rapports constituent le support matériel pour l'analyse et l'interprétation théorique qui sont présentées dans d'autres types de travaux, les articles de synthèse notamment (voir liste à la fin du document).

On remarquera que si nous avons cherché à nous conformer aux exigences d'une analyse thématique et horizontale de contenu, nous ne nous sommes toutefois pas arrêtés à la description plus verticale des propos recueillis, comme l'aurait demandé, par exemple, une approche davantage centrée sur l'analyse de discours.

J'ai personnellement assuré la révision des extraits des entrevues. Ces extraits, reproduits dans un français standardisé, sont souvent présentés sous forme de dialogues entre moi et l'interviewé; la question apparaît alors en italique. Nous avons décidé, afin de préserver l'anonymat des répondants, de les identifier en fonction de leur sexe, de leur âge et de leur statut légal. Or, il arrive dans certains cas, que des leaders partagent le même profil, d'où l'impossibilité de retracer l'ensemble des interventions d'un même leader qui sont reproduites dans les rapports de recherche, ce dont nous souhaitons avertir le lecteur.

On notera les difficultés terminologiques qui interviennent dans le discours sur les relations ethniques. Les termes couramment véhiculés dans le lexique ethnoculturel québécois et canadien ne sont pas sans ambiguïtés ou sans connotations politiques. Comment définir les Québécois qui s'identifient comme des Canadiens français? Comment éviter les termes "communautés culturelles", "minorités visibles", "allophones", de façon systématique et cohérente? L'entreprise n'est pas facile et nous partageons largement le regard critique de plusieurs des personnes interviewées sur cette terminologie de construction de l'altérité. Néanmoins, dans la mesure où certains termes se sont massivement imposés, comme c'est le cas de "communautés ethniques" ou d'"associations ethniques", il n'est pas toujours possible d'en faire l'économie.

Nous tenons à remercier les organismes subventionnaires qui ont rendu la recherche possible: l'Université du Québec à Montréal, le Conseil de recherche en sciences humaines, la Fondation Thérèse-Casgrain, le Secrétariat d'État, Direction du multiculturalisme et de la citoyenneté, le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche. Nous exprimons également notre gratitude aux personnes-ressources pour leurs conseils lors de la constitution de l'échantillon des interviewés et aux "leaders" dont la collaboration a été exemplaire.

Plusieurs personnes ont été associées aux premières phases de la recherche, à des titres divers, et nous les remercions: Brian Aboud, Rachid Bagaoui, Diane Lessard, Dominique Michaud, Linda Petrantonio, Maria Vaccaro. Nous remercions les assistants et assistantes de recherche qui ont travaillé à

l'analyse des données: Gaétan Beaudet, Carolynne Cianci, Martin Goyette, Martine Paquin, Anne-Lise Polo, Francine Tardif, Marthe Therrien. Élise Desjardins, Martine Paquin, Francine Tardif et Marthe Therrien ont assuré la mise en forme et la correction des rapports de recherche. Les personnes ayant effectué la transcription des entrevues sont: Jennifer Beeman, Hélène Brien, Laura Bush, Irène Cartier, Denyse Therrien. Nous les remercions.

Nous exprimons notre reconnaissance au professeur Joseph Lévy et à Marthe Therrien pour leurs commentaires et leurs suggestions lors de la rédaction de ce rapport.

Micheline Labelle, professeure, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal

N.B. Dans ce document, le masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

INTRODUCTION

Cette étude, centrée autour du discours des leaders de la communauté italienne de Montréal sur la question nationale et la question ethnique au Québec, s'inscrit dans le cadre d'une recherche plus large qui a pour objet l'analyse du discours des leaders des communautés juive, haïtienne, italienne et libanaise de Montréal sur les phénomènes liés à l'ethnicité et au pluralisme dans la société québécoise.

Rappelons que la communauté italienne de Montréal s'est constituée à travers des migrations à caractère économique, survenues surtout à partir du début du XX^e siècle et dont le mouvement le plus important s'est produit au cours des années 1950 (Ramirez, 1984). Selon les données du recensement de 1986, au Québec, la population d'origine italienne unique compte maintenant plus de 160 000 personnes et celle d'origines diverses, 34 000 personnes. Elle a une insertion linguistique diversifiée, polarisée longtemps autour du choix de la langue française ou de la langue anglaise.

Dans leur ouvrage intitulé *Les Italiens au Québec*, Painchaud et Poulin (1988) situent en 1875 la fondation à Montréal de la première association italienne du Canada et en 1902, celle de la Société d'aide à l'immigration. En dépit de son ancienneté, la communauté italienne a longtemps entretenu l'idée du retour au pays d'origine. C'est peut-être ce qui explique la création relativement récente, dans les années 1960 et 1970, de la plupart des associations italiennes.

La communauté italienne est issue de migrations à caractère économique qui se sont surtout produites à partir du début du XX^e siècle, le mouvement le plus important se situant au cours des années 1950. Selon les données du recensement de 1986, la population d'origine italienne unique représente plus de 160 000 personnes et celle d'origines diverses, 34 000 personnes. La communauté italienne du Québec s'élèverait donc à plus de 150 000 personnes. Elle a une insertion linguistique diversifiée, polarisée longtemps autour du choix de la langue française ou de la langue anglaise (Taddeo, Tarras, 1987; Linteau, 1987).

Cette communauté possède l'un des réseaux associatifs les plus denses et les plus diversifiés au Québec. Ce réseau, identifié pour une bonne part aux sources régionales de l'immigration italienne, comprend plus de 400 associations reconnues. La Commission Gendron a recensé 70 des associations les plus importantes au début des années 1970, alors que l'étude de Painchaud et Poulin (1988) en a retenu

64. La communauté a un leadership bien établi, et se pose en groupe de pression sur une base ethnique, à l'échelon provincial et canadien.

Notre étude veut examiner comment le discours des leaders de la communauté italienne interviewés rend compte des diverses dimensions de la question nationale. De manière plus spécifique, nous avons retenu trois dimensions d'analyse:

- **La dimension linguistique**, étudiée à l'aide de deux catégories: les pratiques linguistiques dans la communauté italienne de Montréal et les attitudes vis-à-vis les législations linguistiques québécoises;
- **la dimension identitaire et ethnoculturelle**, analysée à l'aide de quatre catégories: l'auto-identification ethnique, la terminologie des relations interethniques, la perception de la culture québécoise, les idéologies et politiques d'intégration des communautés ethniques au Canada et au Québec;
- **la dimension politique**, étudiée à l'aide de cinq catégories: le comportement politique et électoral de la communauté italienne, les préoccupations politiques générales qui la traversent, sa représentation aux différents paliers de gouvernement ou institutions politiques, l'existence et la pertinence d'une troisième force politique ethnique, l'influence politique des communautés ethniques et la citoyenneté.

Le rapport comprend cinq parties. La première expose la méthodologie de la recherche et le profil des leaders des associations italiennes rencontrés. Les trois autres abordent successivement les dimensions linguistique, identitaire et politique des discours étudiés. La conclusion offre une synthèse générale du rapport.

1. REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES ET PROFIL DE L'ÉCHANTILLON

1.1 Remarques méthodologiques

Nous n'explicitons pas ici la méthodologie globale de la recherche, que l'on pourra consulter dans Problématique générale de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours des leaders d'associations ethniques de la région de Montréal* (Labelle, 1993). La recherche a été effectuée dans la tradition de la méthode qualitative en anthropologie et en sociologie. Micheline Labelle a recueilli le discours des leaders ethniques par la technique des entrevues en profondeur, d'une durée moyenne de deux à trois heures, enregistrées sur cassettes et transcrites intégralement. Le terrain a été effectué de février 1990 à mai 1991. La méthode privilégiée ici relève d'une approche qualitative qui s'inscrit dans une stratégie visant à évaluer la diversité et la structuration des représentations ou du discours tout en gardant un certain contrôle, par saturation de l'information (Ghiglione, Matalon, 1983; Poirier, Clapier-Valladon, Raybault, 1983), sur les sources de variance de ce discours. Cette stratégie ne participe pas cependant d'une logique de représentativité et, donc, ne vise pas à démontrer le caractère représentatif des discours recueillis parmi l'ensemble des discours qui pourraient être produits sur l'expérience immigrée et minoritaire, et les questions qui y sont reliées.

La base d'échantillonnage a été constituée des associations de la région métropolitaine de Montréal correspondant aux communautés ethniques choisies. Les associations ethniques sont définies comme des regroupements volontaires d'individus identifiés soit à une communauté ethnique donnée, soit à un regroupement de communautés ethniques, possédant une structure organisationnelle, poursuivant des objectifs spécifiques de représentation des minorités ethniques et/ou raciales, et étant reconnues dans leur communauté. Dans une première phase, seuls ont été retenus les organismes dont la vocation est d'offrir des services et/ou de se porter à la défense d'intérêts politiques, économiques et socio-culturels de leur communauté ou d'un regroupement de communautés. Ces secteurs d'intervention ont d'abord été identifiés grâce au répertoire des associations ethniques du MCCI (Québec, 1990), et grâce à la consultation préalable de personnes-ressources dans chaque communauté. Les associations appartiennent aux catégories inspirées des travaux de Louis-Jacques Dorais sur les associations vietnamiennes (1990).

La majorité des leaders proviennent d'organismes communautaires monoethniques. Un certain nombre, dans chaque communauté, a été choisi dans des associations multiethniques, lesquelles ont été

identifiées dans le répertoire du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration et par des personnes-ressources oeuvrant au Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec et/ou provenant des communautés étudiées.

Deux critères ont servi à la sélection des répondants: 1) le premier renvoie à la définition du leader ethnique, telle qu'elle peut permettre d'identifier celui-ci ou celle-ci parmi les membres d'un organisme; 2) le second renvoie au sexe des répondants. En ce qui a trait au premier critère, rappelons d'abord la définition que nous avons adoptée du leader. Nous avons d'abord désigné comme "leaders ethniques" des hommes et des femmes, définisseurs de situation et d'opinion, oeuvrant comme membres actifs et influents, au sein des conseils d'administration d'associations ethniques (dans des postes de président, vice-président, secrétaire, etc.). Suite à nos consultations auprès des personnes-ressources, nous avons dû élargir la notion de leader en vertu des critères subjectifs qui ont été suggérés. En effet, plusieurs des personnes-ressources ont identifié un leadership informel accolé à des bénévoles ou à des membres influents, absent des structures associatives, mais néanmoins éminemment présent. Par ailleurs, les personnes n'ont pas été interviewées à titre de porte-parole de leur association ou de leur communauté d'origine mais en tant qu'individus producteurs et porteurs d'ethnicité, du fait de leur fonction ou de leur rôle au sein de regroupements dont la raison sociale est orientée en ce sens.

Pour l'identification des leaders, les informateurs-clés consultés ont d'abord procédé à une hiérarchisation des associations de leur communauté respective, et des associations multiethniques où nous serions susceptibles d'identifier des leaders importants. Cette méthode s'inspire de la stratégie de sélection proposée par Herberg (1989) pour la collecte de l'information pertinente sur les associations ou institutions que peut développer un groupe ethnique. Ils ont tenu compte de la variabilité des orientations sociales, religieuses et politiques de ces associations.

Suite à cette étape, ils ont identifié les leaders eux-mêmes. À partir de ce pool d'informations, nous avons choisi les premiers répondants. La méthode dite boule-de-neige a également été utilisée en cours de route.

Le second critère renvoie à la nécessité de s'assurer d'une répartition équitable quant au sexe des répondants.

Les 84 répondantes et répondants interviewés se distribuent comme suit: 22 leaders d'origine italienne (12 hommes; 10 femmes); 25 leaders juifs (Ashkénazes: 5 hommes, 8 femmes; Sépharades: 7 hommes, 5 femmes); 20 leaders d'origine haïtienne (11 hommes, 9 femmes); 17 leaders d'origine libanaise (10 hommes, 7 femmes). Plus de 20 personnes-ressources ont été consultées pour le choix des associations et de leurs leaders dans les quatre communautés.

Les entrevues se sont déroulées en français avec 20 des leaders de la communauté italienne rencontrés alors que trois se sont partiellement faites en italien (avec l'aide d'une interprète). Toutes les entrevues avec les leaders d'origine haïtienne se sont faites en français. Avec les leaders de la communauté juive, 19 des entretiens se sont déroulés en français, deux en anglais et on utilisa le français et l'anglais au cours de quatre rencontres. Quant aux leaders de la communauté libanaise, 14 ont utilisé le français, deux l'anglais et un dernier l'arabe (l'entrevue s'est faite avec l'aide d'un interprète).

1.2 Profil de l'échantillon de la communauté italienne¹

Les leaders d'origine italienne (12 hommes et dix femmes) interviewés sont originaires de villes ou de villages du centre et du sud de l'Italie, à l'exception de quatre personnes nées au Canada. Les personnes nées en Italie vivent au Québec depuis 24,2 ans en moyenne.

La majorité des personnes rencontrées se déclare de langue maternelle italienne. Leur âge moyen est de 43,4 ans. Seize d'entre elles possèdent un diplôme universitaire. Elles sont issues de familles ouvrières ou paysannes (la moitié des cas) et de la petite bourgeoisie (petits commerçants, fonctionnaires, etc). Elles ont bénéficié d'un net processus de mobilité sociale et oeuvrent comme industriels, propriétaires ou cadres d'entreprises de services, enseignants, employés dans les services communautaires, religieux, etc.

Comme langue d'usage à la maison, dix des 22 leaders interviewés rapportent parler exclusivement l'italien, six autres disent que l'italien est l'une des langues d'usage, cinq identifient le français seulement et un dernier déclare faire usage du français et de l'anglais. Au travail, 18 leaders utilisent le français et

¹. Pour une description plus complète de l'échantillon, voir Tardif, Labelle (1993).

quinze font usage de l'italien; près du tiers (sept) des leaders rencontrés font usage du français, de l'italien et de l'anglais alors que six d'entre eux n'utilisent professionnellement qu'une seule langue.

Un peu plus de la moitié des répondants habite dans un quartier multiethnique. Aucun d'entre eux ne demeure dans un quartier majoritairement italien. Sept leaders habitent un quartier à dominante canadienne-française et deux autres répondants résident dans un quartier à dominante anglophone d'origine canadienne-anglaise.

Quatorze des 22 leaders de la communauté italienne considèrent qu'il n'existe pas de lien entre leur milieu de travail et les questions ethniques, contrairement à huit autres qui établissent de tels liens. Treize répondants travaillent dans un milieu multiethnique, deux dans un milieu francophone d'origine canadienne-française et sept autres au sein de leur communauté d'origine.

Dix-sept des 35 enfants des leaders de la communauté italienne interviewés ont fréquenté le cégep. Ils ont tous fréquenté des cégeps du secteur public et dix d'entre eux se sont inscrits à des établissements anglophones.

Au moment des entrevues, 16 des enfants des leaders de la communauté italienne interrogés poursuivaient des études universitaires. Seulement quatre d'entre eux ont terminé leurs études dans des universités québécoises francophones. Dix d'entre eux fréquentaient des universités québécoises anglophones et deux autres une université américaine. Trois d'entre eux ont abandonné leurs études avant d'avoir terminé un cours universitaire.

La majorité des enfants des leaders de la communauté italienne interviewés utilise le français, l'anglais et l'italien comme langues d'usage. Toutefois, huit des enfants recensés n'utilisent pas l'anglais, huit ne font pas usage de l'italien et deux n'utilisent pas le français.

Le niveau moyen de rémunération des leaders de la communauté italienne s'élève à 57 160\$ par année; cette moyenne ne tient pas compte des revenus annuels dépassant les 200 000\$ déclarés par un interviewé. Un leader a refusé de répondre à cette question. Les revenus rapportés se répartissent sur presque tous les échelons de l'échelle salariale retenue. Les femmes rapportent en moyenne un revenu annuel de 45 550\$, revenu moyen nettement inférieur à celui des hommes qui s'élève à 67 670\$.

2. LA DIMENSION LINGUISTIQUE

En 1986, la population de langue maternelle italienne constituait au Québec la principale communauté de langue autre que française, anglaise et autochtone, formant 32 p. cent des effectifs des personnes se disant de "langue autre" (Baillargeon, 1988). La communauté italienne est aussi l'une des deux seules communautés à regrouper plus d'un p. cent de la population du Québec, formant 2,5 p. cent de la population totale² (Benjamin, 1988).

Lors du recensement de 1986, 64,8 p. cent des membres de la communauté italienne au Québec disaient avoir une connaissance du français et de l'anglais (MCCL, 1991:2). Une étude plus récente indique par ailleurs que la communauté italienne, à 78 p. cent de langue maternelle italienne dans l'échantillon retenu, forme l'un des groupes où le transfert de la langue maternelle vers une autre langue d'usage à la maison est important (30 p. cent) et favorable à l'anglais dans 83 p. cent des cas - ce qui explique que "les langues les plus utilisées avec les amis soient l'anglais (40 p. cent) ou l'italien (37 p. cent), rarement le français (17 p. cent)" (Descamps, 1990:17).

Dans notre échantillon, 16 des 22 répondants ont déclaré avoir actuellement une très bonne connaissance du français et quatre une connaissance moyenne alors que 11 d'entre eux ont affirmé avoir une très bonne connaissance de l'anglais et neuf, une connaissance moyenne. La dimension linguistique du discours recueilli sera présentée à l'aide de deux catégories d'analyse: les pratiques linguistiques dans la communauté italienne de Montréal et les attitudes vis-à-vis les législations linguistiques québécoises. Les thèmes liés à la dimension linguistique ont été abordés avec 20 des 22 leaders rencontrés.

2.1 Les pratiques linguistiques

Les discours des leaders d'origine italienne sur les pratiques linguistiques les plus courantes dans leur communauté se concentrent essentiellement autour de deux thèmes, le trilinguisme anglais/français/italien et le statut différencié de ces trois langues.

². L'autre groupe est la communauté juive qui regroupe 1,3 p. cent de la population totale du Québec.

2.1.1 Le trilinguisme anglais/français/italien

En matière de pratiques linguistiques, la plupart des leaders rencontrés ont insisté sur le bilinguisme anglais/français et même le trilinguisme anglais/italien/français d'une proportion importante des membres de leur communauté. Comme le dit un répondant:

"Il paraît qu'il y a à peu près 70 p. cent des familles italiennes qui ont conservé l'italien comme langue de communication à la maison, tandis qu'à Toronto, il n'y a pas de bilinguisme. Il y a environ de 35 à 40 p. cent des familles italiennes qui ont conservé l'italien comme langue de communication". (homme, 43 ans, citoyen d'adoption)

Cette situation s'explique de plusieurs façons. D'une part, on sait que lors de l'arrivée des vagues importantes d'immigrants italiens au début des années 1950, la CÉCM s'est montrée réticente (Taddeo et Tarras, 1987) à l'accueil de leurs enfants dans les écoles franco-catholiques; d'autre part, plusieurs immigrants italiens ont voulu inscrire leurs descendants dans des écoles anglaises car comme le dit un leader "dans leur tête, l'anglais était la langue des affaires, donc la langue de la réussite" (homme, 22 ans, citoyen de naissance). C'est ainsi qu'un grand nombre de ces enfants d'immigrants a fréquenté l'école anglaise; leur langue d'usage est désormais l'anglais, même si l'italien est resté la langue d'usage à la maison.

Un leader a proposé d'autres raisons historiques de ce trilinguisme qui distingue la communauté de Montréal des autres communautés italiennes d'Amérique du Nord. Il a ainsi rappelé qu'alors que les parents immigrants ont appris le français au travail ou encore avec leurs voisins, de leur côté, les enfants inscrits à l'école anglaise, possédaient peu ou mal cette langue: les échanges se faisaient donc surtout en italien à la maison. Ce même répondant a aussi fait écho aux réflexions de certains analystes, inquiets des effets de ce trilinguisme chez beaucoup de jeunes qui, même s'ils possèdent des rudiments d'italien, d'anglais et de français, ne maîtriseraient finalement aucune des trois langues de manière satisfaisante. Pour sa part, le leader rencontré attire l'attention sur la création d'un "italo-anglais" par les jeunes:

"Ils parlent (nn drôle d'anglais), parce qu'ils ne parlent l'anglais qu'entre eux. Ils ont un accent différent et des expressions différentes. Ce matin, je suis allé faire le marché dans un quartier italien chez un marchand de pâtes fraîches. Et j'écoutais deux jeunes qui n'étaient peut-être pas des professionnels, mais des gens qui avaient une voiture, qui étaient bien habillés, et qui sont allés prendre un cappuccino à côté, et je les ai entendus parler anglais et ils utilisent des expressions typiquement italo-anglaises. Quand ils racontent une histoire, par exemple, ils disent: "my friend goes", pour "mon ami a dit". "I go, I go this way and he goes this way", et c'est vraiment dit d'une façon très particulière, avec un accent très particulier, on ne peut pas se tromper, ce sont des jeunes qui ont fréquenté des écoles anglaises à forte concentration italienne et ils n'ont entendu

que ça. Ça c'est tout simplement un exemple, mais il y en a des dizaines d'autres".
(homme, 43 ans, citoyen d'adoption)

En somme, ce sont les particularités des modes d'insertion des immigrants italiens à la société québécoise, nourries par les rapports particuliers entre le français et l'anglais, "cette guerre entre les deux" dira un leader ouvrier, qui expliqueraient le fort taux de rétention de l'italien. Un répondant résumera d'ailleurs la situation en évoquant un proverbe italien: "Quand deux chiens se disputent, c'est le troisième qui gagne" (homme, 55 ans, citoyen d'adoption).

2.1.2 Le statut différencié de l'anglais, du français et de l'italien

Le trilinguisme observé dans la communauté italienne de Montréal ne signifie toutefois pas une équivalence de statut entre l'italien, le français et l'anglais.

- La force de l'anglais

Aucun des répondants ne nie l'influence et l'attrait de l'anglais sur la communauté italienne de Montréal, phénomène que les leaders interrogés justifient de plusieurs manières. Certains soulignent d'abord que "les immigrants viennent en Amérique", où "la géographie impose l'anglais". On répète que les écoles franco-catholiques ont refusé les enfants de parents immigrants, notamment italiens³, et que les nouveaux arrivants ont été entraînés à prendre position dans des débats dont ils ne comprenaient pas toujours les enjeux, comme ce fut le cas, précise une leader, dans le conflit de Saint-Léonard:

"Dans la situation à Saint-Léonard, je pense que les Italiens étaient en train de défendre les écoles anglaises. Peut-être que notre communauté était vulnérable à être manipulée sur le plan linguistique. Peut-être que nos parents croyaient que pour réussir dans le pays, spécialement sur le plan économique, il fallait apprendre l'anglais. Et c'était peut-être une pensée simpliste mais d'où est venue cette pensée? Évidemment, c'est venu de ce que les Italiens avaient entendu dire ou compris, et aussi du fait qu'ils avaient quand même le choix à une certaine époque, alors que maintenant il n'y a plus le choix. Donc ils ont dû s'adapter à ces changements, aux politiques". (femme, 40 ans, citoyenne d'adoption)

Aux yeux de plusieurs répondants, c'est d'ailleurs l'importance de l'anglais dans la sphère économique qui explique le mieux son attrait auprès des immigrants. Un répondant évoque ainsi "l'obsession" de l'apprentissage des langues manifestée par de nombreux immigrants, qui en font un "passeport" de promotion sociale (homme, 43 ans, citoyen d'adoption). Plusieurs précisent aussi que les

³. Aucun répondant n'a toutefois précisé qu'il s'agissait surtout de enfants non catholiques et que les politiques de la CÉCM ont aussi varié selon les périodes, voir Taddeo, Taras, (1987).

premiers patrons des nouveaux arrivants étaient anglophones (femme, 48 ans, citoyenne d'adoption) et que les immigrants italiens (comme les Québécois de toutes origines, précise une autre leader d'origine ouvrière et ayant été ouvrière elle-même) "parlent la langue du patron":

"Le marché du travail au Québec n'est pas uniquement francophone. Donc l'immigrant va apprendre et parler la langue du boss, comme font les Québécois. Si un Québécois travaille avec un patron anglais, il est obligé, il va essayer de baragouiner quatre mots en anglais. L'immigrant va faire exactement la même chose. Moi j'ai connu des Haïtiens qui baragouinent quelques mots en italien, parce que leur boss est Italien. Qu'est-ce que vous voulez, ça marche comme ça... Il faut que tu parles la langue de celui qui te donne du travail. Si on veut sauvegarder la francophonie, alors que tout le monde ait accès à l'apprentissage du français et qu'on puisse travailler en français. Parce que si on pouvait travailler en français, les gens se débrouilleraient pour apprendre le français, et puis vite. Sauf que ni les immigrants ni les Québécois ne peuvent dire: je parle en français et je peux travailler en français n'importe où. Ce n'est pas vrai". (femme, 44 ans, citoyenne d'adoption)

Abondant toujours dans le même sens, plusieurs leaders répètent que les impératifs économiques en faveur de l'anglais sont extrêmement puissants et qu'il est "utopique de vouloir vivre en français seulement". Une leader ajoute aussi que si l'on doit "apprendre le turc pour manger, on apprendra le turc":

"Alors moi je comprends le type qui vient d'Italie, qui doit travailler, qui ne trouve pas de travail, le seul moyen de trouver du travail c'est de connaître l'anglais, eh! bien il va apprendre l'anglais. Il va dire tant pis avec la cause du français, je vais apprendre l'anglais. Finalement, la société québécoise a compris que ce n'était pas un parti contre les Québécois, mais que c'était quelque chose de l'ordre de la survie. Si moi je dois apprendre le turc pour manger, excusez-moi, mais j'apprendrai le turc". (femme, 52 ans, citoyenne d'adoption)

D'autres sont d'avis que l'anglais permet une plus grande mobilité et assure du même coup une meilleure "sécurité économique" puisqu'il est, qu'on le veuille ou non, la langue de l'économie mondiale. Une jeune leader, très active dans les réseaux sociaux et politiques de la société globale, explique ainsi que même si les parents d'origine italienne "veulent s'assurer que leurs enfants parlent un français impeccable", ils accordent toujours une grande importance à la maîtrise de l'anglais. Elle précise trouver "ça tout à fait normal (...) parce qu'on vit en Amérique du Nord":

"Les illégaux dans les écoles, et tout ça, c'est dépassé et les gens veulent apprendre les deux langues. Ils veulent s'assurer que leurs enfants parlent un français impeccable et qu'ils reçoivent une éducation en français, mais en même temps, ils veulent que leurs enfants reçoivent une éducation en anglais. Et je trouve ça tout à fait normal, parce qu'on vit en Amérique du Nord". (femme, 36 ans, citoyenne d'adoption)

- *La nécessité du français*

L'ensemble des répondants souligne que cette reconnaissance du statut particulier de l'anglais ne devrait cependant pas être interprétée comme un rejet de la langue française ou encore du Québec.

Plusieurs soutiennent ainsi qu'on a toujours sous-estimé le nombre d'italo-francophones et que même si, économiquement, les immigrants italiens ont pu choisir la langue anglaise, culturellement, ils ont toujours été plus proches des francophones. On en donne comme preuve le fait que, dans la communauté italienne, les mariages avec les francophones sont beaucoup plus nombreux qu'avec les anglophones. Les "anciens conflits" témoigneraient donc, selon une répondante, davantage de rivalités économiques que d'un manque d'affinité:

"Bon, je pense que (rires) les Italiens parlent mieux le français que l'anglais. Mais est-ce de ça qu'on parle? Non. Ce n'est pas si on parle une langue ou une autre, c'est avec quel groupe on a plus d'affinités, avec lequel on communique le plus. Je pense qu'à cause de l'histoire de cette province, de l'histoire de l'immigration et de l'intégration des Italiens ici, et aussi des faux conflits parce que je trouve que les immigrants sont utilisés par les anglophones pour servir dans leur bataille, si bataille il y a entre Français et Anglais. Les immigrants et les allophones se sont trouvés pris au milieu: d'un côté des gens qui ont le pouvoir économique, les anglophones, c'est l'analyse habituelle que l'on fait. Si d'un côté on a le pouvoir économique et de l'autre côté on n'a pas le pouvoir économique, alors les immigrants, les allophones, qu'est-ce qu'ils font? Ils choisissent le côté qui va leur donner du pain sur leur table. Mais alors culturellement, même avec la langue, on a plus d'affinité avec les francophones. Mais on a été et on est en compétition pour les mêmes emplois, pour la même rue, (rires) ... Économiquement, on était plus ou moins au même niveau. Alors, ces tensions, peut-être ce sont des tensions de classes, des tensions économiques, des tensions quoi!". (femme, 34 ans, citoyenne d'adoption)

De leur côté, certains leaders préciseront plutôt que c'est au fil des années et des changements politiques au Québec que la communauté italienne en est venue à accepter le français, au moins dans les affaires ou à l'école. La meilleure reconnaissance du français au Québec, notamment dans la sphère économique, favoriserait maintenant chez les jeunes d'origine italienne une meilleure connaissance de la langue de la majorité. On peut lire dans le mémoire conjoint du Congrès National des Italo Canadiens (Région Québec) et la *Federazione Italiana Lavoratori E Famiglia* (FILEF) devant la Commission Bélanger-Campeau, que ce sont d'ailleurs surtout les raisons économiques qui ont amené dans le passé les enfants de la communauté italienne vers les écoles anglaises (1990). Aujourd'hui, de plus en plus de jeunes oeuvrant dans les professions libérales sont amenés à reconnaître l'importance du français dans leurs pratiques professionnelles:

"Et beaucoup d'entre eux et d'entre elles se rendent compte, quand ils deviennent des professionnels, qu'ils peuvent difficilement ne pas connaître, ne pas utiliser le français pour exercer leur profession. Donc, ils découvrent, une fois adultes, que comme avocat, pharmacien, médecin, et même si tu as fait toutes tes études à McGill, il faut que tu utilises le français absolument. Ils prennent conscience de ce fait plus tard". (homme, 43 ans, citoyen d'adoption)

Cependant, une répondante fera remarquer que si les jeunes sont désormais capables de mieux s'exprimer en français, cela ne les rapproche pas pour autant de la "communauté francophone". Car, comme l'explique un autre leader, même s'ils possèdent une connaissance suffisante du français, les jeunes parlent encore italien avec leurs parents, et anglais avec leurs frères, soeurs et amis:

"On parle italien avec ses parents, parce qu'on n'a quasiment pas le choix. On parle anglais entre frères et soeurs. Il y a des cas où on parle français, mais c'est vraiment l'anglais entre frères et soeurs. Comme ça va être l'anglais avec les amis on dans la cour, ou durant les sorties." (homme, 22 ans, citoyen d'adoption).

Cette remarque laisse voir que l'anglais et l'italien conserveraient leur statut de langue d'usage alors que le français, à l'école et dans le milieu des affaires, resterait instrumental. Malgré des changements, une "hiérarchie" des langues d'usage existerait encore. Une des personnes interviewées dira ainsi que "l'anglais est la langue la plus importante, ensuite la langue maternelle et ensuite le français":

"J'ai de plus en plus l'impression que les jeunes considèrent que le français est aussi important que l'anglais. Pour eux l'anglais est toujours en première place, ex aequo avec le français, quand ils sont vraiment très lucides. Mais le français est rarement en première place". (homme, 43 ans, citoyen d'adoption)

Par ailleurs, un des leaders enseignant dans une institution publique anglophone rapporte avoir à maintes reprises constaté que les jeunes d'origine italienne sont de fervents partisans du libre choix en matière linguistique et qu'ils s'opposent, souvent au nom de la Charte des droits, aux droits collectifs et aux lois linguistiques (homme, 43 ans, citoyen d'adoption). Ce leader ajoute que, scolarisés ici, ces jeunes sont beaucoup mieux informés que leurs parents et que leurs revendications s'appuient sur une meilleure connaissance des institutions canadiennes et québécoises.

Quelques leaders ont aussi insisté sur le rôle de l'école car, comme le dit un leader "les enfants se parlent dans la langue de leur école". Néanmoins, se rappelant leur expérience personnelle en cette matière, des leaders ont rapporté leur opposition à toute réglementation interdisant l'usage d'une langue autre que le français dans les cours d'école. Enfin, un autre répondant insistera ouvertement sur la mauvaise qualité

du français enseigné, aussi bien dans les écoles anglaises que dans les centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI) du Québec (homme, 57 ans, résident permanent).

- La rétention de l'italien

Si quelques personnes rapportent qu'un nombre croissant de jeunes d'origine italienne ne maîtrise plus la langue maternelle de leurs parents, la plupart des répondants ont souligné que l'italien restait la langue d'usage dans une proportion importante de familles d'origine italienne.

Un prêtre a voulu illustrer le cheminement de plusieurs enfants en rapportant que plusieurs d'entre eux se confessaient en italien pour leur première communion, à sept ans, mais en anglais ou en français lors de leur confirmation, à 11 ans:

"Ils parlent toujours en italien dans la maison. Alors qui fait la loi? C'est la grand-mère à la maison, le grand-père, ce ne sont pas (rires) ceux qui sont mariés, ah! non! Ce sont les grands-parents qui font la loi, qui rappellent à l'ordre les enfants: "hé! ici on parle italien, tout le monde doit comprendre, on ne veut pas de traducteurs dans la maison". Alors ils sont obligés.

Et à l'école, ils parlent quoi?

Anglais.

Et dans la cour d'école?

Ah! oui, là, ils mélangent peut-être anglais, italien, ça dépend. Alors la première et la deuxième année, ils parlent facilement l'italien, à partir de la troisième année, ils assimilent ou l'anglais ou le français. Nous le voyons quand nous allons dans les écoles pour les confessions. Les enfants qui se préparent pour la communion (ils ont environ sept ans) se confessaient toujours en italien (rires). Ceux qui se confessaient pour la préparation de la confirmation, vers 11 ans, uniquement ou anglais ou français". (homme, 53 ans, résident permanent)

Plusieurs des leaders interrogés, de positions sociales et de tendances politiques diverses, soutiennent cependant que c'est à Montréal que la communauté italienne conserve le mieux et le plus longtemps sa langue d'origine, que ce soit sous une forme standardisée ou dialectale, observation d'ailleurs confirmée par plusieurs études (Breton, 1990). Un leader, associé au mouvement ouvrier, présentera ainsi cette "originalité" de la communauté italienne de Montréal:

"À propos des langues et des minorités, tu as dit que les Italiens perdent leur langue aux États-Unis et en France. Alors tu attaches beaucoup d'importance à la préservation de la langue?"

Mais oui. En effet, je peux dire que les Italiens du Québec sont par rapport à toutes les autres communautés italiennes à travers le monde, si je parle de faits concrets, c'est une originalité à travers le monde. Moi j'ai participé à la conférence italienne sur l'immigration à Rome. Là-bas les seuls groupes de participants qui échangeaient entre eux

en italien, c'était le groupe de Montréal, du Québec. Les autres du Canada parlaient en anglais, ceux de l'Argentine, du Brésil, la langue du pays. Les seuls qui parlaient italien correctement étaient ceux d'ici". (homme, 55 ans, citoyen d'adoption)

Plusieurs répondants sont fiers de cette caractéristique de leur communauté et continuent de la promouvoir, pour des raisons à la fois familiales et économiques. Un riche entrepreneur en construction et en immobilier, président d'association régionale, explique:

"Je retourne un peu en arrière. Quand je suis allé avec mes enfants de sept, huit, dix ans en Italie, j'y suis allé avec toute la famille. J'y suis resté trois mois et d'autres amis qui venaient de New York, de Chicago, d'autres places de États-Unis et de Toronto, on se rencontrait tous en Italie. Ils amenaient leurs filles qui ne parlaient pas un mot d'italien. Ils se sont faits critiquer par les parents! Les parents disaient comment ça se fait? Est-ce qu'on a besoin d'un interprète pour se comprendre? Parce que aujourd'hui il n'y a plus de distance, ça va et ça vient. Spécialement maintenant en 1992 avec le marché commun européen. Donc là il faut savoir parler entre nous autres hein! Il faut savoir parler la langue. (homme, 55 ans, citoyen d'adoption)

La référence à la langue italienne est tellement forte qu'elle fera dire à l'un des répondants que "les Italiens ne sont pas avec les francophones, ils ne sont pas avec les anglophones, ils sont avec les Italiens avant tout" (homme, 22 ans, citoyen de naissance).

Toutefois, un leader, dont les propos n'ont été repris par aucun autre, estime que la situation pourrait changer et que la communauté italienne pourrait désormais avoir plus de difficulté à conserver sa langue d'origine. Analysant l'évolution démographique de la société québécoise, la place actuelle du français, et l'arrivée d'immigrants d'origines de plus en plus diversifiées, il explique:

"Je fais l'hypothèse qu'à cause de l'arrivée d'immigrants dans la région montréalaise, il y aura une culture beaucoup plus éclatée. Et si, d'un autre côté, le français prend vraiment la place prédominante, il y aura une culture dominante, et l'attraction va être beaucoup plus grande. Il n'y aura plus moyen de se glisser entre les deux blocs (anglophones et francophones)". (homme, 41 ans, citoyen de naissance)

Un autre leader, récemment arrivé au Québec, précise au contraire, que même si les choses évoluent, les nouveaux arrivés se retrouvent encore dans une "situation conflictuelle, sans point d'identification culturelle", ce qui peut avoir pour effet de les amener à se "ghettoïser culturellement":

"Je trouve que les nouveaux arrivés, et je mets aussi les Italiens là-dedans, se sont trouvés ici dans une société très conflictuelle du point de vue de la langue et de la culture. Et ils n'ont pas eu de point d'identification; les assises sont assez douteuses. Toujours français,

anglais, français, anglais, ces conflits-là, au lieu de les ouvrir vers les deux cultures, ils les ont enfermés dans leur propre culture. C'est une sorte de difficulté à s'identifier aux anglophones, difficulté à s'identifier aux francophones. Et c'est une difficulté d'identification culturelle qui les porte à se garder entre eux, à se tenir plutôt ghettoïsés culturellement". (homme, 44 ans, résident permanent)

Évoquant par ailleurs plus spécifiquement la situation des femmes immigrantes n'ayant jamais appris ni le français ni l'anglais, une répondante expliquera que, pour certaines catégories de personnes immigrantes, il est aussi possible de vivre exclusivement en italien à Montréal. Elle ajoute que certaines femmes ouvrières "peuvent tout faire en italien" (à la maison, au travail, au marché, à l'église); elles peuvent même avoir accès aux informations dans leur langue maternelle (par la radio et la télévision):

"On a dit souvent que les femmes ouvrières italiennes restaient longtemps, dix ans, 15 ans, 20 ans, sans apprendre ni français ni anglais, parce qu'elles étaient dans un ghetto dans l'industrie, qu'elles n'avaient pas de chance de communiquer à l'extérieur. Est-ce un mythe?"

Non. Elles n'ont jamais voulu apprendre. Parce que selon elles, elles n'en ont pas besoin puisque à la maison, tout le monde parle italien. Elles vont faire les achats dans les magasins italiens, elles n'ont pas besoin de parler. Elles vont dans les églises italiennes, elles n'ont pas besoin d'apprendre d'autres langues. Quand elles ont appris les mots nécessaires pour pouvoir se faire comprendre au travail, si elles ont une urgence à l'extérieur, elles n'ont pas besoin d'apprendre plus. Elles ne liront jamais un livre en français. Elles n'écouteront jamais une conférence". (femme, 48 ans, citoyenne d'adoption)

Quelques leaders ont aussi évoqué le programme d'enseignement de l'italien (*Patronato Italo-Canadese di Assistenza agli Immigranti* (PICAI)), financé conjointement par les gouvernements italien, canadien et québécois et par les inscriptions des élèves. Le gouvernement italien participe au financement de tels programmes un peu partout à travers le monde, souvent par l'entremise directe de ses consulats. À Montréal, le PICAI a davantage d'autonomie: même si le consul fait partie de son conseil d'administration, les professeurs sont recrutés sur place et le programme relève d'une association sans but lucratif. Selon un répondant, le programme PICAI rejoindrait actuellement environ 5 700 élèves. Un autre répondant a même précisé que ce programme connaissait une popularité nouvelle, après une période de décroissance.

Le français au Québec et l'immigration

Quelques répondants ont aussi spontanément fait référence à la question de l'intégration linguistique des nouveaux arrivants, certains insistant notamment sur l'importance d'un message clair. Un jeune leader, citoyen de naissance, expliquera ainsi qu'il faut que les nouveaux arrivants sachent résister aux

"charmes de la minorité anglophone" et qu'"ils soient avertis que s'ils décident de venir au Québec c'est en français que cela va se passer avant tout". Sinon, dira-t-il, "on ne s'en sortira pas":

"Moi je pars du principe qu'il faut que les immigrants, en arrivant ici, reçoivent l'aide dont ils ont besoin, mais qu'ils comprennent avant tout que le Québec est un pays, un territoire dont la langue est le français, et qu'il faut qu'ils se conforment à ces règlements. Donc qu'ils vivent en français, qu'ils travaillent en français, qu'ils éduquent leurs enfants en français. Libre à eux de préserver leur religion, leur croyance, leurs coutumes et tout cela, ça je pense qu'il n'y a aucun peuple qui a été brimé dans ces droits-là; mais il faut qu'ils se mettent dans la tête qu'ici c'est en français, et qu'ils doivent s'intégrer à la majorité francophone et non pas céder aux charmes de la minorité anglophone. Et je pense qu'il y a des lacunes, parce qu'on leur donne l'impression que ça peut se passer en anglais ou en français, qu'il n'y a pas de problèmes, que c'est bilingue. Il faut vraiment que ça leur soit mis dans la tête, quitte à ce qu'il y ait de l'éducation avant même qu'ils viennent ici. Qu'ils soient avertis que s'ils décident de venir au Québec c'est en français que cela va se passer avant tout. Ils pourront apprendre les langues qu'ils veulent par la suite, mais c'est en français qu'ils vont vivre, travailler et éduquer leurs enfants. Sinon on ne s'en sortira pas. De plus en plus ils vont s'en aller dans la minorité anglophone, et avec le fil des années ils risquent de devenir une majorité de plus en plus. Je veux dire que c'est tout le concept de société distincte qui vient de disparaître en l'air". (homme, 22 ans, citoyen de naissance)

Pour sa part, une autre répondante soutient vigoureusement que ce ne sont pas "les immigrants qui vont pouvoir protéger le français" puisqu'ils n'en ont ni le pouvoir ni les moyens, n'étant pas placés dans les lieux de décision:

"Ce ne sont pas les immigrants qui peuvent protéger le français. Nous, on n'a aucun pouvoir. Les immigrants ne sont pas placés dans les lieux du pouvoir et de décision. Ce sont les Québécois qui ont le pouvoir, qui sont dans les lieux décisionnels. S'ils veulent sauvegarder cette spécificité, il va falloir qu'ils prennent des mesures pour que ça se fasse en français. Et pourquoi les immigrants seraient-ils contre ça? Moi j'ai quitté mon pays. Une fois ici, que je parle français ou anglais, quelle est la différence pour moi, pourquoi serais-je plus amoureuse d'une langue que de l'autre?". (femme, 44 ans, citoyenne d'adoption)

Cette même répondante dira aussi s'interroger sur une "certaine forme de racisme" qui pourrait se dissimuler derrière la question linguistique, se demandant si le Québec souhaite accueillir des immigrants francophones, comme le sont, par exemple, les ressortissants africains, ou s'il souhaite sélectionner des immigrants "blancs". Sa réflexion l'amène également à affirmer que si la connaissance du français revêt une telle importance pour les Québécois, il faut alors faire en sorte que tous les immigrants aient la possibilité de l'apprendre:

"Si on veut faire venir une immigration francophone, le plus grand bassin de la francophonie, c'est en Afrique. Il y a 36 pays, alors si c'est ce qu'on veut, qu'on ouvre

les portes, oo n'a pas besoin d'aller acbeter des immigrants en France, oo ouvre les portes à 36 pays africains qui soot francophones, ça va même oous coûter moins cher. Dooc on a réglé le problème. Maintenant, est-ce que le problème est vraimeot celui de la langue ou, comme j'ai dit tantôt, oo se cache en arrière du problème de la langue pour cacher le racisme. Parce que les immigrants francophones qui viennent d'Afrique, soit ils sont blancs et musulmans, soit ils sont noirs. Et oo n'eo veut pas quand même. Donc est-ce que c'est le français ou c'est la race? La question, elle est là. Ce o'est pas une question de langue, malgré ce qu'eo diseot certains. Parce qoe si c'est une questioo de langue, c'est simple à régler: ou tu doones accès à l'appreotissage du français à tout le monde, donc ça se règle, ou tu prends des immigrants qui parlent français".

Tous oe portent pas un jugemeot aussi tranché. Un homme d'affaires suppose même que, dans une situatioo semblable, oo serait probablement "plus mécbants" en Italie face aux immigrants qui refuseraieot d'appreodre l'italien:

"Si on se retrouvait d'ici 20 ans dans une Europe unie, et si nous étions eo Italie, puis si on avait besoin de beaucoup de gens, que tous les geos qui vieodraieot voudraient parler allemand au point de mettre en danger la langue italienne, je crois qu'oo serait plus méchants que vous ne l'avez été" (homme, 53 ans, citoyen d'adoption)

Enfin, devant l'évolution de la questioo linguistique, plusieurs des leaders rencontrés ont affirmé que leur communauté s'adaptera aux éventuels changements, tout comme elle s'est adaptée aux transformations qui ont marqué le Québec aux cours des dernières décennies. Comme le dit une répoondante, citant le mémoire déposé par le Congrès des Italo Canadiens à la Commission Bélanger-Campeau, "la communauté italienne est là pour rester"; alors, "on s'adaptera" (femme, 36 ans, citoyenne de naissance).

2.2 Les législations linguistiques québécoises

Une partie des entrevues portait sur les législations linguistiques du Québec, et plus particulièrement sur les Lois 101 et 178. Ce thème a été abordé avec 18 des 22 répondants.

2.2.1 La Loi 101

Plusieurs leaders interrogés ont toujours en mémoire les événements de Saint-Léonard (1967/68), alors que les débats autour de la liberté du choix de la langue d'enseignement avaient suscité des affrontements, parfois violents, entre la population d'origine italienne et les francophones (Taddeo et Taras, 1987, Cappon, 1974, etc.). Dans leur intervention devant la Commission Bélanger-Campeau, le Congrès des Italo Canadiens et la FILEF ont d'ailleurs longuement commenté l'évolution de la communauté italienne depuis une vingtaine d'années, c'est-à-dire depuis la "crise de Saint-Léonard". Leur mémoire souligne aussi que la communauté italienne, tout comme la majorité francophone, a connu de profonds changements, "la rendant encore plus ouverte et plus attentive aux aspirations des Franco-Québécois de souche" (1990:4).

Avant de commenter la Loi 101 elle-même, plusieurs répondants ont fait référence à la situation qui prévalait avant son adoption. Ainsi, un répondant dira qu'on oublie trop souvent "qu'avant la Loi 101, il y avait la Loi 22, qui était pire". Un autre va dans le même sens, précisant de plus que, lors des débats autour de la Loi 22, la communauté italienne de Saint-Léonard a été plus "catholique que le pape", ce que les "anglophones de Ville Mont-Royal ont dû trouver comique".

S'il faut en croire quelques leaders, pareille situation ne se reproduira plus. Ces répondants souligneront que les débats autour de la Loi 178 ont bien permis de constater que la communauté italienne ne se retrouve plus à l'avant-scène des affrontements linguistiques. Néanmoins, plusieurs admettent toujours mal comprendre les rapports entre la majorité francophone et la langue anglaise, surtout si on les compare à l'attitude vis-à-vis les autres langues d'origine des communautés ethniques:

"Après tout si on ouvre aux communautés culturelles, on admet les affiches en grec, on admet les affiches en italien, français-italien, français-grec, français-espagnol, français-arabe, français-ce-que-vous-voulez, et si on met une affiche en anglais, vous en faites un drame. Alors elle devrait être acceptée au même titre que l'arabe, que l'italien,

que l'espagnol. Vous voyez, vous donnez peut-être beaucoup d'importance maintenant aux groupes ethniques pour amoindrir l'importance de l'anglais. Ça c'est mon opinion". (femme, 52 ans, citoyenne d'adoption)

Référant aussi au passé, mais dans une perspective différente, deux leaders, un professeur et un important homme d'affaires, ont soutenu que le Québec se serait évité de nombreux problèmes si la Loi 101 avait été adoptée des décennies plus tôt, envoyant ainsi un message clair aux immigrants et notamment aux Italiens. Comme dira l'un d'eux:

"Vous n'avez pas voté la Loi 101 au bon moment. Vous l'avez votée à peu près 30 ou 40 ou 100 ans trop tard, mais de toutes façons, pour nous, vous l'avez votée au moins 20 ans trop tard. Même plus, peut-être 30 parce que nous sommes arrivés ici par bateaux pleins, pendant les années 1950, ensuite massivement pendant les années 1960. Et si la Loi 101 avait été votée avant l'arrivée massive donc des italophones et des autres immigrants, nous aurions tous fréquenté des écoles françaises. Les écoles seraient maintenant pluriethniques, mais on y parlerait français. Nous aurions des problèmes, bien entendu, au niveau social, au niveau de la cohabitation des groupes et tout ça, mais au moins il n'y aurait pas ce problème très émotif qu'est celui de la langue dans les écoles et aussi ailleurs. Alors, la Loi 101 est arrivée trop tard". (homme, 43 ans, citoyen d'adoption)

Faute d'avoir agi plus rapidement, on est maintenant devant un véritable "gâchis linguistique", précisera ce répondant. Toutefois, et même si certains admettent qu'il fallait enfin "prendre les grands moyens", plusieurs leaders rappellent qu'avec l'adoption de la Loi 101 la communauté italienne a eu "l'impression de se faire enlever un droit" et que "brimer les droits, ce n'est pas la démocratie". On rapporte que cette loi a d'abord été considérée par la communauté italienne, comme par la plupart des communautés ethniques, comme une "dictature épouvantable". Un leader du Congrès des Italo Canadiens se souvient même que la communauté a "souffert pour cela", mais, ajoute-t-il, "on s'est habitué et on vit maintenant en paix":

"Dans le cas de la Loi 101, est-ce que vous trouvez qu'on a brimé les droits de la personne?"

Je pense qu'on brimait les droits des minorités.

Le droit au libre choix?

Oui. On l'a enlevé complètement. On était habitué nous autres au libre choix.

Pourtant vous avez dit tantôt que c'était nécessaire.

Oui, c'était nécessaire. Pour la sauvegarde du français et du Québec c'est sûr. Comme je vous dis, le but, c'est numéro un.

Même s'il impliquait qu'on brime relativement les droits individuels?

Bien il fallait que quelqu'un souffre dans cette affaire.

Ah! et vous êtes d'accord?

Oui. On a souffert, on s'est habitué, on vit en paix maintenant, on va à l'école française. On obéit à la loi". (homme, 60 ans, citoyen d'adoption)

"Vivre en paix" semble être un objectif important pour l'ensemble des leaders rencontrés. Depuis les événements de Saint-Léonard, "l'attitude a changé" et "plus de monde parle maintenant français", dira l'un des leaders. Alors, même si elle a été très largement réprouvée lors de son adoption, il semble bien que la Loi 101 ne soit plus un "objet de débat" dans la communauté (femme, 36 ans, citoyenne d'adoption). Elle est dorénavant tolérée, sinon totalement admise. Ce désir de "vivre en paix" semble même amener certains à s'exclure d'emblée des débats linguistiques. Un répondant prétend ainsi que c'est aux francophones et aux anglophones de "régler leur problème" et que la communauté italienne respectera, de toutes façons, les lois qui seront adoptées. C'est ce que font d'ailleurs déjà, selon une autre répondante, les nouveaux arrivants qui ne se posent pas de question sur la Loi 101 et sur la langue de scolarisation de leurs enfants.

Tous ne voient cependant pas la situation de la même manière et, de l'avis de certains leaders, la résistance à la Loi 101 continue d'être forte au sein de la communauté italienne. À titre personnel, une seule leader, proche du Parti québécois, se ralliera sans condition à la Loi 101, affirmant "que s'il n'y avait pas eu un contrôle de cette façon-là, nous nous serions vraiment retrouvés avec un Québec anglais à 100 p. cent" (femme, 48 ans, citoyenne d'adoption). Il s'agit là d'une exception et plusieurs leaders ont exprimé, pour des motifs divers, de réticences vis-à-vis cette loi. Certains en déplorent toujours le caractère coercitif, disant qu'on ne peut "forcer quelqu'un à apprendre quelque chose". D'autres encore soutiennent qu'il faut davantage "créer l'intérêt pour la langue française" qu'en faire une obligation. Une autre encore, même si elle "accepte que le français soit la langue officielle", se montre par ailleurs favorable à une tolérance à l'égard de l'affichage et de la langue parlée dans les cours d'écoles, disant que "l'important, c'est de respecter, d'aimer et de faire aimer la langue et la culture" du Québec.

Plusieurs soulignent aussi la nécessité de l'anglais, comme langue de l'économie mondiale et langue d'usage du continent nord-américain. Un leader se prononcera en faveur de l'adoption du français et de l'anglais comme langues officielles du Québec. Une autre répondante, proche du Parti libéral du Québec, insiste sur le prix qu'entraîne un choix politique comme celui de l'adoption de la Loi 101:

"Je ne suis pas une personne à dire que je suis contre la Loi 101, je trouve qu'il y a beaucoup d'éléments très positifs avec ça. Et je suis fière de dire à tout le monde que c'est une province française. Ça me plaît. Ça me donne quelque chose que les autres provinces n'ont pas. Alors, c'est un choix politique que tu fais. Mais il faut reconnaître

qu'en faisant ce choix, il y a aussi des aspects négatifs. Il y a un prix à payer. Mais c'est un choix". (femme, 36 ans, citoyenne d'adoption)

Par ailleurs, une répondante rappellera que si la Loi 101 a "régulé le problème des enfants" en rendant obligatoire l'inscription des enfants immigrants à "l'école française", elle n'a cependant pas résolu la francisation des nouveaux arrivants qui ne bénéficient pas toujours de possibilités de formation adéquate et qui sont confrontés aux exigences du marché du travail.

Enfin, une avocate évoquera, à propos de la Loi 101, les dangers potentiels d'un nationalisme qui peut éventuellement mener jusqu'au fascisme:

"Les lois sont importantes, oui, mais les lois ne règlent pas tout, je le sais, je le vois, la justice n'est pas absolue, n'est-ce pas, comme la liberté n'est pas absolue. Alors, écoutez, je suis d'accord que cette province maintienne sa culture et qu'elle fasse en sorte qu'il y ait des réglementations pour que la singularité et la différence de cette province restent. Mais je ne suis pas d'accord de forcer les choses, parce que moi j'ai peur des nationalismes trop avancés, j'ai peur du fascisme en fin de compte. Et c'est dommage si la question nationale..."

Est-ce que vous voyez des signes de fascisme?

Si la question nationale est manipulée par les entrepreneurs, les bourgeois qui veulent avoir le pouvoir économique seulement, n'est-ce pas? Alors moi, je ne sais pas, je ne dis pas que c'est ce qui est en train d'être la réalité, mais j'ai peur de ça dans le lointain". (femme, 34 ans, citoyenne d'adoption)

2.2.2. La Loi 178

C'est une répondante ouvertement liée au Parti québécois qui, "comme Québécoise", se fera la plus virulente pour condamner la Loi 178, dénonçant le premier ministre Bourassa et allant jusqu'à dire qu'"une personne normale n'aurait pas fait une chose comme ça":

"Je pense que c'est une grosse blague, franchement. Moi, comme Québécoise, je me sens lésée dans mon amour-propre, parce que je ne suis pas un jouet, nous ne sommes pas des jouets, il ne faut pas jouer trop longtemps avec une telle chose. Je ne sais pas comment il a pu faire une chose pareille. Franchement, je pense qu'une personne normale n'aurait pas fait une chose comme ça. Il faut être diabolique pour pouvoir penser une chose pareille. Vraiment les deux visages de monsieur Bourassa, il s'est trouvé à nu, il a été mis à nu avec cette loi-là". (femme, 48 ans, citoyenne d'adoption)

Certains membres du Parti libéral du Québec ont aussi pu être "déçus". L'une d'entre eux dira, par exemple, que s'"ils [les dirigeants du parti] n'avaient pas menti, le problème autour de la Loi 178 n'aurait pas existé":

"On a été déçu de la Loi 178. Ce qui s'est passé, c'est que depuis 1979, le Parti libéral avait maintenu un argument. Et j'étais à l'intérieur du parti, je sais que depuis 1979, l'idée a toujours été de faire la Loi 178. Mais ils ont menti. Alors, s'ils n'avaient pas menti, tout le problème qui a existé autour de la Loi 178 n'aurait pas existé. Pourquoi ont-ils menti? Ils auraient eu ces gens avec eux en 1978, en 1980, en 1982, de toutes façons. Mais ils ont menti et ils ont menti délibérément. Je sais qu'ils l'ont fait parce que j'ai eu ces discussions à l'époque avec eux". (femme, 36 ans, citoyenne d'adoption)

Un autre leader, proche du Parti québécois, rapporte les critiques de ceux qui, dans la communauté italienne, notamment des marchands, disent que la Loi 178 "allait encore plus loin que la Loi 101 sur l'affichage extérieur", ce qui, rapporte-t-il, "les a fâchés":

"Si on dit que la Loi 101 pouvait brimer des droits, la Loi 178 est encore plus brimante que la Loi 101, parce que la Loi 178 interdit toute autre langue sur les affiches que la langue française. Tandis que le Parti québécois disait dans des quartiers à caractère ethnique, on pourrait se servir d'une affiche avec prédominance française, mais il pourrait y avoir des mots écrits en grec, des mots écrits en chinois, des mots écrits en italien, selon le quartier. Or avec la Loi 178, il y a eu plusieurs marchands qui ont été obligés de harrer ce qui était écrit en grec ou en chinois ou en italien parce qu'ils allaient à l'encontre des dispositions de la Loi 178.

Ça les a fâchés?

Ça oui, ça les a un peu fâchés. Parce que c'était quand même une certaine minorité qui avait écrit des affiches hilingues, ça les a fâchés parce qu'ils se sont rendus compte à ce moment-là que ça allait encore plus loin que la Loi 101 sur l'affichage extérieur". (homme, 22 ans, citoyen de naissance)

D'une manière générale, plusieurs des leaders interrogés ont toutefois voulu ignorer la nouvelle législation linguistique, préférant ne pas se mêler d'un débat qui leur paraissait concerner seulement les francophones et les anglophones.

3. LA DIMENSION IDENTITAIRE OU ETHNOCULTURELLE

La dimension identitaire et ethnoculturelle du discours des leaders de la communauté italienne rencontrés a été analysée à l'aide de quatre catégories : l'auto-identification ethnique, la terminologie des relations interethniques, la perception de la culture québécoise, les idéologies et politiques d'intégration des communautés ethniques au Canada et au Québec.

3.1 L'auto-identification ethnique

Le recensement de 1986 indique que 10 p. cent des Québécois sont d'origine unique autre que française, britannique et autochtone et que 32 p. cent de ce groupe sont des Italo Québécois; ceux-ci représentant donc 2,5 p. cent de la population du Québec (Benjamin, 1988). Une étude plus récente montre par ailleurs que "la part d'identification ethnique décroît avec le temps" (Deschamps, 1990). Selon cette recherche, les membres des communautés ethniques implantées depuis plus longtemps, comme c'est le cas pour la communauté italienne, tout en conservant un fort sentiment d'appartenance ethnique, se définissent plus fréquemment comme Canadiens ou ethno-Canadiens que ceux des communautés d'implantation plus récente. Ainsi, 49 p. cent des personnes d'origine italienne s'identifient maintenant comme Canadiens ou Québécois et 67 p. cent comme Italiens; 97 p. cent d'entre elles accordent aussi à la langue une très forte importance dans ce phénomène d'identification. D'autre part, un sondage réalisé par le Parti québécois auprès des communautés ethniques indique plutôt "que la communauté italienne se définit comme avant tout canadienne pour 71 p. cent de ses citoyens et québécoise pour 17 p. cent d'entre eux" (1990:11).

Enfin, rappelons que dans le cadre des travaux de la Commission Bélanger-Campeau (1990), la Commission d'étude sur les affaires afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté a constaté que si le visage du Québec actuel est de plus en plus pluriethnique, le "pourcentage d'anglophones et d'allophones se disant "Québécois" stagnait à un niveau très bas: 9 p. 100 dans le premier cas et 5 p. 100 dans le second; près de 60 p. 100 des membres des deux groupes se sentaient surtout "Canadiens" (1990:9).

Le thème de l'auto-identification ethnique a été abordé avec 16 des 22 répondants. Leur discours a été regroupé sous trois volets : la multiplicité des axes de références, la dimension politique rattachée au phénomène de l'auto-identification ethnique et, enfin, la difficulté d'être reconnu comme Québécois.

3.1.1 Les multiples références identitaires

Pour une majorité des leaders de la communauté italienne rencontrés, la référence directe au pays d'origine reste très forte. Pour une minorité d'entre eux, cette référence est même toujours centrale, certains affirmant clairement qu'ils sont d'abord Italiens. Néanmoins, tous reconnaissent l'impact de l'immigration. Une répondante, par exemple, dira "qu'il faut faire un chemin pour s'adapter à la culture

d'ici tout en conservant nos valeurs à nous". L'émigration modifie, à son avis, les références identitaires, créant ainsi une "culture hybride":

"Je pense qu'il faut s'intégrer. On a quitté son pays parce qu'on a choisi et on est venu pour des raisons économiques ou politiques. On est ici et je pense qu'il faut faire un chemin pour s'adapter à la culture d'ici tout en conservant nos valeurs à nous. Quand on va dans un nouveau pays, on devient une nouvelle personne. Je l'ai réalisé quand je suis allée en Italie en 1987. J'ai réalisé que je ne suis plus Italienne, ici je ne suis pas non plus une Canadienne à 100 p. cent. On apprend à manger à la façon d'ici mais on conserve nos habitudes, ça devient un mélange, c'est un peu une culture bybride. Je ne pense pas qu'on a perdn, je pense qu'on a gagné, mais on n'aurait pas gagné si on était resté dans son coin". (femme, 50 ans, citoyenne d'adoption)

Par contre, et malgré toutes les années vécues hors de l'Italie, cette leader affirme conserver encore une "grande fierté" envers l'Italie. Fierté qu'elle justifie en évoquant la préséance de la culture italienne au Canada, "pays découvert par des Italiens", ce qui lui semble fonder une sorte de hiérarchie des cultures immigrées où l'Italie occuperait, sur la scène mondiale tout comme sur la scène canadienne, une place privilégiée:

"Je me sens peut-être une nouvelle Québécoise ou une nouvelle Italienne, je ne sais pas. Parce que j'ai toujours une grande fierté de mon origine, de la culture italienne, de savoir qu'on vient du pays de Verdi, de Da Vinci, de l'Empire, de Dante et tout ce que la culture italienne a apporté au monde entier. Savoir qu'on est dans un pays qui a été découvert par des Italiens. C'est toute une fierté que je ne peux pas nier. Devant quelqu'un qui dit: "on est tous égaux ici, on a tous les mêmes droits", je dis que nous dans un sens on était là même avant les Français et les Anglais. À moi ça me fait du bien de savoir qu'on a une place, que nous ne sommes pas complètement déracinés, complètement venus d'ailleurs. On ne peut pas nous dire que nous sommes des gens arrivés, que nous n'avons pas de liens. On a contribué au fait que le Québec, que le Canada existe. Et je me sens privilégiée devant les gens qui viennent, qui vraiment n'ont aucune contribution autre que récente au développement de ce pays. Alors peut-être c'est une fierté d'être Italienne : savoir qu'on était là dès le début, on était parmi les premiers". (femme, 50 ans, citoyenne d'adoption)

Une autre leader insistera aussi sur sa fierté d'être d'origine italienne, mais d'une manière plus défensive, affirmant de pas voir pourquoi elle devrait se sentir blessée que quelqu'un reconnaisse qu'elle était Italienne avant d'être Québécoise :

"La réalité c'est que le Québec est formé - le Canada nous pouvons dire, l'Amérique, parce qu'aux États-Unis nous avons le même problème - est formé de gens qui proviennent de différentes nations ou pays. À ce moment-là, pour quelle raison se cacher? Au lieu de mettre ça dans une position négative, nous devons chercher à le mettre sur un plan très positif. C'est-à-dire le Québec, le Canada, ils ont la richesse d'avoir tant de cultures mises ensemble. Alors je ne vois pas pour quelles raisons je dois me sentir

blesmée que quelqu'un reconnaisse que moi, avant d'être Québécoise, j'étais Italienne. Je suis très contente que les gens fassent une nette distinction. Moi j'ai apporté ma culture italienne, mon savoir-faire italien, je l'ai apporté, je l'ai offert au Québec. Alors si les gens pensent que je suis une personne valable...". (femme, 48 ans, citoyenne d'adoption)

Et en cette matière, poursuit-elle, l'important est de n'"induire personne en erreur", tout en prenant garde de ne "blesser" personne.

Pour plusieurs répondants, la référence au Québec et au Canada constitue désormais un autre axe important de leur identité ethnique. C'est ainsi qu'une leader s'identifie comme "Québécoise d'origine italienne". Pour elle, cette définition "ne laisse pas de doute". Un autre, dira aussi, après un peu d'hésitation cependant, qu'il se définit également "comme Italien: je me définis avant tout comme Québécois d'origine italienne". Un autre encore évoque la "profondeur" de son enracinement au Québec qui, soutient-il, ne l'éloigne pas pour autant de son origine italienne:

"Moi, je ne me définis pas comme un Québécois de souche récente, parce que j'ai la prétention de dire que si la souche c'est l'enracinement et c'est l'objectivation de tout ce qui est culture, je l'objective aussi bien peut-être qu'un grand nombre de francophones de souche, dits de souche ancienne. Je ne me vois pas comme de souche récente. Je me vois comme étant d'origine italienne.

Mais vous, est-ce que vous voyez personnellement d'abord comme Italien, d'abord comme Québécois, d'abord comme Canadien? Est-ce qu'il y a une hiérarchie dans tout ça?

Non, pas vraiment. Je me vois comme une personne vivant à Montréal, vivant au Québec, vivant dans le contexte canadien, d'origine italienne. Je me vois comme un Montréalais d'origine italienne". (homme, 41 ans, citoyen de naissance)

Plusieurs leaders ont hésité davantage devant la question. Avouant souvent, dans un premier temps, qu'ils ne savent trop comment définir leur identité ethnique, ils évoquent ensuite des appartenances multiples qui ne sont pas nécessairement perçues comme contradictoires. Ainsi, une femme répond qu'elle est d'origine italienne et que ça se voit physiquement; qu'elle est Québécoise parce qu'elle vit ici; Montréalaise parce qu'elle est attachée à la ville; et Canadienne car elle croit en ce que peut être le Canada. Un autre répondant, né en France, explique de façon un peu confuse:

"Je suis un Italien d'esprit, parce que je suis un Français de culture, je suis un Québécois de cœur puisque je vis au Québec, je crois en l'avenir de ce coin de terre qui s'appelle le Québec, j'y crois dans ce qu'il a, non pas dans ce qu'il sera." (homme, 43 ans, citoyen d'adoption)

Cette conjugaison d'axes identitaires n'a pas toujours été facile à assumer. Pour définir leur identité ethnique et nationale actuelle, trois répondants ont fait un long retour sur leur enfance et leur adolescence,

rappelant notamment les préjugés dont ils ont été victimes, leurs moments de rejet plus ou moins affirmé de leurs racines italiennes (ce qui, à certains moments, a même pu se traduire dans l'anglicisation de leur prénom), leur retour vers l'héritage familial et puis leur prise de conscience du poids de l'émigration dans leur trajectoire identitaire. À la fin de ce parcours, une répondante résume ainsi sa situation:

"La question de qui je suis, c'est aussi une question d'évolution. Je dirais que je suis très Italienne, mais je suis vraiment une Italienne fille d'immigrants, avec toute l'expérience que ça comporte. Je suis immigrante dans un pays, et j'ai des pensées et j'ai des manières qui sont très communes avec tous les autres membres de notre société. On me demande quelle est mon origine, comment je me vois. Moi je me vois comme Italienne. Mais je sais que j'ai beaucoup en moi que j'ai appris et acquis dans ce pays qui est très diversifié." (femme, 40 ans, citoyenne d'adoption)

Ce processus à la fois mouvant et complexe de création/modification de l'identité ethnique se poursuit encore, comme en témoigne cette leader qui affirme que, même s'il y a des jours où elle se sent Italienne, elle se sent néanmoins de plus en plus Québécoise:

"Je deviens de plus en plus Québécoise avec le temps. Quand je suis arrivée en 1974, j'étais d'abord Canadienne. Mais maintenant, je me sens beaucoup plus Québécoise et je deviens de plus en plus Québécoise". (femme, 38 ans, citoyenne d'adoption)

Un homme d'affaires témoigne particulièrement bien de cet enchevêtrement d'interrogations personnelles, auxquelles se greffent des considérations politiques. Après avoir conclu qu'il est "devenu un homme international, un Italo Américain Canadien vivant au Québec", il ajoute qu'il ne cesse de définir sa pensée sur la question:

"Je retourne voir ma mère en Italie deux fois par année. À tous les voyages, je vous assure que je pense: "voilà, je vais voir mon frère, s'il me posait la question directement, et me disait qui es-tu? je ne saurais pas lui répondre. Parce que je retourne en Italie, je ne suis plus un Italien. Et c'est toujours par exclusion. C'est vraiment la question par exclusion: je suis au Canada, et il y a bien des éléments qui ne me font pas sentir Canadien, il y a bien des éléments qui ne me font pas sentir Québécois, il y a bien des éléments qui ne me font pas sentir Américain, des éléments qui ne me font pas sentir Italien. Donc, je suis devenu un homme international, un Italo Américain Canadien vivant au Québec, ba-ba-ba. Tu vas à des réunions, tu sais que la majorité, ce sont des francophones. Tu dis ah! nous, les Italo Québécois, alors [qu'on] commence à parler. Là tu t'en vas à un caucus libéral fédéral, nous les Italo Canadiens... Madame...
Il y a des débats là-dedans...

Madame, je suis très conscient de cela et c'est pour ça que je ne vais pas vous répondre parce que ma pensée, je dois encore la définir. Et c'est une question que je me demande trop souvent et à toutes les fois que je détermine qui je suis, la prochaine fois que j'y pense, je le mets en question". (homme, 53 ans, citoyen d'adoption)

3.1.2 La dimension politique de l'auto-identification ethnique

La dimension politique que prend au Québec l'interrogation identitaire est très évidente pour certains répondants. Ils perçoivent nettement la connotation différente d'expressions comme "Canadiens d'origine italienne" ou "Québécois d'origine italienne".

Interrogé sur son identité ethnique ou nationale, l'un d'eux rappelle ainsi que l'adoption d'un pays d'émigration, comme le Canada, fonde le premier sentiment d'appartenance:

"Et votre identité à vous, est-ce d'abord être Italien, être Québécois ou Canadien?"

Canadien d'origine italienne.

Canadien d'origine italienne plus que Québécois d'origine italienne?

On pourrait dire que c'est la même chose parce que le Québec jusqu'à preuve du contraire est toujours dans le Canada.

Donc, le premier sentiment d'appartenance c'est Canadien?

J'ai répondu à cette question en vous disant que nous étions venus au Canada, nous n'étions pas venus au Québec". (homme, 60 ans, citoyen d'adoption)

Par contre, un homme d'affaires montrera que la situation évolue. Il illustrera son propos en affirmant que la modification du nom de l'institution dont il est le directeur, actuellement axé sur l'identification au Canada (La... canadienne-italienne), pour une identification au Québec ne susciterait plus trop de résistances:

"Quand on a un conseil d'administration, on a toujours un souper après. Puis là on parle de politique ensemble. Et l'une des dernières fois, j'ai dit : qu'est-ce qu'on fera après la séparation du Québec, s'il y a séparation du Québec? Personne dans ce conseil n'a dit: ça ne se fera pas. Si j'avais posé la même question, il y a dix ans, on aurait dit: de quoi tu parles? t'es malade! Mais étrangement, je l'avais posée un peu exprès. J'ai dit: qu'est-ce qu'on fait lorsque le Québec sera... bon. On a dit : bah! La xxx canadienne-italienne, peut-être il faudrait changer de nom, parce que si ce n'est plus canadien, ça va être québécois. Les Québécois, ils vont nous aimer pour avoir fait ça, donc... Le ministère ne se mettra pas contre. Bon, positif, parce que nous les Italiens, écoute, on est Québécois, bien ah! bien. Mais tout ça pour vous dire qu'il n'y en a pas un seul des 12 qui m'a dit : mais de quoi tu parles!". (homme, 53 ans, citoyen d'adoption)

3.1.3 La difficulté d'être reconnu comme Québécois

Des répondants feront aussi remarquer qu'il ne suffit pas de vouloir s'identifier comme Québécois, il faut aussi être reconnu comme tel. Une leader se rappelle ainsi, avec un peu de tristesse, que c'est lors d'un voyage en France que pour la première fois de sa vie, "son accent" l'a fait reconnaître comme Québécoise. Ici, au contraire, dit-elle, elle ne peut échapper à l'ethnicité, même lorsqu'elle se présente comme Québécoise:

"Est-ce que vous trouvez qu'on met trop d'insistance sur l'ethnicité au Québec? Toujours à dire : êtes-vous Italien, êtes-vous...?"

Mais si moi je dis que je suis Québécoise, qui va me croire? (rires) Je vais vous dire, madame Labelle, vous allez me demander: ah! vous êtes Québécoise? Et on va me dire: oui, mais non, vous êtes née où? Vous parlez quelle langue?

(...) J'étais un jour en voyage, je m'étais assise à un café, j'étais à Paris. J'allais en Italie et je me suis arrêtée là. Alors j'ai commandé un café au lait ou je ne sais pas quoi, et le monsieur (rires), il m'a dit : ah! vous êtes Québécoise! C'était la première fois dans ma vie qu'on m'avait appelée Québécoise. J'ai dit : ah! mon Dieu! j'ai dû aller à Paris...

Pour être identifiée comme telle?

Oui, à cause de ma façon de parler.

Si vous dites à quelqu'un : je suis Québécoise et que la personne vous répond : oui, mais de quelle origine êtes-vous? Est-ce que ça vous agace? Est-ce que vous préféreriez qu'il n'y ait pas de questions?

Ce qui m'agace c'est que je dois m'expliquer... Des fois ça devient trop. Je voudrais être acceptée...

Vous voudriez être plus invisible?

Je voudrais faire partie plus... être traitée comme étant une personne qui doit être ici".
(femme, 34 ans, citoyenne d'adoption)

Une autre répondante, ayant suivi son mari que des raisons professionnelles ont amené à émigrer au Canada, affirme que "le Québec est [son] pays", mais qu'il lui est toujours impossible de ressentir certaines des "peurs" des Québécois. C'est là un point qu'elle laisse à d'autres le soin d'expliquer:

"Je suis avec vous, je sympathise avec vous, je me sens Québécoise mais je ne peux pas sentir cette même peur que peut-être vous sentez. Je vous comprends, j'aime beaucoup la littérature québécoise, le Québec est mon pays. Je la comprends cette peur, mais je ne peux pas vous dire si elle est réelle ou non parce que je ne la vis pas. On me dirait on doit partir, je regrette je devrais partir. J'aimerais autant pas, parce que c'est tout un déménagement je ne me sens plus capable, mais je le ferais si c'est nécessaire, si je dois suivre mon destin. C'est à vous de savoir pourquoi". (femme, 52 ans, citoyenne d'adoption)

Enfin, pour une répondante, dont les propos n'ont trouvé d'écho chez aucun autre leader interrogé, la question de l'auto-identification ethnoculturelle n'a pratiquement pas d'importance pour les immigrants qui ont "d'autres choses à faire que ça":

"Mais est-ce que vous pensez vraiment que les immigrants se posent tellement la question : je suis de telle culture, quelle est ma culture, quelle est la leur, comment est-ce que je vais faire pour mélanger les deux? On ne se pose pas cette question-là. Tout ce qu'on essaie de faire, c'est que dans l'autre culture, on y va, on y rentre sans s'en apercevoir, on a des questions plus urgentes à régler que celles : est-ce que je garde ma culture, est-ce que je prends l'autre? On fonctionne, puis à un moment, pour une raison ou n'importe laquelle, on se rend compte qu'on a pris racine. Mais on ne se pose pas la question : je

rejette cette culture ou je fais fi de telle culture et j'aime mieux la mienne. Mais voyons donc! On a autre chose à faire que ça". (femme, 44 ans, citoyenne d'adoption)

3.2 Les perceptions de la culture québécoise

Devant la Commission Bélanger-Campeau, l'Association des gens d'affaires et professionnels italo-canadiens (CIBPA), dans un chapitre sur les droits et libertés, a décrit sa vision de la société québécoise et son regard des communautés culturelles. Cette présentation recoupe aussi largement celle du Congrès des Italo-Canadiens et de la FILEF sur cette question. La CIBPA écrit:

"Ce qui caractérise la société québécoise, et ses débuts, c'est la coexistence harmonieuse de la communauté francophone et des autres communautés culturelles. Le Québec a une attitude d'ouverture face aux autres communautés culturelles, et ceci nous permet de maintenir nos liens avec notre culture et notre langue. La tolérance, l'acceptation d'opinions différentes, le respect des croyances religieuses diverses, la reconnaissance du caractère spécifique des différentes communautés qui composent notre société, voilà autant de valeurs importantes pour tous les Québécois". (CIBPA, 1990:9)

Cette citation permet de mieux situer les propos des 19 répondants avec qui on a abordé le thème lié aux perceptions de la culture québécoise. Leurs propos peuvent être regroupés selon deux principales approches, l'une que l'on peut qualifier de psycho-culturaliste et l'autre traduisant une perspective socio-historique.

3.2.1 Les visions psycho-culturalistes

Les perceptions de la culture québécoise d'origine canadienne-française livrées par certains répondants s'inscrivent assez nettement dans une approche de type psycho-culturaliste. Ainsi, une répondante, procédant surtout à partir d'une comparaison avec ce qui lui apparaît caractéristique de la culture anglo-saxonne, lie la culture québécoise à plaisir de vivre, générosité et ouverture:

"Les Québécois sont plus ouverts, ils sont des artistes, ils aiment la poésie, ils aiment la peinture, ils aiment la musique, ils aiment tout. Je suis allée à plusieurs spectacles, des plus coûteux aux moins coûteux, dans le sous-sol des églises à une soirée de Pavarotti. On voit la différence qu'il y a entre un couple anglais et un couple français. Là, tu vois les deux hommes, ils portent un smoking, celui de l'Anglais date de... 1919 (rires), c'était de son père peut-être, le Français, non, son argent il l'a gagné, il l'a dépensé, mais il est à la toute dernière mode. Et la femme, exactement la même chose. Après, si tu t'approches du bar, et que tu offres quelque chose, le Français est toujours prêt à mettre la main dans la poche, l'Anglais attend toujours que tu lui payes son drink. C'est la vérité, ça. C'est gênant de le reconnaître, mais c'est la vérité. Alors ça, ça fait une différence". (femme, 38 ans, citoyenne d'adoption)

Sans préciser sa pensée, un autre répondant insiste sur l'ouverture des "Canadiens français", en la comparant cette fois à celle des Italiens: "Moi je trouve que les Canadiens français, ils nous respectent beaucoup plus que nous les respectons, si, eux, ils immigraient en Italie" (homme, 54 ans, citoyen d'adoption). Une autre des personnes interrogées insistera quant à elle sur les ressemblances entre la culture paysanne traditionnelle des Québécois et celle des Italiens, ressemblances qui laissent entrevoir, selon elle, la possibilité de tisser plus facilement des liens entre les uns et les autres.

Une autre encore a décrit de façon détaillée les éléments qui, à son avis, caractérisent la culture québécoise: c'est à la fois la Saint-Jean, les "rituels" liés à la cuisine - depuis les bleuets du Lac Saint-Jean jusqu'aux fraises de juin -, le drapeau... et aussi certaines contradictions entre des revendications nationalistes et l'influence de la culture américaine-anglo-saxonne:

"Il y a la fête de Saint-Jean-Baptiste, il y a le Carnaval de Québec, il y a les bleuets du lac Saint-Jean, il y a des fraises au mois de juin, il y a la cuisine. Tu sais, on comprend le Québec à cause des produits qui viennent de chaque région. Et puis il y a tout le rituel de manger. Puis il y a ce lien qui lie tout le monde avec la communauté québécoise: le drapeau québécois, c'est très important pour nous tous parce que on se sent Québécois. Moi j'aime bien ce drapeau-là et la communauté italienne aussi, disons pour chaque communauté ethnique, c'est le Québec, on sent que c'est le Québec. Ensuite, il y a la télévision québécoise. La seule chose qui laisse un peu à désirer, c'est le cinéma québécois, ce n'est pas très élaboré, sauf l'ONF qui est très intellectuel et c'est l'intelligentsia. Là je vois quelques films de Québécois, mais vraiment on n'a pas accès à la créativité québécoise autant qu'on peut l'avoir. C'est trop intellectualisé et pas populaire comme les films américains; même les enfants québécois veulent regarder les programmes américains. Moi je n'en reviens pas que les nationalistes poussent tellement pour la langue française et qu'ils soient incapables de pousser une politique qui contrôlerait la télédiffusion des programmes américains. On a des enfants québécois qui écoutent une musique de rock anglais, mais on veut empêcher les Anglais d'avoir une affiche en deux langues, c'est absolument zinzin ça. Mais les Québécois, nous jeunes, ils veulent de la musique rock, des États-Unis peu importe si c'est anglais. Tu sais, il y a des contradictions là". (femme, 38 ans, citoyenne d'adoption)

Tous les leaders rencontrés ne partagent toutefois pas une vision positive de la culture québécoise. Ainsi, un répondant se montre plutôt critique devant ce qui lui apparaît comme des traits marquants de la culture québécoise: l'insécurité, le faible niveau de scolarisation et de formation personnelle, le manque de raffinement. C'est le résultat, précise-t-il, de "centaines d'années de soumission, de manque de pouvoir, de manque de contrôle":

"Je trouve que beaucoup de Québécois ont beaucoup de complexes au contraire des Anglophones, complexes dus à des centaines d'années de soumission, de manque de

pouvoir, de manque de contrôle sur leur vie, et en plus d'une bonne partie du monde qui se retrouve ici maintenant. Je trouve que ce sont des gens qui n'ont pas beaucoup de sécurité, ce sont des gens qui sont arrivés depuis très peu de temps de la campagne, où ils habitaient dans des situations aussi difficiles que les Italiens, quand ils étaient en Italie. Et ils sont eux-mêmes des nouveaux arrivés dans le Québec de la ville. Et je trouve qu'il y a trop de gens qui n'ont pas beaucoup de formation scolaire, que la formation scolaire en elle-même est pauvre sous certains aspects, surtout les aspects qui concernent la formation de la personnalité, pas la formation professionnelle. Sur ce plan-là peut-être, elle est d'un bon niveau, si on fait de bons choix: mathématiques, physique, sciences, en général, la spécialisation au travail. Mais comme formation même, je la trouve très pauvre.

Vous pensez au système de valeurs? Aux règles de comportement?

Aux règles de comportement par exemple.

La politesse...

Oui. Par exemple, la politesse, tout ce qui est la forme. Pas la substance, parce que on peut être un galant homme, sans connaître aucune façon de faire, et on peut être un grand délinquant avec toute la politesse de ce monde. Mais je trouve qu'il y a un fort manque sur ce plan". (homme, 57 ans, résident permanent)

Sans la reprendre à son compte, une autre leader fait aussi écho à une vision péjorative de la culture québécoise (associée à la bière et aux tavernes) qui serait tellement répandue, notamment auprès des Québécois eux-mêmes, que cela la "dérange". Cette vision négative, ajoute-t-elle, est peut-être le résultat de l'attitude "défensive" des Québécois qui, trop occupés à protéger leur langue, ont "oublié de donner" ce qu'ils ont:

"J'ai entendu dire qu'ici il n'y a pas de culture. Ils disent (les gens de la communauté): "Bon il vont défendre leur culture, mais ils n'ont pas de culture, c'est la culture américaine qui est ici. On doit s'habituer à quoi? Parce que si on regarde bien la culture québécoise ça consiste à quoi? boire de la bière, aller à la taverne". En tout cas j'ai entendu ça souvent et ça me dérange. *L'image est péjorative?*

Oui. Je ne parle pas en général mais je l'ai entendu assez pour que ça me dérange. Quand j'étais en Italie je ne réalisais pas ma culture, j'ai dû sortir d'Italie pour l'apprécier. Peut-être que c'est la même chose pour les Québécois qui me disent: "Bien nous on n'a rien de bon ici". Je dis "as-tu regardé?", mais ils se demandent ce qu'on a. Ils sont un peu à la recherche. J'avais acheté une fois un vieux disque de Gilles Vigneault et j'ai bien aimé l'écouter. Il raconte qu'on cherchait des trésors et que là on a fait des trous partout dans la terre, puis à la fin on s'est aperçu qu'on l'avait et qu'on l'a vendue aux autres. Je pense que c'est peut-être pour ça qu'on est tellement préoccupé à protéger la langue, être toujours sur la défensive qu'on oublie de donner ce qu'on a et de mettre les gens à l'aise avec ce qu'on a". (femme, 50 ans, citoyenne d'adoption)

Un autre leader a aussi déploré de façon assez directe, mais sans élaborer sa pensée, la "fermeture des Canadiens français devant l'étranger" (homme, 60 ans, citoyen d'adoption).

3.2.2 Les visions socio-historiques

Certains répondants décrivent leurs perceptions de la culture québécoise dans une perspective plus socio-historique, évoquant souvent l'évolution politique, économique et culturelle du Québec depuis quelques décennies. Un jeune leader, d'allégeance nationaliste, croit que "la culture québécoise pourrait se définir par sa perspicacité et par sa fierté nationale"; il insiste sur le fait que le peuple québécois a résisté pendant 300 ans à l'assimilation et résume sa pensée en faisant allusion à la chanson de Gerry Boulet *Toujours vivant*:

"Je pense que la culture québécoise pourrait se définir par sa perspicacité et par sa fierté nationale. Je veux dire quand même qu'un peuple qui est aujourd'hui composé d'un peu moins de sept millions de personnes, qui a su pendant 300 ans se serrer les coudes et se maintenir vivant, et ne pas être assimilé et faire respecter ses droits, moi je leur dis «chapeau». Je ne peux pas être plus d'accord avec cela. Il y a beaucoup d'autres pays qui se seraient faits assimiler depuis longtemps par la majorité qui les entourait. Puis ici au bout de 300 quelques années, cela me fait penser à une chanson de Gerry Boulet qui dit toujours vivant et je vais de l'avant. Je pense que ça résume un peu ma pensée sur la culture québécoise". (homme, 22 ans, citoyen de naissance)

Une autre leader, également née au Québec, tout en déclarant ne "pas beaucoup aimer" le terme de "Canadienne française", salue avec enthousiasme les changements qu'elle constate dans tous les secteurs de la vie collective, depuis la culture jusqu'à l'économie:

"Bien, pour moi, être Canadienne française, être Québécoise, parce que je n'aime pas beaucoup le terme Canadienne française, être Québécoise c'est une grande fierté. Quand j'étais petite, on se situait toujours par rapport à ce qui était français de France et tout ça, puis on avait peu d'identification propre et personnelle... Mais la culture québécoise, c'est beaucoup de choses en même temps, mais rapidement c'est une grande fierté parce qu'il y a eu une évolution énorme, il y a eu beaucoup de choses à tous les niveaux culturels: cinéma, théâtre, chanson, il y a plein de gens auxquels on peut s'identifier maintenant. Quand j'étais plus jeune, il n'y en avait pas beaucoup, ils étaient cinq, six petites vedettes. Maintenant, on a des gens de grand talent, de grande érudition, monsieur et madame tout le monde sont des gens très compétents. La force économique aussi c'est quelque chose qui n'existait pas avant. Puis ça c'est important pour la communauté italienne, il y a des magnats, on dit des financiers québécois, qui sont apparus, qui n'existaient pas avant, ça c'est très important. Et ça, ce sont des points qu'on peut chercher à développer pour l'identification, c'est ça". (femme, 36 ans, citoyenne de naissance)

Si plusieurs autres répondants se félicitent également du chemin parcouru, au moins une leader regrette pour sa part l'évolution récente de la culture québécoise, qu'elle associe à la perte ou à l'éclatement des valeurs traditionnelles (ex.: famille, religion, folklore, etc.) et qui la rendrait moins attirante pour les nouveaux arrivants.

3.2.3 La culture québécoise et l'apport des communautés ethniques

Quelques leaders interrogés ont établi des liens entre la culture québécoise et l'apport des immigrants. Les uns le feront brièvement, l'un disant simplement, par exemple, que les rencontres entre les cultures francophone, anglophone et ethniques sont un "bien" "parce qu'à table, on ne mange pas seulement du pain" mais "qu'on mange aussi du fromage et du potage" et que "c'est ce qui fait un repas" (homme, 51 ans, résident permanent).

D'autres développent plus longuement leur réflexion. Ainsi, l'un des leaders rencontrés, après avoir énuméré quelques éléments qui lui apparaissent caractéristiques de la culture québécoise - la langue en premier lieu, un territoire, une histoire, une certaine manière de vivre, la religion (aujourd'hui disparue), un système politique et surtout un imaginaire nourri de tous ces éléments -, affirmera que la "nouvelle spécificité québécoise", c'est la "cohabitation avec les immigrants". À son avis, cette intégration, encore conflictuelle et liée à l'évolution démographique de la région montréalaise, est même appelée à prendre une importance croissante; les membres de la majorité francophone de Montréal sont dorénavant "interpellés" et doivent "constamment réagir" à la présence des communautés ethniques:

"Je crois que votre spécificité vient de là et votre imaginaire vient de votre système politique qui vous donne certaines valeurs, la façon dont vous avez vécu votre religion, dont vous vous êtes défait finalement, dont vous vous êtes débarrassés... Donc, il y a une spécificité québécoise. Et la nouvelle spécificité québécoise, c'est la cohabitation avec les immigrants. Ça, ce n'est pas encore intégré chez vous, c'est encore conflictuel. Quand on isolait les immigrants dans des écoles anglaises, ce n'était pas intégré non plus. Mais de plus en plus, surtout pour la moitié de la population québécoise qui vit dans la région de Montréal, ça va devenir une de vos dimensions culturelles. Parce que vous êtes interpellés, vous devez constamment réagir à cette présence". (homme, 43 ans, citoyen d'adoption)

Une autre répondante va plus loin. Pour elle, la notion même de culture québécoise "francophone de souche" n'est plus en transformation, elle est déjà "mourante". La nouvelle culture qui émerge ne lui paraît pas le produit de quelque héritage que ce soit, mais plutôt essentiellement liée à "l'énergie" des personnes qui vivent maintenant sur le territoire québécois: "quand on parle de culture québécoise, la culture québécoise est faite de gens qui habitent ce pays". C'est une culture qui se vit au présent:

"La culture québécoise sera un mélange. Si par culture québécoise, on entend blanc, francophone de souche qui s'appelle... Papineau, Tremblay, Jacques-Cartier, tout ce que vous voudrez (rires), la culture québécoise, ceux qui crient à la disparition, ils ont raison, elle est en train de disparaître. Elle est mourante même. Il faut voir ce qu'on entend par culture québécoise. Moi, par culture québécoise, j'entends les gens qui habitent dans un

lieu, le Québec, les gens qui évoluent, mettent leurs énergies dans le Québec. Alors que ces gens-là aient pris le bateau avant ou après, ces gens-là sont des Québécois, ils sont des Québécois à leur façon, ils sont des Québécois avec des accents différents, ils sont des Québécois avec des couleurs différentes. Ils sont des Québécois. La culture québécoise, vue de cet aspect, n'a jamais été aussi florissante qu'aujourd'hui. Il y en avait combien dans la première colonie, deux, trois cents, maintenant on est plus de six millions. Alors la culture québécoise, c'est nous tous ensemble qui l'avons faite, moi avec mon accent à couper au couteau aussi. C'est parce que ça fait 19 ans que je suis là, mais alors ça fait 19 ans que je mets mes énergies dans ce pays. Eh! oui, je fais partie de ce pays-là moi". (femme, 44 ans, citoyenne d'adoption)

De son côté, un autre répondant déplore plutôt le manque de références communes entre les "Québécois" et les "communautés culturelles". Concevant la culture comme une "façon d'être tous les jours" qui s'exprime dans une "façon de manger, de s'habiller, de s'amuser", il déclare que le "plus grand échec de l'intégration", c'est qu'à l'intérieur de sa communauté, et de la plupart des communautés culturelles, il n'y a probablement pas "2 p. cent des personnes qui connaissent Gilles Vigneault" et que la mort de Félix Leclerc n'a suscité aucun émoi dans les communautés culturelles:

"Pour moi, la culture, c'est une façon d'être de tous les jours. Elle s'exprime dans la façon de manger, de s'habiller, de s'amuser. C'est ce qui fait la particularité du Québec, ce qui en fait une société distincte en Amérique du Nord. C'est la ceinture fléchée et c'est sa tradition aussi la plus ancienne. Mais, malheureusement, selon moi, on peut parler d'échec d'intégration. C'est que malheureusement dans ma communauté, il n'y a pas 2 p. cent de gens qui connaissent Gilles Vigneault, que ce soit chez les jeunes ou chez les plus vieux. Peut-être qu'on en trouverait plus chez les plus vieux parce que leur langue de communication au travail est le français, mais chez les jeunes, Gilles Vigneault, ils ne connaissent pas. Ils ne connaissent pas Leclerc. L'échec de l'intégration, c'est que pour l'ensemble des communautés, il y a pas de référence à cela. Or, je me souviens, on parlait entre nous au moment de la mort de Félix Leclerc. On se disait pour les communautés culturelles, ça passe comme dans du beurre: un des grands monuments de la chanson, de la poésie québécoise, qui a exprimé le Québec profond à travers ses rivières, ses lacs, ses forêts. Pour les communautés culturelles, que ce soit la nôtre, à part quelques individus que nous étions, c'était rien, ça pouvait être n'importe qui était mort, et ils pouvaient même se poser la question: pourquoi tant d'émoi au Québec au sujet d'un individu qui vient de mourir. Voilà ce que je trouve... Mais c'est ça la culture québécoise, c'est Gilles Vigneault, c'est Leclerc, ce sont ses chansonniers, ce sont ses poètes et cela ça s'exprime en français. Voilà". (homme, 43 ans, citoyen d'adoption)

Enfin, un des leaders reconnus attire l'attention sur l'émergence éventuelle de "deux Québec": l'un concentré dans le Montréal métropolitain où l'on retrouvera d'ici une trentaine d'années au minimum deux millions de "personnes de diverses souches" qui feront naître une "culture de convergence qui ne sera peut-

être pas celle que les Québécois de vieille souche attendent" et un autre Québec où se maintiendra une "culture extrêmement intéressante de langue française":

"Je pense que d'un certain côté on s'en va vers une culture de convergence dans la région métropolitaine. Une fois le débat sur la question linguistique moins aigu, parce qu'il y en aura de plus en plus qui vont aller à l'école française, il va nécessairement se créer et je dis bien dans la région métropolitaine, une culture de convergence qui ne sera peut-être pas la culture de convergence que les francophones de vieille souche attendent.

C'est-à-dire?

C'est-à-dire que quand, dans la région métropolitaine, il y aura une population de quatre millions, supposons dans 30 ans, là-dessus il y aura au minimum deux millions de personnes de souches diverses ne parlant pas majoritairement le français. Il est très clair que ça va modifier substantiellement les rapports de force, les rapports de pouvoir dans la région métropolitaine. Or, la région métropolitaine c'est par certains côtés le Québec. Je suis convaincu qu'il va se créer deux Québec. Ça c'est inévitable. C'est inévitable compte tenu de la progression de l'immigration, compte tenu de tout ça. Puis on risque de se retrouver dans une culture extrêmement intéressante de langue française, mais assez différente de ce qu'on connaît aujourd'hui dans la région métropolitaine. Ailleurs au Québec, je pense que la problématique est tout à fait différente. On va vraiment vivre deux mondes". (homme, 41 ans, citoyen de naissance)

3.3 La terminologie des relations interethniques

Dans leur mémoire conjoint devant la Commission Bélanger-Campeau (1990), le Congrès National des Italo-Canadiens (section Québec) et la FILEF laissent entrevoir indirectement toute la complexité de la terminologie des relations interethniques au Québec. Les deux associations définissent d'emblée les membres de leur communauté comme des Québécois (et des Canadiens) qui interviennent dans le débat constitutionnel au même titre que les autres citoyens mais, et du même souffle, demandent également la reconnaissance spécifique des communautés ethniques au Québec.

Le discours sur la terminologie s'avère donc difficile à cerner. L'entreprise est d'autant plus délicate qu'elle dépasse le choix d'un vocabulaire adéquat pour renvoyer à la fois aux enjeux concernant les rapports interethniques et à la difficulté de circonscrire la réalité politique qu'elle recouvre inévitablement. Ce thème a été exploré avec seulement dix des 22 leaders rencontrés.

3.3.1 Une terminologie ambiguë

Pour l'un des leaders, le vocabulaire utilisé dans les débats actuels ressemble maintenant à un "charabia", qui peut mener à oublier "qui on est". Un autre dénonce les contradictions d'un "discours

officiel" qui prétend faire de tous des Canadiens ou des Québécois, mais soutient en même temps que l'importance des discours interethniques et interculturels oblige, en toute "logique", et même si ce n'est pas facile, à adopter des "mots qui identifient".

"Il y a une façon très simple de répondre à ça. Nous sommes tous des Québécois, nous sommes tous des Canadiens, c'est le discours officiel. Sauf qu'en même temps, il faut être logique. Il faut être logique, si on accepte une certaine différenciation qui est basée sur un discours interculturel, multiculturel ou quoique ce soit, il faut aussi aller vers les mots qui identifient. Ce n'est pas seulement une question de langage: si on achète une certaine différenciation des valeurs, il faut la nommer. Le problème c'est que c'est très difficile à nommer". (homme, 41 ans, citoyen de naissance)

L'entreprise est d'autant plus difficile, précise une troisième leader, que même si les mots peuvent changer, ils "ne viennent jamais de nous" et que c'est toujours les autres qui "nous définissent":

"Y a-t-il des termes qui vous déplaisent ou si tout ça vous est égal?"

Ça change d'une année à l'autre. Une fois, on est des néo-Québécois, une autre année on est des minorités visibles, une autre année on est autre chose. Et ça démontre la non-importance de ce qu'on est, parce qu'on peut nous appeler n'importe quoi.(rires)... La question, c'est comment les autres nous appellent. C'est comment les autres nous définissent. Ça ne vient jamais de nous...". (femme, 36 ans, citoyenne d'adoption)

Toutefois, selon un autre leader, agacé par toutes les désignations ethniques, s'il est difficile de désigner les immigrants et leurs descendants, il est tout aussi difficile de définir qui est "Québécois" puisque le territoire québécois lui semble avoir été entièrement peuplé par les vagues, plus ou moins "vieilles", d'immigration:

"On parle de minorités visibles, de communautés culturelles, de groupes ethniques, etc. Qu'est-ce que vous pensez de ça? Est-ce qu'il y a des termes qui vous agacent?"

Par exemple... définir un Québécois. Lui, il est Québécois, l'autre n'est pas Québécois. C'est ça surtout qui m'agace, quand on doit définir quelqu'un qui est de vieille origine, de vieille installation, ou implantation, je ne sais pas. Je me sens un peu mal à l'aise quand je dois définir un Québécois qui n'est pas d'origine française, du Lac Saint-Jean. Parce que tant qu'il s'agit d'une société nouvelle, tout le monde est un vrai Québécois, sans distinction. Mais quand même je me rends compte qu'il y a des termes, comme d'"origine française", d'"origine bretonne". C'est la vieille immigration. Mais on ne peut pas toujours répéter: lui, il est de vieille immigration, hein. Mais si on utilise seulement un terme pour faire une distinction: les Québécois sont ceux qui sont ici, implantés depuis cent ans, les autres sont Québécois d'autres origines. Mais quand même je ne trouve pas cela agréable". (homme, 57 ans, résident permanent)

3.3.2 Le lexique et ses connotations

Parmi tous les termes proposés, la plupart des personnes interrogées identifient plus aisément ceux qui leur semblent inacceptables que les termes qui leur apparaissent corrects.

De manière générale, les références aux profondeurs des racines ou à l'ancienneté de la "souche" sont particulièrement mal reçues. Un répondant affirme même que: "Tout cela, c'est de la foutaise!". Sans trop préciser sa pensée, une répondante trouve pour sa part "blessant" le terme de "minorité visible" alors qu'une autre se dit "allergique" au mot "ethnie", lui préférant de loin celui de "communauté culturelle" - terme qu'un autre répondant acceptera par contre plus difficilement puisqu'il masquerait la diversité et l'hétérogénéité propre à chaque collectivité; à son avis, il serait plus juste de dire "communauté d'origine italienne".

Mais, par-delà ces différences de sensibilités, quelques répondants soulèveront des difficultés plus profondes. Ainsi, pour une leader, les termes de "francophones" et d'"anglophones" sont particulièrement inadéquats puisqu'ils lient de manière étroite langue et culture. Elle reconnaît, quant à elle, une différence importante entre compétence linguistique et identité culturelle:

"Ce qui m'agace, c'est que quand on dit communauté francophone, on parle seulement des Français. Ce n'est pas vrai, communauté francophone, ça veut dire une communauté de personnes dont la langue maternelle est le français. Donc, ça inclut les Haïtiens, les Marocains, ça inclut beaucoup de gens qui ne sont pas Canadiens français. Et les journalistes, malheureusement, ne voient pas la vraie définition. Il y a un journaliste qui m'avait appelée, il voulait parler de choses concernant le référendum, et il parlait de la communauté francophone, mais en incluant seulement les Canadiens français. Bien j'étais tellement fâchée que j'ai refusé de le voir. Parce que c'est pas correct.

À ce moment-là, on doit distinguer les Canadiens français?

Mais si, parce que la communauté francophone inclut beaucoup plus que les Canadiens français. Si on parle des gens d'origine française c'est une chose, d'origine marocaine c'est autre chose. Mais pas d'une communauté linguistique. Moi je peux dire que je peux être anglophone, mais ça veut pas dire que je suis Anglaise. Je ne suis pas du tout Anglaise! Je connais l'histoire anglaise, je connais la littérature anglaise, je lis beaucoup de livres en anglais, mais je suis pas anglaise. Alors... il y a une différence. Quand on parle de Québécoises, très souvent on ne m'inclut pas. Ça, ça m'agace. Je suis Québécoise! Qu'est-ce que je dois faire pour devenir Québécoise?". (femme, 38 ans, citoyenne d'adoption)

D'autres insistent pour rappeler que l'adoption de la citoyenneté devrait être perçue comme une étape significative. À partir de ce moment-là, tous ont "les mêmes droits civiques", dont celui, dira un leader, de se définir eux-mêmes:

"Dans le fond, la réalité, c'est que ce sont tous en général des citoyens canadiens actuellement, on peut dire citoyens québécois, on peut dire n'importe quoi, parce que ce sont tous des citoyens qui ont les mêmes droits civiques, qui eux se définissent. C'est-à-dire qu'en réalité le regard, ça ne devrait pas être le regard des autres, c'est soi-même qui se définit..." (homme, 41 ans, citoyen de naissance)

Pour un autre répondant, l'acquisition de la citoyenneté devrait plutôt entraîner la fin des différences: "après ça, il ne faudrait pas parler des groupes ethniques ou d'affaires comme ça" (homme, 60 ans, citoyen d'adoption).

La majorité des répondants accepte, avec plus ou moins d'enthousiasme, de s'identifier comme "Québécois d'origine italienne" ce qui leur semble le "terme le plus précis". Cette expression leur paraît témoigner à la fois de la réalité complexe du Québec et de leur apport particulier à la société québécoise.

3.3.3 Les débats spécifiques à la communauté italienne

Quelques leaders ont spontanément établi des parallèles entre la situation du Québec et celle de l'Italie. Ils ont d'abord insisté sur la connotation péjorative associée au mot "immigrant" en Italie; l'un d'eux affirmant que "même l'Italie a honte de nous appeler immigrants". Un autre, poursuivant dans le même sens, explique l'émergence du concept à la mode d'"Italien hors Italie" qui remplace en Italie celui d'"immigrants":

"Vous savez, en Italie on m'appelle un Italien hors d'Italie, c'est le nouveau concept, je ne suis plus un immigrant pour l'Italie. J'ai appris ça voilà deux ans. J'ai adoré ça, je ne m'appelle plus un immigrant d'Italie, moi je suis un Italien hors de l'Italie. Un consul, ce n'est pas un immigré. Lui, parce que il est consul, lui, c'est un Italien envoyé travailler à Montréal. Pourquoi est-ce qu'un ouvrier devrait être un immigrant, bien qu'il soit un Italien en Italie? Or avec ce concept-là, on rend plus noble même l'immigration..." (homme, 53 ans, citoyen d'adoption)

Enfin, un leader aussi fait écho à un débat, assez mouvementé semble-t-il, qui a déjà déchiré la communauté italienne. Il opposait ceux qui s'identifiaient comme "Canado Italiens" et ceux qui se définissaient d'abord comme "Italo-Canadiens"; comme l'explique un leader, ce débat exposait aussi bien la vision négative de l'émigrant que l'on retrouve en Italie que les visées d'intégration à la société canadienne:

"Non mais c'est important ça, je vous explique. Il y a une association d'hommes d'affaires qui s'appelle la CIPBA dont je faisais partie. Mais je me suis senti toujours mal à l'aise

parce que elle a été fondée par des Italiens dans les années 1930, dont trois étaient des hommes d'affaires et qui voulaient se distinguer de la masse. Alors que moi je n'étais pas différent du gars qui fait le café ou qui nettoie la rue. Alors il y a toujours eu un malaise dans cette association à cause du nom. Et c'est ça le problème de l'identité pour l'Italien: moi je suis né là-bas, en Italie, et si on vient petit on est plus Québécois qu'Italien. Ça ne veut rien dire, c'est la culture de là-bas qui compte. Alors eux, ils s'appelaient Canado d'abord alors qu'un Italien va toujours s'appeler Italien Canadien ou Italien Québécois. C'est ça la différence, eux ils s'appelaient Canado Italiens. Il y avait toujours de la chicane (...) parce qu'ils se sentaient plus Canadiens.

Alors que dans la communauté on préfère dire Italo Canadien?

Mais non. L'Italien Canadien dans le cas de quelqu'un qui est venu ici à 20 ou 30 ans, ça explique clairement l'identité.

Il y en avait trois qui pensaient être Canadiens d'origine italienne, les autres étaient des Italiens qui vivaient au Canada.

Parce qu'eux ils avaient fondé cette association pour se distinguer des pauvres Italiens de la masse. Et déjà ils n'étaient pas comme des Italiens. Ça a toujours causé des chicanes et il y a toujours eu un malaise dans l'association. Elle existe aujourd'hui, CIPBA, c'est Canadian Italian Professional and Business Association. Ils l'ont enregistrée comme ça. Le débat est venu après, quand les Italiens qui se sentaient plus Italiens que Canadiens ont commencé à en faire partie parce que les vieux, je pense qu'elle a été formée dans les années 1930, ils sont morts ou disparus, ils n'étaient plus là". (homme, 50 ans, citoyen d'adoption)

3.4 Les idéologies et les politiques étatiques d'intégration

Un sondage récent de la revue *Multiculturalisme et Citoyenneté Canada* amène à croire que "quatre personnes sur cinq sont d'avis que le multiculturalisme joue un rôle essentiel en favorisant l'unification du pays" (1992:5). Par contre, la Fédération de la Presse italienne-canadienne a soutenu devant la Commission Bélanger-Campeau, que "sans s'en apercevoir, le gouvernement d'Ottawa a infiltré entre nous un virus camouflé sous le nom de multiculturalisme" (1990:1); la Fédération ajoute aussi qu'Ottawa utilise sa politique pour diviser et ainsi mieux établir sa suprématie. De leur côté, le Congrès national des Italo Canadiens et la FILEF ont demandé à la même Commission que l'on assure pleinement la promotion des objectifs d'intégration et que l'on reconnaisse le Québec comme une société à caractère interculturel (1990).

C'est dire que les idéologies d'intégration apparaissent lourdement chargées sur le plan politique. Ce thème fut abordé avec 17 des leaders de la communauté italienne rencontrés; on a cherché à connaître leurs opinions et celles de leur communauté sur les idéologies et les politiques d'intégration promues par les divers paliers de gouvernement, à savoir la politique fédérale du multiculturalisme et du bilinguisme,

la politique de convergence culturelle associée au gouvernement du Parti québécois, et l'interculturalisme jusqu'à récemment perçu comme une idéologie ambiante plutôt que comme une politique gouvernementale⁴.

3.4.1 L'ambiguïté terminologique

Pour certains des leaders, multiculturalisme et interculturalisme apparaissent comme des concepts plutôt flous. Ainsi, interrogée sur ce thème, une des répondantes a spontanément saisi l'occasion pour établir des comparaisons entre la situation actuelle et celle qui prévalait au moment de son arrivée au Canada, insistant sur le fait que les nouveaux arrivants ne recevaient alors aucune aide gouvernementale. Un autre leader a simplement mentionné qu'à son avis l'intégration "devrait être une préoccupation plus des Québécois que de l'immigrant". Un autre encore avoue que ces termes ne lui "disent rien" et que plutôt que de décrire la "réalité telle qu'elle se trouve maintenant", ils visent plutôt à ouvrir des perspectives:

"Donc, la comparaison entre multiculturalisme et interculturalisme. Alors vous dites que ça n'est pas clair..."

Non, ce n'est pas clair parce que je ne trouve même pas clair la définition du multiculturalisme, même si on a essayé plusieurs fois de le définir comme une mosaïque, un melting pot... beaucoup de cultures qui sont là et qui, de quelle façon, s'influencent l'une, l'autre. Mais je ne vois pas comment officiellement ce multiculturalisme est défini. Parce que la définition, ce n'est pas pour la réalité telle qu'elle se trouve maintenant, mais pour la perspective. À quoi pense-t-on quand on pense à un pays multiculturel? Et... en même temps, je me demande à quoi on pense quand on pense à un pays en perspective interculturelle. S'il n'y a pas une définition assez claire, déjà élaborée, je peux en imaginer une, mais les mots en eux-mêmes, l'interculturel et le multiculturel, ne me disent rien". (homme, 57 ans, résident permanent)

Situant son intervention à un niveau très différent, un leader ouvrier a profité de ce thème pour établir des parallèles directs entre l'affaiblissement du militantisme syndical et social d'une part et le nombre croissant de "beaux colloques" où les "beaux messieurs" et "belles dames" (de la communauté italienne) discutent de la réussite de certains immigrants, d'autre part. À son avis, cette situation témoigne d'un "oubli" des combats passés en même temps qu'elle permet une "exploitation éhontée des gens qui viennent ici", notamment les nouveaux arrivants d'origine asiatique de la classe ouvrière. Il ajoute même qu'"à l'heure actuelle, le ministère des Communautés culturelles est complice de ça et ça lui plaît":

⁴. L'Énoncé de politique Au Québec pour bâtir ensemble de la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, madame Monique Gagnon-Tremblay n'avait pas été rendu public au moment où la plupart des entrevues ont été réalisées.

"Puis on voit les beaux messieurs, les belles dames avec des grandes robes, où on fait des beaux colloques, on invite la personnalité de l'année ou l'immigré de réussite à venir exposer des problèmes. Puis le syndicalisme est en veilleuse en ce moment. Or, tous ces problèmes-là ne les intéressent pas, les beaux messieurs et les belles dames, des notables comme on dit dans la communauté italienne. Parce que nous, il a fallu qu'on se batte dans la communauté italienne, il y a 20 ans en arrière, imposer que la communauté italienne ne soit pas seulement composée de belles dames et de beaux messieurs qui faisaient des banquets à 100 dollars à l'époque. Mais à l'heure actuelle, le ministère des Communautés culturelles est complice de ça et ça lui plaît. Parce que ça permet une exploitation éhontée de tous les nouveaux arrivants, ça permet une exploitation éhontée de gens qui viennent ici. Il y a le cas d'une Cambodgienne embauchée dans une usine dont la majorité du personnel est vietnamien. Les entrepreneurs de Hong-Kong leur ont fait des ponts en or pour les faire venir ici. Elle, elle est Cambodgienne, et elle se faisait mettre des claques sur la gueule lorsqu'elle faisait des erreurs sur le travail. Alors voilà la réalité. Et ces gens-là, ces multi, ne parlent pas. Je vous défie de me sortir une étude, faite ces dernières années, qui se préoccupe de la problématique, de la qualité de vie au travail des femmes. Oui, on en parle, mais il n'y a personne qui dénonce ces situations-là. C'est en toile de fond mais on parlera toujours de programmes des luttes. Alors, moi je dis que mes amis syndicalistes ont une responsabilité vis-à-vis ça, parce qu'il n'y a personne qui les dénonce et nous, ils nous étranglent économiquement, parce qu'on est les seuls à parler et je dis que si je continue à parler, ils vont m'étouffer... (rires). Mais c'est ça la situation, je dis qu'on est revenus 20 ans en arrière, 30 ans en arrière où c'est du folklore. Mais c'est du folklore plus raffiné". (homme, 43 ans, citoyen d'adoption)

Le même répondant conclut en affirmant que "multiethnicité" et "interculturel" c'est "du bidon" car, dans un même pays, "il y a peut-être une interculture, mais il n'y a pas de biculture, ça n'existe pas, ni de triculture. Il ne peut y avoir qu'une culture qui est influencée par la force de d'autres, mais c'est toujours une culture":

"Maintenant, c'est le docteur Untel, qui a vécu une expérience enrichissante dans un milieu X, qui vient nous parler de la multiethnicité et de l'interculturel. Tout ça c'est du bidon! Parce qu'il y a peut-être une interculture, mais il n'y a pas de biculture, ça n'existe pas, ni de triculture. Il ne peut y avoir qu'une culture qui est influencée par la force de d'autres, mais c'est toujours une culture. Il n'y en a pas deux, il n'y a pas de pays bilingues parce que tôt ou tard, il y en a un qui doit disparaître". (idem)

3.4.2 Le multiculturalisme et la politique de convergence culturelle

Un seul des leaders, actif dans le combat contre la souveraineté du Québec, se déclare ouvertement et entièrement favorable à la politique canadienne du multiculturalisme qu'il perçoit comme un "élan à fraterniser" et qui lui semble donner aux communautés "la possibilité de garder leur culture, leur langue, leurs coutumes" pour "encore une ou deux générations" et de s'intégrer "doucement". Il se montre par

contre très opposé à l'idéologie d'intégration "du Parti québécois" qui lui paraît vouloir "tout de suite des gens qui soient Québécois" - ce qui aurait pour effet indirect de créer un "bloc immigrant":

"Et que voyez-vous de positif dans la politique du multiculturalisme?"

Bien, il y a au moins l'élan à fraterniser entre tous les peuples et tous les gens, et c'est très important.

Pourtant on a accusé beaucoup le gouvernement fédéral de maintenir les communautés en ghettos.

Ce n'est pas de maintenir les communautés en ghettos, mais c'est de donner la possibilité de garder leur culture, leur langue, leurs coutumes, qui pourront se maintenir encore une ou deux générations, c'est tout.

Et pourquoi dites-vous que le Parti québécois a plus tendance à ghettoïser?

Oui, parce qu'il ne regarde pas l'homme en soi-même. Il regarde le fait d'avoir tout de suite des gens qui soient Québécois, des gens qui soient Québécoises.

Et ça aurait pour effet la ghettoïisation?

Mais oui. Parce que, parce qu'ils se sentiront trahis. Ces gens-là disent : voilà, nous voulions faire ça et ça. Non! On nous a imposé de faire le contraire. Là peut-être, le risque est qu'ils se réunissent pour faire une action contraire. Tandis que dans le système fédéral, on leur a dit peut-être: faites ce que vous voulez tout doucement, mais doucement, vous arrivez au point où nous voulons, dans quelques années...

À l'intégration?

Oui. (...)

Tandis que la politique des péquistes entraînerait une force, un troisième pôle, ce qu'on appelle un bloc, le bloc des immigrants? C'est ce que vous voulez dire?

Oui". (homme, 51 ans, résident permanent)

Toutefois, plusieurs des leaders rencontrés se sont vigoureusement opposés à la politique fédérale du multiculturalisme et ce, pour des motifs très différents. Quelques leaders situent d'emblée leur opposition dans la sphère politique. Pour l'une d'entre eux, active dans la société globale et les réseaux pluriethniques, le multiculturalisme maintient "les communautés ethniques avec leurs propres élites" tout en empêchant "les élites ethniques de faire leur entrée au pouvoir avec les autres élites" (femme, 38 ans, citoyenne d'adoption). Elle estime aussi que patriarcat et multiculturalisme sont liés, les femmes ne pouvant pénétrer les ébtes masculines, grassement subventionnées par le Secrétariat d'État⁵.

Selon une autre leader, également active au sein de la société globale et des associations pluriethniques, dans la mesure où le multiculturalisme cloisonne et isole les différentes communautés culturelles, il est "fait pour nous diviser":

⁵. Voir le rapport *Vie associative et ethnicité. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal*, Therrien, Labelle (1993).

"Je pense que le multiculturalisme est fait pour nous diviser. Parce qu'il accentue: vous êtes tous différents, vous appartenez à des cultures différentes, restez comme vous êtes. Là on vous subventionne, vous les Grecs on vous subventionne pour rester avec les Grecs, les Italiens avec les Italiens, là restez bien dans votre culture, comme ça la culture dominante va pouvoir rester en place". (femme, 50 ans, citoyenne d'adoption)

Une autre répondante admettra aussi avoir des "difficultés" avec le multiculturalisme qui lui paraît maintenir "certains mythes de nos origines" et "nous stéréotyper" (femme, 36 ans, citoyenne d'adoption).

De son côté, un leader engagé dans l'une des plus puissantes organisations politiques de la communauté italienne, se prononcera en faveur du multiculturalisme en autant que cette politique entraîne un enrichissement mutuel, qu'elle apporte "un bénéfice aux communautés en général"; il se dira par contre "complètement contre cette affaire" si elle signifie que les Italiens ne "font affaire" qu'avec les Italiens et les Grecs avec les Grecs:

"Bien quand on parle de multiculturalisme, on parle d'apport à cette culture canadienne et québécoise. J'apprends à jouer un peu au théâtre à la façon québécoise, ça c'est de l'intégration, ça c'est du multiculturalisme. Si un Québécois vient voir une pièce de théâtre italienne, ça c'est du multiculturalisme. Quand les choses qu'on fait bénéficient aux communautés en général, pas seulement à la communauté d'origine italienne, ou à la communauté d'origine française, pour moi c'est un enrichissement. On apporte, on ne fait pas ça pour nous autres seulement. On a fait notre défilé de Christophe Colomb, sur la rue Jean-Talon, à Saint-Léonard, maintenant on va sur la rue Sainte-Catherine, ça c'est une forme de multiculturalisme. On voulait montrer ce qu'on est capable de faire, ce qu'est la communauté d'origine italienne. Ça ne veut pas dire que je me sens seulement Italien moi à ce moment-là, je me sens Canadien, fier d'être d'origine italienne. Si le multiculturalisme veut dire que les Italiens font des affaires seulement pour les Italiens, les Grecs pour les Grecs, alors je suis complètement contre cette affaire". (homme, 60 ans, citoyen d'adoption)

- La fin du multiculturalisme?

De l'avis d'au moins l'un des leaders interrogés, un homme d'affaires, si la conjoncture amène le gouvernement fédéral à déléguer de plus en plus de pouvoirs aux provinces, on pourrait voir disparaître graduellement le multiculturalisme comme en témoignerait déjà la décroissance annuelle des budgets alloués, budgets déjà jugés "ridicules". Le multiculturalisme lui apparaît par ailleurs comme "l'opium des Canadiens" pour ne pas "visualiser la réalité du Canada" et "pour pas avoir de problèmes avec les francophones" hors-Québec en les reléguant au même niveau que les autres communautés ethniques :

"Au Multiculturalisme, prenons par exemple le PICAI (Programme d'enseignement de l'italien), ils ont même mis en question l'existence du PICAI. Je pense que les conservateurs, avec l'accord du Lac Meech, veulent donner beaucoup plus de pouvoir aux différentes provinces, et ils veulent commencer à oublier le multiculturalisme. Pourquoi continuer dans le bilinguisme national de Trudeau quand tout à l'heure on aura plus ces questions-là, à moins que des groupements de francophones hors Québec puissent continuer à faire la même lutte. Donc, une fois que le Québec sera français et le reste sera anglais, who cares about the Italian syndrome? Le problème, c'est que le multiculturalisme, pour moi, c'était l'opium des Canadiens, donné par les gouvernements, pour ne pas visualiser la réalité du Canada. On pouvait dire qu'on avait une politique multiculturelle avec des budgets... ridicules pour justement ne pas avoir de problèmes avec les francophones. Évidemment, comment est-ce que vous pouvez parler des problèmes des francophones...

Des francophones ou des groupes ethniques?

Je parle surtout des francophones, mais en dehors du Québec. Mais comment est-ce que vous pouvez parler de francophones en Saskatchewan quand le deuxième groupe, ce sont les Allemands ou les Ukrainiens? Alors là, il fallait inclure des Ukrainiens, toujours par pitié. C'est un peu mon concept. Mais une fois que le split est fait, là ils vont dire : mais écoutez, si le Québec veut s'occuper de la... deuxième ou de la troisième communauté dans sa province, qu'ils s'arrangent avec. L'Ontario voudra bien traiter ses Italiens parce que c'est la deuxième à Toronto, mais qu'ils s'arrangent avec leurs problèmes". (homme, 53 ans, citoyen d'adoption)

C'est pour des raisons tout à fait différentes qu'un autre leader considère aussi que le "débat sur le multiculturalisme est dépassé". À son avis, ce n'est plus sur le terrain de la culture mais bien sur ceux de l'économie et de la politique que les communautés culturelles vont maintenant faire porter le débat. Et, insiste-t-il, elles ont maintenant les moyens économiques de le faire:

"En ce qui concerne le multiculturalisme, si on le perçoit comme la valorisation des activités folkloriques et tout ça, c'est amusant, ça va plus loin que ça. Mais je pense que le débat du multiculturalisme est dépassé dans la mesure où la prochaine étape peut prendre dix ans, 15 ans, 20 ans, la prochaine étape va se porter sur le terrain économique et sur le terrain politique parce que les groupes, les communautés culturelles, c'est là qu'elles s'en vont.

Vous voulez dire une demande de participation au niveau économique et au niveau politique?

Ils n'auront même plus à le demander. Ils vont avoir les moyens économiques. Les membres des communautés culturelles vont représenter un pourcentage important du produit national brut du Québec dans 20 ans. Ils vont représenter un pourcentage important des compagnies, des professionnels et autres. Et je pense que ces gens-là vont apprendre à travailler ensemble". (homme, 41 ans, citoyen de naissance).

3.4.3 L'interculturalisme

L'interculturalisme semble rallier davantage de répondants. Par contre, les leaders interrogés s'y disant favorables n'en donnent souvent qu'une définition très vague. Ainsi, une leader, paraphrasant Bernard Landry, vice-président du Parti québécois, affirmera simplement que l'interculturalisme peut se résumer dans la formule: "Un Québécois est une personne qui vit et aime le Québec" (femme, 36 ans, citoyenne de naissance).

Une autre, tissant des liens entre l'interculturalisme, son expérience personnelle et le contexte du marché commun européen, évoque la nécessité de "pouvoir vivre ensemble dans une certaine union", "d'être ouverts à céder la place aux autres" et enfin "d'édnquer l'humanité". D'une manière un peu semblable, une répondante fait de l'interculturalisme le synonyme de termes comme ceux de "communication", "compréhension" et "tolérance", et le contraire de "l'intégration forcée" :

"Moi je dirais que je suis absolument pour une tolérance des autres cultures, pour une société très interculturelle, pour une éducation interculturelle. Et je ne suis pas pour une intégration forcée et je suis pour la communication, la compréhension et la tolérance. Et je surveille ces choses dans les partis politiques, dans les écoles, dans les regroupements où j'ai l'occasion de rentrer". (femme, 40 ans, citoyenne d'adoption)

Un autre partisan de l'interculturalisme verra plutôt dans cette politique l'occasion d'ouvrir de nouveaux marchés à l'économie nationale, en faisant des "groupes ethniques" des "ambassadeurs" du Canada dans leur pays d'origine:

"L'interculturalisme qui devrait remplacer le multiculturalisme du fédéral, c'est de profiter... Là, je pourrais revenir en arrière sur ce que je disais tantôt. Si l'Italie a été capable de se servir de moi comme ambassadeur commercial, l'interculturalisme je lui donnerais plutôt ce rôle, en ce sens de développer les possibilités et tirer profit de la présence des Italiens... Prenons l'exemple des pays de l'Est. Ils vont passer à une économie mixte. Ils vont choisir ce modèle comme en France et en Italie... Ces pays-là ont besoin de tout, et dans ce développement, les pays de l'Europe vont jouer ce rôle. Le Canada, les États-unis aussi. De quelle manière allons-nous accéder à ce marché? Les groupes ethniques au Canada pourraient jouer le rôle d'ambassadeur". (homme, 55 ans, citoyen d'adoption)

Par ailleurs, certains leaders défendent des conceptions plus élaborées de l'interculturalisme. C'est ainsi que l'un des répondants, rejetant les idéologies et politiques en place, en propose une définition où la culture québécoise et la "culture immigrée" se retrouvent sur un pied d'égalité, toutes deux traversées par des similitudes plus importantes que ce que laissent apparaître d'abord leurs différences:

"Bon, pour qu'il y ait interculturelisme, il faut qu'il y ait présence de deux éléments culturels ou de deux ensembles culturels ou de deux cultures, si vous voulez. Et c'est là que mon concept de culture immigrée entre en jeu de façon effective. Alors moi je propose ceci: sans vouloir gaver ni les francophones de cultures immigrées ni les allophones de culture québécoise et de cultures immigrées à la fois, moi je crois que les deux cultures doivent être présentes dans nos institutions scolaires, dans nos établissements scolaires. C'est-à-dire que on doit enseigner la culture immigrée et la culture québécoise, par la géographie, etc., selon le schéma que j'ai donné tantôt. On doit enseigner la culture québécoise et la culture immigrée et c'est ça, selon moi, le sens de l'interculturelisme". (homme, 43 ans, citoyen d'adoption)

Les différences semblent ici essentiellement culturelles; les transformations réciproques entraînant une meilleure connaissance de la culture de chacun devraient faire en sorte qu'à terme "il y aura moins de problèmes d'incompréhension, d'intolérance et de racisme" (idem).

Une autre leader, affirmant être aussi attirée par l'interculturelisme, soutient le besoin d'une refonte des curriculums scolaires, lesquels devraient être mieux orientés vers l'éducation des droits de la personne et la lutte contre les stéréotypes. Évoquant des recherches universitaires à l'appui de ses affirmations, elle précise que "la variable du succès de l'intégration, c'est la confiance que la personne a en soi" (femme, 38 ans, citoyenne d'adoption).

Une des personnes rencontrées verra enfin dans l'interculturelisme un mode d'échange qui permet la création d'une "culture nationale composée d'un ensemble de cultures", d'une culture québécoise "qui aurait une coloration francophone mais avec un apport multiculturel" et ce, dans toutes les dimensions de la vie collective:

"Tandis que l'interculturelisme, si je le comprends bien, mais je ne suis pas sûre, c'est qu'on a plutôt un ensemble des cultures et, sans arriver au melting pot américain, on a un échange, on vit dans une société multiculturelle où on échange et on partage, et on devient une culture nationale qui est composée d'un ensemble de cultures.

Est-ce que dans cette optique vous admettriez la suprématie de la culture francophone, de la culture des Québécois francophones? Autrement dit si les Québécois se battent pour le fait français, est-ce qu'ils doivent se battre aussi pour l'hégémonie de la culture québécoise?

Oui, bon je suis d'accord qu'on vit dans une culture québécoise francophone majoritaire et qu'on devrait s'intégrer dans cette culture tout en conservant nos caractéristiques. Et c'est là qu'on demanderait à la culture majoritaire francophone québécoise de se plier, je ne sais pas si c'est le bon mot, mais d'avoir une convergence, et de devenir une culture qui aurait une coloration québécoise francophone mais avec un apport multiculturel. La culture québécoise qui prendrait tout ce que les autres cultures peuvent apporter, ce qui existe déjà dans certaines choses, comme la mode, la cuisine. Mais elle ne les prendrait pas seulement comme du folklore, mais ce serait aussi d'avoir une serveuse noire ou

d'avoir un fonctionnaire chinois, sans que ça étonne. Cependant, on devrait respecter, on ne devrait pas arriver comme un taureau dans un magasin de cristal et fracasser tout pour dire bon maintenant je suis ici, adapte-toi à moi. On devrait quand même respecter la culture de base". (femme, 50 ans, citoyenne d'adoption).

Affirmant avec encore plus de force la nécessité de "respecter la culture de base" du Québec, un autre encore établit nettement - "même si ce n'est pas la solution idéale" précisera-t-il - la distinction entre la vie publique et la vie privée. Tout en se disant à la fois opposé au "melting pot" américain et à la folklorisation des cultures, il dit qu'au bureau, dans la rue et à l'école, il faut se comporter comme la majorité:

"Bien si on parle de maintien de la culture des immigrants, il ne faut pas non plus tomber dans l'aspect folklorique. Il ne faut pas non plus que cela devienne un "melting pot" comme aux États-Unis où tout le monde est Américain avant tout, au détriment de leur culture ou de leurs origines respectives. Écoutez, ce qu'ils font à la maison, qu'ils continuent à maintenir leurs traditions et tout, ça peut être un maintien de leur culture. Avoir leurs fêtes religieuses, avoir leurs événements spéciaux, avoir leurs activités traditionnelles, ça peut être le maintien de leurs cultures, mais quand ils sont dans la rue ou qu'ils sont au travail ou qu'ils sont à l'école ils font partie de la majorité francophone. Je pense que l'un n'est pas incompatible avec l'autre. Je crois que je l'ai expérimenté moi-même. Chez nous, lors de retrouvailles de famille, les traditions sont maintenues. Mais quand je me trouve au bureau, dans la rue ou à l'école, là je sais que je suis dans un pays qui est majoritairement francophone et je me comporte comme cette majorité-là. C'est comme ça que je le vois, et je ne dis pas que c'est la solution miracle ou que c'est la solution idéale. Mais pour l'avoir expérimenté moi-même, je pense que c'est faisable, puis que c'est même très probable". (homme, 22 ans, citoyen de naissance)

Cette attitude semble partiellement partagée par une autre répondante qui se propose d'éviter le plus possible les "discours politiques", tout en suggérant que si la majorité n'a pas à imposer sa culture, les immigrants doivent admettre et reconnaître les manières de faire du pays où ils arrivent. Cette même répondante insiste également sur le respect des structures formelles de la société québécoise, invitant tout le monde à une certaine tolérance:

"Ce n'est pas une affaire de s'imposer, c'est une affaire que nous arrivons dans ce pays et nous acceptons la façon de vivre que les gens ont ici. Ici, on n'est pas habitué que les gens portent des revolvers (rires) dans leur ceinture, alors ça ne se fait pas. Je m'excuse, mais ici ça ne se fait pas. Alors j'accepte qu'on ne le fasse pas.

Êtes-vous d'accord pour que les femmes musulmanes portent le foulard dans la fonction publique ou que le monsieur de la GRC qui était sikh porte son turban? Donc, que les gens portent des signes extérieurs de leur ethnicité?

Qu'ils portent des signes extérieurs de leur... of their ethnicity, ça, je ne trouve rien de mauvais à ça. Sauf quand ça vient à l'intérieur des fonctions formelles. À l'intérieur des

fonctions formelles, je dois accepter les structures formelles qui existent ici. Maintenant, à l'intérieur de la fonction publique, il n'y a pas une mode de vêtement, alors on s'habille comme on veut. Alors, qu'ils s'habillent comme ils veulent". (femme, 36 ans, citoyenne d'adoption)

Dans le contexte de la discussion relative aux politiques d'intégration, une seule des leaders a directement évoqué la question du racisme, se montrant favorable à l'élaboration d'une législation qui décourage le racisme et la discrimination raciale.

4. LA DIMENSION POLITIQUE

Dans un avis à la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration (1990), le Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec souligne que ce ne sont pas les communautés culturelles qui votent lors de scrutin mais bien les individus. Le Conseil veut ainsi éviter "l'apparition d'un ressentiment à l'égard de l'une ou l'autre communauté" au moment d'une prise de décision sur l'avenir du Québec. Il invite surtout à éviter les "généralisations abusives et les stéréotypes":

"Il faut que chacun comprenne que ce sont des individus qui décident et non des groupes culturels, linguistiques ou raciaux, et que dans chaque groupe, il y a toutes sortes de points de vue. Il sera important d'éviter les généralisations abusives et les stéréotypes générateurs de tensions inutiles." (CCCIQ, 1990:11)

Cette mise en garde du Conseil est importante et s'applique d'ailleurs aussi bien au processus ordinaire de la vie politique que lors des scrutins. Elle n'enlève toutefois aucune pertinence à la présentation des perceptions des leaders de la communauté italienne rencontrés quant au comportement politique et électoral de leur communauté, aux préoccupations politiques générales qui la traversent, à sa représentation aux différents paliers de gouvernement ou institutions politiques; on a aussi abordé avec eux l'existence et la pertinence d'une troisième force politique ethnique, l'influence politique des communautés ethniques ainsi que les questions relatives à la citoyenneté.

4.1 Les comportements politiques et électoraux

Vingt des 22 leaders d'origine italienne interrogés, dix femmes et dix hommes, ont commenté les comportements politiques et électoraux des membres de leur communauté. Parmi les leaders rencontrés,

trois sont ou ont été très proches du Parti québécois, trois ont occupé des fonctions importantes au sein du Parti libéral du Québec, un autre a fait de même à l'intérieur du Parti libéral du Canada et une a déjà milité activement dans le Nouveau Parti démocratique. Notons aussi qu'un des leaders est très engagé sur la scène politique montréalaise et que quelques autres sont des membres ordinaires mais très actifs (au niveau des médias, de l'organisation de comtés, etc.) du Parti libéral du Québec. Un seul leader, chef d'entreprise, a préféré ne pas "faire connaître ses alliances", pour ne pas nuire à la bonne marche de ses affaires, a-t-il précisé.

4.1.1 Les comportements politiques

Selon les personnes interviewées, les comportements politiques des membres de la communauté italienne sont marqués à la fois par l'influence de l'Italie et par le fait que cette communauté constitue, au même titre que d'autres communautés, une sorte de "marché captif" au plan électoral.

- La référence à l'Italie

Aux dires de quelques leaders, la tradition politique italienne exerce toujours une certaine influence sur la communauté italo-montréalaise. La forte participation à la votation lors des élections est ainsi expliquée par le caractère obligatoire du vote en Italie.

Toutefois, l'Italie offre surtout un pôle de comparaison aux leaders rencontrés. Une leader dira, par exemple, qu'il n'y a pas de "vraie politique" au Canada, qu'on y "élit des stars" et non des partis politiques avec des programmes et des objectifs précis:

"Je suis encore en train de chercher à comprendre la politique ici. Je trouve que c'est presque un jeu de société. Je trouve que ce n'est pas de la vraie politique. Ici on élit des stars, on élit des vedettes, on n'élit pas des partis avec une tendance particulière avec des objectifs. Mais ce que les Libéraux peuvent crier aujourd'hui, demain ce seront les Conservateurs. Il n'y a pas vraiment une identité. Malheureusement, je me suis rendue compte qu'on vote sur la personnalité, étant donné que tous les partis ne sont pas tellement distincts les uns des autres dans leurs politiques. À un certain moment tu vas dire, bon avec lui comme chef du parti je ne suis pas sûr que ça marcherait. Puis à la fin on finit par voter pour la personne. Et ça me dérange". (femme, 50 ans citoyenne d'adoption)

De même, un autre répondant soulignera que le niveau des discussions politiques est plutôt bas en Amérique du Nord, et notamment au Québec, si on le compare à celui de l'Europe:

"Je trouve que les gens sont plus influencés par l'apparence que par la substance. Ils ne regardent vraiment pas la ligne politique générale, mais ils regardent si cet homme politique leur a promis de faire les trottoirs de son... quartier par exemple". (homme, 57 ans, résident permanent)

Pour sa part, l'une des personnes interrogées verra plutôt l'influence de l'Italie dans la fidélité de sa communauté envers le Parti libéral (au Québec et au Canada), fidélité qui lui apparaît comparable à la longévité de la démocratie-chrétienne à la tête du gouvernement italien (femme, 36 ans, citoyenne d'adoption). Par contre, pour un autre leader, c'est l'unanimité politique de la communauté italienne de Montréal qui mérite plutôt d'être expliquée, puisqu'elle se distingue de l'hétérogénéité des partis politiques d'Italie et des options politiques que l'on retrouve dans les communautés italiennes installées dans les divers pays européens. Comme élément d'explication, ce leader réfère au manque de liens entre l'Italie et la communauté de Montréal ainsi qu'au mode de scrutin propre au Canada et au Québec:

"On parle de vote tactique dans les communautés parce que on a évalué à 95 p. cent les Italiens qui votaient pour le Parti libéral. Mais selon les observateurs, la communauté italienne en France par exemple, aurait un vote beaucoup varié, comment vous expliquez ça?"

Oui, je vais vous expliquer ça. C'est parce qu'ici on n'a pas de liens officiels avec l'Italie. Nous on est des Italiens parce que nous pensons que nous sommes Italiens, mais au fond nous sommes Québécois ou Canadiens. Pendant qu'en Europe, ça c'est la grosse différence, ils ont toujours conservé plein droit de vote en Italie, les partis politiques italiens ont des liens étroits dans toute la communauté. C'est-à-dire il y a la présence de la démocratie chrétienne, les communistes, les socialistes, les fascistes et tout ça vous compréendez.

C'est la première fois qu'on me donne une explication comme celle-là. Est-ce que les partis italiens auraient des liens avec les partis français de même allégeance? Pas seulement avec les Italiens?

Oui, mais les Italiens ont des bureaux, il y en a ici aussi, ils ont des sections, des partis. Il y a un lien direct avec les communautés en Allemagne et en France... Il n'existe pas officiellement de liens avec le Québec ou les États-unis. Il n'y a pas de liens officiels entre le gouvernement italien et ... le seul lien c'est le consulat qui fait ce qu'il peut. Ici on est au moins 30 ans en arrière, parce qu'en Europe ils ont toujours voté, ici on n'a jamais voté. Et ça fait dix ans qu'on se débécane pour avoir le vote". (homme, 50 ans, citoyen d'adoption)

Sans donner d'explication au phénomène, un autre répondant, résident au Québec depuis cinq ans, s'interrogera également sur la perte de toute la tradition communiste, même chez ceux qui, en Italie, auraient pu constituer une clientèle naturelle pour le Parti communiste et qui deviennent "conservateurs, racistes, capitalistes" au Canada:

"Je pense que la majorité est sans doute pour le Parti libéral. On ne peut pas exclure qu'il y a aussi des petites... franges qui sont aussi communistes. Ça m'étonnerait un peu, parce que je trouve que la majorité des Italiens ici est très conservatrice. Ça m'a étonné depuis toujours que des gens qui viennent d'un pays avec un fort Parti communiste et qui viennent d'une catégorie sociale qui aurait eu toutes les raisons, en Italie, de s'identifier au Parti communiste, arrivent ici, et après peu de temps, deviennent conservateurs, racistes, capitalistes et des choses comme ça. Et ils pensent à ceux qui n'ont pas fait fortune, comme à des gens qui n'ont pas voulu travailler. Je trouve ça étonnant. Et on les entend dire: "Bon, qu'est-ce qu'il veut ce monde-là! Ils sont sur le bien-être social, ils n'ont pas envie de travailler!" Ils ne pensent pas à la malchance, à la situation économique, à l'environnement, à la société, tout ce qu'on veut et qu'on peut évoquer comme facteurs d'explication qu'on considère beaucoup en Italie. C'est difficile qu'un Italien en France considère quelqu'un qui ne trouve pas de travail comme quelqu'un qui ne veut pas travailler. Mais il dira plutôt: bon, il n'a pas eu la chance d'étudier, il n'a pas eu de support, de soutien, de la richesse de sa famille, il n'a pas de bons saints au paradis. Mais par contre, ce monde arrive ici et il leur est facile d'être racistes, envers les Noirs par exemple, ou envers ceux qui sont plus pauvres. Ce sens de solidarité envers les autres, envers le divers, ils l'ont un peu perdu". (homme, 57 ans, résident permanent)

- *Des "marchés captifs?"*

Au sein de la communauté italienne, l'homogénéité du vote semble aussi importante que le taux de participation au vote est élevé. Selon un leader, cela s'explique par le fait que les "communautés culturelles fonctionnent par marchés captifs"; dans certains comtés, dit-il, "il suffit qu'être Italien, d'origine italienne pour avoir des votes":

"Et sur le plan politique, la communauté italienne est-elle suffisamment représentée? Est-elle bien représentée dans les partis et les institutions?"

Pas du tout. Il y a des libéraux, il y a des conservateurs, il y a un conservateur... mais comme les communautés culturelles fonctionnent par marchés captifs, donc dans certains quartiers, dans certains comtés, il suffit d'être Italien, d'origine italienne pour avoir des votes. Ce n'est pas tellement le parti qui compte". (homme, 45 ans, citoyen d'adoption)

Une répondante insistera pour sa part sur la force des pressions du groupe, affirmant que la plupart des membres de sa communauté votent suivant "la conviction générale" et que peu d'entre eux "ont le courage de s'afficher pour aller contre-courant" (femme, 48 ans, citoyenne d'adoption).

Une seule leader liera les caractéristiques du vote de la communauté italienne à la spécificité québécoise. Comparant les situations ontarienne et québécoise, elle constate qu'en favorisant davantage l'intégration des immigrants, les autorités ontariennes ont contribué à diversifier le vote:

"Alors comment expliquer qu'à Toronto, d'après ce que tu dis, il y ait une participation politique plus grande? D'abord que le vote soit plus diversifié, et que la participation soit plus grande dans les instances provinciales, fédérales et municipales?"

Oui. C'est parce que l'Ontario, finalement, a pu intégrer les communautés culturelles beaucoup mieux que le fédéral. Donc, au Québec, la communauté italienne est beaucoup plus ghettoïsée, ils ont rencontré beaucoup plus de résistance. Par exemple, ma mère est venue dans ce pays sans écrire, sans lire, elle est retournée à l'école pour apprendre l'anglais. Et on a accueilli ces gens à l'école en donnant des cours en italien, l'histoire italienne, etc. Donc, c'était beaucoup plus facile pour eux de s'adapter aux valeurs de la société canadienne. Au Québec, au contraire, on a toujours eu une résistance face aux communautés culturelles, donc ils se sont gardés dans leur propre milieu.

Même dans le secteur anglophone protestant?"

Le secteur anglophone protestant...

Il a accueilli les enfants italiens à une certaine époque...?"

Oui, ils les ont accueilli dans une certaine mesure, mais même les anglophones sont toujours en minorité.

À Toronto, c'est une question de politique scolaire?"

De politique scolaire, c'est aussi que le marché du travail et l'économie de l'Ontario étaient beaucoup plus avancés que nous autres, au Québec. Il y a cette réalité. Disons que le taux de chômage a toujours été, à ma connaissance, beaucoup plus élevé en général dans l'économie québécoise. On n'avait pas l'argent et la richesse que l'économie ontarienne pouvait offrir aux autres.

Donc ça a une conséquence sur la satisfaction politique?"

Oui.

Sur l'intégration sociale?"

Oui.

Ce n'est pas seulement les politiques gouvernementales?"

Non, c'est ça. Il y a une conséquence, oui". (femme, 38 ans, citoyenne d'adoption)

4.1.2 Le positionnement par rapport aux partis politiques

L'ensemble des répondants reconnaît sans peine la forte allégeance de la communauté italienne envers le Parti libéral, que ce soit au niveau provincial ou fédéral. Comme l'affirme un leader, "la majorité est libérale, on ne peut le contester". Et si un répondant fixe à 75 p. cent de la communauté cette "majorité libérale", quatre autres leaders l'évaluent plutôt aux environs de 90 p. cent.

Plusieurs répondants ont donné des raisons historiques à cette forte allégeance libérale. On rappelle ainsi qu'au niveau fédéral, le Parti libéral a longtemps été perçu comme le parti qui a ouvert les portes de l'immigration et identifié au "parti de choix qui défendait la cause des immigrants" (femme, 36 ans, citoyenne d'adoption). Un des répondants, installé au Québec depuis 38 ans, dira du Parti libéral, que c'est le parti qui "réellement s'occupe des immigrés", qui "s'occupe de faire survivre le monde qui est passé par la guerre" (homme, 55 ans, citoyen d'adoption). Un autre déclarera aussi que "les Libéraux

avaient toujours été perçus par les Italiens comme les gens qui ont ouvert les portes de l'immigration ..." (homme, 53 ans, citoyen d'adoption). Une répondante crédite aussi le Parti libéral des régimes sociaux adoptés au Québec:

"Parce que tous les services sociaux ont été mis au point par les Libéraux. Si on parle de pensions de vieillesse, après la guerre ça n'existait pas, donc le régime social qui était presque parfait ici au Québec, un des meilleurs au monde, a été mis au point par les Libéraux.... Le social passe avant tout. Parce que, c'est le social qui nous donne la stabilité. Si un pays est bien stable socialement, le pays fonctionne bien". (femme, 64 ans, citoyenne de naissance)

Par contre, certains leaders évoqueront d'autres types de liens entre la communauté italienne, ou ses dirigeants, et le Parti libéral - leurs propos illustrant ce que les analystes appellent les stratégies classiques: jouer sur la composition du leadership; générer la dépendance financière ou autre; incorporer les organisations ethniques dans le système institutionnel plus large de la société globale (Breton, 1991). Ainsi, un leader péquiste expliquera que le Parti libéral a été très "rusé" en confiant à des personnes d'origine italienne des postes de responsabilité dans le parti, en en nommant d'autres au Sénat ou encore en mettant sur pied des programmes spécifiques de création d'emploi. Et ce, précise-t-il, sans nécessairement tenir compte des compétences des personnes concurrencées ou de leur capacité de représenter leur communauté:

"Le Parti libéral est un parti qui à l'époque a été très rusé. Il faut leur donner ça, ils ont été très fins politiciens et très rusés. Ils ont su le faire, et ça c'est bien facile, et puis il y a d'autres personnes qui le font avec d'autres groupes. À un moment donné vous prenez un quidam, vous le nommez en charge de n'importe quoi, et là vous publicisez autour de cela. Alors ils ont pris un certain nombre d'Italiens, ils leur ont donné certaines charges, à l'époque c'était le Parti libéral qui était au pouvoir, donc il y a eu toute la propagande qui s'est faite autour: le Parti libéral vous accueille, le Parti libéral est beau, le Parti libéral est fin, c'est de la politique comme tout le monde peut la faire. (...) Pour ce qui est du point de vue fédéral, ils sont arrivés à une époque où c'était le gouvernement libéral qui était au pouvoir. Ça été le gouvernement libéral qui a aussi fait des politiques style "on va partir notre projet pour embaucher les Italiens" et là surtout on a beaucoup embauché les Italiens dans le domaine de la construction, des chemins de fer, etc. Et là-dessus il y a eu toute une propagande. À cela ils ont ajouté: vous prenez un leader ou une personne qui a une plus grande gueule et vous lui donnez certains avantages, et là il part pour défendre le Parti libéral. Et il y a eu des sénateurs qui ont été nommés, ce qui a accentué de plus en plus l'image d'un Parti libéral sympathique et accueillant auprès des communautés culturelles. Il y a eu des Italiens entre temps qui se sont fait élire, et qui ont eu certaines fonctions ministérielles, tout cela démontre que ce parti-là est vraiment... Vous allez me dire que c'est ridicule, que cela ne se peut pas, parce que des fois on se dit cela ne se peut pas, mais c'est vraiment comme ça qu'ils ont procédé. À un moment donné, moi je m'étais assis avec des personnes qui étaient proches du Parti libéral et je leur ai dit: "Écoutez vous allez m'expliquer c'est quoi votre truc". Le pire c'est ça, c'est

qu'ils m'ont sorti comme ça leurs excuses, j'ai dit: donc ils ne vous ont pas choisis pour vos politiques nationales, votre programme ou quoi que ce soit, ils vous ont tout simplement choisis parce que vous leur avez chanté la pomme, vous leur avez donné des jobs via des projets, vous avez nommé deux ou trois dans des postes importants et là... Ils ont dit: c'est ça". (homme, 22 ans, citoyen de naissance)

La forte allégeance au Parti libéral du Canada ne semble cependant pas avoir toujours entraîné une allégeance semblable au Parti libéral du Québec. Un leader rappelle, par exemple, qu'à son arrivée au Québec, dans les années 60, "les Italiens, c'était l'Union nationale" et que celui qui se disait libéral s'exposait, comme celui "qui a osé se déclarer du Parti québécois ces dernières années", à se faire regarder comme quelqu'un "qui n'était pas un Italien":

"Il faut reculer voilà 20 ans, voilà... dans les années 1960, quand je suis arrivé à Montréal, les Italiens c'était Union nationale, au Québec. Et libéral, c'était vu comme pas garanti.

Au Québec? Alors qu'ils étaient libéraux au fédéral?

Définitivement. Ah! oui, ah! oui, ah! oui. Ah! oui... je me souviens On se faisait traiter de toutes sortes de noms, être libéral, au provincial, autrefois, c'était se faire regarder comme quelqu'un qui a osé se déclarer du Parti québécois dans les dernières années. Je parle d'il y a dix ans plutôt qu'aujourd'hui. Donc, vous voyez qu'il y a eu un passage énorme de l'Union nationale au Parti libéral". (homme, 53 ans, citoyen d'adoption)

La situation s'est transformée depuis et le Parti libéral du Québec jouit actuellement de la faveur de la majorité des membres de la communauté italienne de Montréal. "Farouchement anti-indépendantistes", la grande majorité de la communauté italienne a donc opposé de fortes "résistances à l'encontre du Parti québécois", que certains associaient au "terrorisme" et au "communisme" (homme, 53 ans, résident permanent). Cette opinion a été indirectement confirmée par un autre leader, peu instruit et homme d'affaires prospère, qui s'est dit convaincu qu'à une certaine époque, qu'il admet révolue, "derrière René Lévesque, il y avait la Russie" et qu'un "paquet d'argent" provenant de Moscou finançait, via Paris, les activités du Parti québécois (homme, 55 ans, citoyen d'adoption):

"Parce que dans ce temps-là, par exemple, Lévesque faisait peur parce que la séparation du Québec, c'était pas une séparation qui se faisait tout seul comme ça. C'était une séparation qui se faisait parce que il y en avait d'autres en arrière de Lévesque. C'était la Russie... Une fois, je ne sais pas combien de millions d'argent qui sont partis de Paris et sont arrivés ici à Dorval. De Dorval, cet argent-là a été pris et ils ont trouvé que l'argent venait de Moscou.

Vous faites une relation entre la Russie et René Lévesque?

Certainement qu'il y avait une relation. Pas directement mais indirectement. À travers d'autres organismes. Certain, certain!

Est-ce que les gens pensent ça dans votre communauté?

Les gens, pas maintenant, mais en ce temps-là, ils pensaient ça.

Ils le pensaient parce que, quand c'est sorti sur le journal, l'argent qu'ils ont trouvé à Dorval... la police montée, ils ont trouvé un paquet d'argent sur l'avion qui venait de Paris. Cet argent-là provenait de Moscou et est passé par Paris, Paris Montréal, pour financer le Parti québécois". (homme, 55 ans, citoyen d'adoption)

Comme le souligne un leader du Parti libéral du Québec, la situation toutefois semble maintenant évoluer au profit d'une "plus grande acceptation de divergences d'opinions politiques" (homme, 41 ans, citoyen de naissance).

Mentionnons enfin qu'une des répondantes n'a pas voulu directement répondre à la question, se refusant à procéder à une analyse du "vote immigrant" qui, selon elle, n'a pas l'importance que certains voudraient y donner; elle craint aussi que ces analyses contribuent à faire des communautés ethniques des "boucs émissaire":

"Moi, je ne suis pas prête à dire que l'immigrant vote pour un parti ou un autre. Il n'y a pas un vote immigrant. Je ne peux pas dire les immigrants votent tous là et votent beaucoup moins là. Je ne suis pas prête à mettre cette étiquette-là du tout, comme les gens ont fait à la dernière élection: "Ob! les immigrants! Le Parti québécois n'a pas passé parce que les immigrants n'ont pas voté pour lui!". Il y a des gens du Parti québécois qui sont passés dans des comtés presque uniquement immigrés, comme Gérald Godin et d'autres. Le vote immigrant n'est pas assez fort, pas assez important, numériquement, pour changer quoi que ce soit. Donc si dans un comté où il y a 15 p. cent ou 20 p. cent d'immigrants, ce n'est pas le 15 p. cent d'immigrants qui a fait pencher la balance. Ça se peut fort bien que les immigrants penchent plus d'un côté que de l'autre, mais ce ne sont pas les 14 p. cent qui font pencher. Parce que si les Québécois comme tels étaient péquistes, les 14 p. cent ou quelque p. cent d'immigrants qui sont dans le quartier n'empêcheraient pas le Parti québécois de passer. Ou vice-versa. Alors si les Québécois sont libéraux, ce ne sont pas les 15 p. cent d'immigrants qui voteraient contre les libéraux qui vont empêcher les libéraux de passer. Je pense que l'on cherche encore un bouc émissaire. Les votes immigrants, d'après moi, je ne suis pas prête à utiliser cette analyse-là pour dire c'est comme ça." (femme, 44 ans, citoyenne d'adoption)

- Une situation en évolution

De l'avis de deux répondantes, l'ensemble de la communauté italienne ne modifiera jamais son allégeance vis-à-vis le Parti libéral (femme, 64 ans, citoyenne de naissance) et, au moment des grandes décisions politiques, se ralliera derrière le même parti, favorable à la stabilité (femme, 36 ans, citoyenne d'adoption). Plusieurs autres perçoivent, par contre, des signes de changements, attribuables à tout un ensemble de facteurs, notamment l'ouverture des partis politiques aux communautés ethniques:

"En partant, la constitution du Parti libéral déclare que les communautés culturelles doivent être représentées au sein du Conseil d'administration du Parti libéral. Donc, déjà

là, les communautés culturelles sont en place. Ce n'est pas le cas avec le Parti québécois. Il n'y a pas une règle constitutionnelle au sein du Parti québécois qui exige qu'un pourcentage des postes doit être pour les communautés culturelles. Ils ont quelque chose pour les femmes, je pense bien, mais ils n'en ont pas pour les communautés culturelles". (femme, 38 ans, citoyenne d'adoption)

Deux hommes d'affaires évoquent aussi le fait que des candidats d'origine italienne se présentent maintenant pour d'autres partis que le Parti libéral du Québec, ainsi que l'adhésion d'une "petite portion" de gens d'affaires au Parti québécois. Une répondante dira apprécier cette évolution grâce à laquelle on en viendrait à ne plus identifier les "Italiens" aux Libéraux:

"Quand je suis arrivée ici, c'était presque unanimement des Libéraux. Il y a un certain changement. Je l'apprécie dans le sens que c'est bon de ne pas s'allier à un seul parti, pour qu'on ne dise pas que tous les Italiens sont libéraux ou tous les Italiens sont conservateurs. Je pense que c'est bien de faire comme dans notre pays, où chacun avait son idée politique et puis s'alliait à un parti ou un autre au lieu de s'identifier massivement. Et je trouve que dans les dernières années, il y a eu des gens qui sont entrés dans d'autres partis politiques que le Parti libéral. Et j'apprécie justement ce fait parce qu'on ne va pas être étiqueté: "les Italiens sont pour les Libéraux", ça donne une étiquette". (femme, 50 ans, citoyenne d'adoption)

Une autre leader, pmche du Parti québécois, souligne que plusieurs membres de sa communauté partagent désormais ses convictions, même s'ils n'ont pas toujours le "courage de s'afficher" ou encore la possibilité de le faire par crainte de "perdre la face, face à leurs amis". D'autres ont aussi souligné que la personnalité de René Lévesque a été un élément important dans la diversification du vote dans la communauté italienne, phénomène que l'une des leaders explique en disant que "Monsieur Lévesque a trouvé les mots qu'il fallait pour se faire comprendre. Monsieur Lévesque est descendu sur le terrain et il a parlé aux gens":

"En 1976, Monsieur Lévesque a gagné les élections parce que les communautés culturelles ont voté Parti québécois. Pour quelles raisons les communautés culturelles ont voté Parti québécois en 1976? Il y a une raison qui est très importante. Monsieur Lévesque a trouvé les mots qu'il fallait pour se faire comprendre. Monsieur Lévesque est descendu sur le terrain et il a parlé aux gens. C'est facile de dire: "Nous sommes ouverts aux communautés culturelles", mais si tu restes assis en arrière de ton bureau ou si tu veux faire des conférences, tu n'es pas à la portée de la main des gens. Ta conférence, c'est un gros zéro, pour les communautés culturelles, je parle. Alors Monsieur Lévesque avait fait une nette distinction. Il avait fait les conférences officielles et les conférences... de coeur, si tu veux. Je ne pense pas qu'à ce moment-là, il ait pensé à aller chercher des votes. Mais à ce moment-là, Monsieur Lévesque, il allait chercher un dialogue qui lui a rapporté

des votes. Mais ce n'était pas l'inverse, ce n'est pas aller chercher des votes qui te rapportent un dialogue. Et ça, c'est très important. Alors je dis: si les Italiens ont déjà voté une fois Parti québécois, c'est parce qu'ils faisaient confiance à quelqu'un. Si nous allons trouver une personne qui peut attirer la confiance de ces gens-là, ils pourront voter Parti québécois une autre fois". (femme, 48 ans, citoyenne d'adoption)

Certains leaders justifient plutôt les changements survenus par l'insatisfaction croissante d'une partie de la communauté italienne vis-à-vis le Parti libéral du Québec. Une leader, militante du PLQ, fera indirectement référence à cette insatisfaction:

"Il y a beaucoup plus d'options qu'il y a dix ou quinze ans. Et par exemple, on a vu ça au niveau fédéral, des gens qui avaient toujours été libéraux ont voté conservateur. Ça c'était un changement important dans la communauté. Alors, au lieu de voter comme ils ont toujours fait dans le passé, les gens regardent beaucoup plus pour pouvoir déterminer pour qui ils vont voter. Au niveau provincial, la plupart sont encore avec le Parti libéral du Québec, nonobstant que beaucoup ne sont pas contents avec le parti, mais le choix est trop radical. S'il y avait un troisième parti dans le sens où peut-être Monsieur Pierre-Marc Johnson voulait mener le Parti québécois, ça pourrait redevenir comme un ancien parti, Union Nationale. Les gens des communautés ethniques "at large" auraient plus de choix, entre Libéral et ce parti-là. Et la plupart d'entre eux encore ont le sentiment qu'ils sont venus au Canada et ils veulent que le Québec reste à l'intérieur du Canada". (femme, 36 ans, citoyenne d'adoption)

Selon un des répondants, proche du Parti québécois, l'insatisfaction vis-à-vis le Parti libéral du Québec s'est déjà concrétisée lors des dernières élections par des votes en faveur du Parti égalité. Néanmoins, ce même leader estime que, malgré l'insatisfaction exprimée, l'attachement au fédéralisme est tel que les membres de sa communauté hésiteront devant un vote de protestation qui pourrait entraîner la victoire du Parti québécois:

"Et puis ils se sentent aussi un peu trahis. C'est le parti pour lequel ils ont voté pendant 20 ans pour combattre les indépendantistes de René Lévesque, et la souveraineté du Québec est en train de se faire par le parti qu'ils ont mis en place pendant 20 ans pour combattre la souveraineté. Donc là, ils font quoi aux prochaines élections, ils votent pour qui? Ils ne pourront pas voter Parti québécois parce que c'est le parti qu'ils ont toujours combattu, et ils ne pourront pas voter libéral parce que là...

Est-ce qu'ils vont aller au Parti égalité?

Je ne sais pas s'ils vont être prêts à faire un si grand pas que cela. De toutes façons, ils ont déjà boudé Robert Bourassa en votant Union nationale. On a vu ce que ça a donné à Montréal, ça n'a pas donné grand chose, si ce n'est que la victoire des députés péquistes, parce qu'il y a eu une division des votes. Mais ça je pense qu'ils ne l'ont pas oublié. Même en votant Parti égalité, ils ont beau être 140 000, il faut le disperser dans 20 comtés. Donc si c'est 3 ou 4 000 votes de moins pour le Parti libéral dans chaque comté, c'est assez pour que ce soit le Parti québécois qui passe. Et ils vont donner encore

un Parti québécois plus fort que ce qu'il était. Je pense que ce sont des enjeux qu'ils vont calculer sérieusement, et je pense qu'ils sont pris devant un très grand dilemme et une impasse et je pense que même eux ne savent pas comment s'en sortir". (homme, 22 ans, citoyen de naissance)

En plus de l'opposition de la part de larges fractions de la communauté extrêmement attachées au régime fédéral, le Parti québécois se heurte aussi, selon une autre répondante, à des insatisfactions d'une partie de la "gauche", déçue du virage vers le "nationalisme de droite" du Parti québécois et de son "patriarcat":

"Au début du mouvement indépendantiste, je voyais le Parti québécois avec beaucoup d'espoir, parce qu'ils avaient tellement des politiques qu'on n'avait jamais vues au Québec, la régie du logement, l'accès à la justice, l'égalité de la femme. Ils sont entrés en suscitant tellement d'espoir. Mais maintenant, quand je vois des nationalistes à droite... Il a changé énormément. Et c'est, ce sont des hommes d'affaires, Monsieur Parizeau en premier. Patriarcal, tu sais, c'est le chef, lui il occupe beaucoup de place. Ça m'étonne que le Parti québécois ne donne pas beaucoup plus de place à ses membres, vu qu'il y a d'excellentes femmes aussi dans ce Parti québécois". (femme, 38 ans, citoyenne d'adoption)

Par ailleurs, il est à noter que trois répondants ont précisé que même si les pressions familiales restent fortes, ce sont les jeunes qui contribuent le plus à modifier le caractère homogène des allégeances politiques au sein de la communauté italienne. Une répondante, professeure dans un collège, dira même que c'est par "affection" pour les francophones que certains jeunes italophones pourraient en venir à voter pour le Parti québécois:.

"Ce sont les jeunes qui sont plus favorables au Parti québécois.

Ils ont fait leurs études en anglais mais leurs amis du point de vue affection, sont francophones. Leurs amis sont francophones...

Même s'ils parlent anglais?

Même s'ils parlent anglais". (femme, 52 ans, citoyenne d'adoption)

4.2 Les préoccupations politiques générales

Treize des leaders interrogés, dont cinq femmes, ont commenté les préoccupations politiques générales de leur communauté, profitant souvent de l'occasion pour exprimer à la fois les opinions de leur milieu et leurs options personnelles.

4.2.1 Le débat constitutionnel

Pour situer les propos recueillis, rappelons que le mémoire du Congrès national des Italo-Canadiens et de la FILEF comme celui du CIBPA devant la Commission Bélanger-Campeau, expriment un soutien global à l'unité canadienne, tout en restant ouverts à des aménagements en faveur des intérêts du Québec (CIBPA, 1990:10; Congrès national des Italo-Canadiens et FILEF, 1990:9-10). Rappelons aussi que, selon un sondage CROP, publié dans le journal *La Presse*, "seuls 5 p. cent des Québécois de nouvelle souche se disent favorables à la souveraineté du Québec" alors que 70 p. cent se disent en faveur du fédéralisme et que 16 p. cent sont indécis (16 juin 1992:1); ce sondage révèle en outre que 68 p. cent des membres de la communauté italienne se montrent en faveur du fédéralisme contre 2 p. cent en faveur de la souveraineté (25 p. cent se disent indécis). Néanmoins, toujours selon ce sondage, seulement 11 p. cent des répondants d'origine italienne ont identifié la peur de la souveraineté comme étant un problème spécifique à leur communauté.

Pourtant, de l'avis de l'ensemble des leaders interrogés au cours de la recherche, la question constitutionnelle reste l'une des préoccupations majeures des membres de la communauté italienne. Elle soulève, disent-ils, de nombreuses discussions dans la communauté et ne fait pas l'unanimité. Un leader oeuvrant dans le secteur privé précise aussi qu'il s'agit là d'une question largement débattue, et avec intérêt, dans le milieu des affaires.

Par contre, une répondante, militante déclarée du Parti québécois, observe plutôt que les débats politiques cèdent le pas au désir de mener une vie calme et prospère. Après avoir précisé que les membres de sa communauté sont "exténués" par l'instabilité économique", qu'ils associent à l'instabilité politique, elle explique que "maintenant, si pour avoir ça, il faut passer à travers une indépendance, une autonomie du Québec, nous allons passer à travers"; il sera maintenant difficile, selon elle, de faire peur aux gens (femme, 48 ans, citoyenne d'adoption). Un autre leader déclare également que les mentalités ont évolué et que la souveraineté fait désormais moins peur - ce qui ne signifie toutefois pas une adhésion à l'option souverainiste, précise-t-elle.

D'autres répondants insisteront sur les différences de sensibilité entre les Québécois d'origine canadienne-française et ceux d'autres origines, différences qui amènent ces derniers à accorder beaucoup plus de poids aux arguments économiques:

"Chez les personnes disnns de 50 ans et plus, il y a une certaine crainte de tout ce qui serait un changement. Chez les Québécois francophones de 55 ans, il y en a qui disent: un Québec souverain, je vais être fier de ça puis je vais mettre le drapeau devant chez moi. Peut-être que l'italophone de 55 ans dira lui: est-ce que ma maison va alors valoir la même chose?". (homme, 41 ans, citoyen de naissance)

Selon un répondant, cette différence de sensibilité explique la "peur" de plusieurs immigrants devant la souveraineté; il estime qu'il est difficile de comprendre la situation "si on n'est pas Québécois". Sans partager lui-même cette peur, un autre leader rapporte l'inquiétude ressentie dans sa communauté devant l'évolution politique du Québec, "en ce sens qu'ils ne savent pas ce qui va arriver après":

"Dans un certain sens j'ai un peu pitié d'eux parce que ce n'est pas drôle de voir que tout est chambardé en l'espace de deux ans, c'est quasiment le Canada qui est en train de se morceler. Ils sont très inquiets en ce sens qu'ils ne savent pas ce qui va arriver après. Eux, ils étaient venus ici pour fuir un peu l'instabilité de leur pays à l'époque. Il n'y aura pas de problème avec l'accord du Lac Meech, si l'accord du Lac Meech échoie, on sait à peu près tous ce qui va arriver. Les Québécois risquent d'aller aux urnes et se donner un mandat de souveraineté clair. Ce qui va arriver après : c'est un peu cet aspect qui leur fait peur. Pour les Québécois et pour des gens comme moi, on sait qu'il n'y en aura pas de problème. La vie va continuer avec peut-être des ajustements et des adaptations à faire, mais il n'y en aura pas de problèmes. Il n'y aura pas d'émeutes dans la rue, ni de guerre civile ou quoi que ce soit, ce n'est pas vrai. Eux ne savent pas ce qui va arriver. Ça les inquiète". (homme, 22 ans, citoyen de naissance)

Quelques répondants appuieront d'autres objections à l'option souverainiste. Une leader évoquera, par exemple, les possibilités de violence, la crainte des conséquences financières et la peur de l'américanisation:

"On a toujours peur du nationalisme. Le nationalisme contrôlé c'est une chose, mais quand ça devient... Vous savez, (rires) si on regarde ailleurs dans le monde, c'est beaucoup plus violent qu'ici. Quand il y a des problèmes de nationalisme, ça s'exprime d'une autre façon. Alors, on regarde ces exemples-là et on veut absolument les éviter ici. On ne veut pas arriver à un point où ces choses pourraient se passer. Alors, je crois que la plupart des personnes de la communauté italienne et la plupart des communautés ethniques sont prêtes à aller très loin, à partager... à s'assurer que le fait français a une vie vibrante au Québec. Mais on croit que c'est beaucoup plus possible à l'intérieur du Canada, pas seulement pour que le français survive, mais pour qu'on survive nous aussi très bien à l'intérieur du Québec. On a peur des conséquences financières par exemple, ça, ça nous inquiète énormément. On a peur qu'une fois le Canada fragmenté, de devenir inévitablement Américains". (femme, 36 ans, citoyenne d'adoption)

Cette même répondante évoquera aussi les différences entre les traditions française et britannique en matière de rapports entre les droits individuels et les droits collectifs. Même si elle admet que les deux

traditions peuvent se défendre, elle ajoutera trouver personnellement "affreux" que la notion de "société distincte" puisse avoir priorité sur les droits individuels (idem).

Une autre encore affirme que l'opposition de plusieurs "regroupements" et "associations interculturelles" à l'Accord du Lac Meech manifeste une "résistance pour protéger la valeur multiculturelle de la société":

"Est-ce que le thème de la séparation, des accords du Lac Meech sont des aspects discutés actuellement chez les immigrants, ou dans la communauté italienne?"

Les immigrants ne sont pas satisfaits avec la manière dont le Lac Meech a été négocié. Malheureusement... on aurait dû avoir beaucoup de participation. Donc une résistance des regroupements puis des associations interculturelles et multiculturelles qui sont contre le Lac Meech - ça n'a rien à faire avec le Québec et les demandes du Québec, ce n'est pas ça, c'est ça que les Québécois ne comprennent pas. La résistance, c'est une résistance pour protéger la valeur multiculturelle de la société". (femme, 38 ans, citoyenne d'adoption)

4.2.2 Les autres questions politiques

Quelques leaders ont évoqué d'autres préoccupations que celles se rapportant au débat constitutionnel, telles la croissance du taux de chômage, l'éducation interculturelle, le libre-choix de la langue d'enseignement et les programmes d'accès à l'égalité. On notera ici qu'un sondage publié dans le journal *La Presse* (16 juin 1992:2) révèle que la recherche d'emploi (22 p. cent), le coût de la vie (20 p. cent), la langue française (13 p. cent) sont identifiés comme des problèmes spécifiques à la communauté italienne.

Un leader ouvrier déclare ainsi que le chômage croissant constitue "un problème qui devient de plus en plus grave dans la communauté italienne" (homme, 55 ans, citoyen d'adoption). Un autre répondant cite rapidement une série de questions qui lui semblent aussi importantes: "la possibilité d'étudier dans la langue de son choix", "la participation à la fonction publique":

"Je dirais qu'il y a un gros problème qui se pose maintenant dans la communauté italienne, le problème de la séparation du Québec. Ce n'est pas nécessairement lié à l'immigration. Et un autre problème qu'on ressent, c'est le problème de la possibilité d'étudier dans la langue de son propre choix, c'est-à-dire le problème de la francisation. On ressent beaucoup cela chez les immigrés d'origine italienne ou les Canadiens ou les Québécois d'origine italienne. Il y a une certaine préoccupation pour la participation, je ne pense pas que ça soit de la discrimination, mais peut-être la participation à la fonction publique. Ce n'est pas vu comme paritaire, proportionnellement à la population d'origine italienne". (homme, 57 ans, résident permanent)

Une autre leader évoque aussi la question liée aux programmes d'accès à l'égalité en emploi et l'importance de l'éducation interculturelle - ajoutant:

"Quelqu'un qui n'est pas capable de se trouver un emploi dans une grande boîte va partir sa propre entreprise. Tu sais, ça devient tellement lourd, les harrières, qu'on les force."
(femme, 38 ans, citoyenne d'adoption)

4.3 La représentation politique

Seize des 22 personnes rencontrées, dont dix hommes, ont abordé le thème de la représentation politique actuelle de la communauté italienne. L'ensemble des propos peut être regroupé autour des aspects quantitatif (présence dans les institutions) et qualitatif de cette représentation.

4.3.1 La participation dans les institutions

Dans leur mémoire à la Commission Bélanger-Campeau, le Congrès national des Italo-Canadiens et la FILEF soulignent qu'"après une période d'adaptation, [la communauté italienne a] maintenant une représentation politique à tous les niveaux gouvernementaux" (Congrès national des Italo-Canadiens et FILEF, 1990:4). Néanmoins, la représentation politique de la communauté italienne aux différents paliers de gouvernements (fédéral, provincial et municipal) suscite des discours contrastés de la part des leaders rencontrés.

Certains leaders, toutes tendances politiques confondues, affirment par exemple que la représentation politique de leur communauté s'avère nettement insuffisante - situation que certains lient au manque de formation des premiers immigrants italiens. D'autres estiment, au contraire, que leur communauté est plutôt bien représentée. Une répondante indique ainsi que de nombreuses personnes d'origine italienne sont engagées dans toutes les sphères de la vie politique, sans pour autant afficher les couleurs du "drapeau italien". Un autre estime également que, compte tenu de son poids démographique, la communauté italienne "n'a pas à se plaindre":

"Écoutez, elle ne peut pas se plaindre à l'heure actuelle, c'est la seule communauté qui dispose de quatre députés à l'Assemblée nationale, d'origine italienne. La communauté grecque a un Grec dans la personne de M. Sirros. Pour ce qui est des autres communautés, elles sont nullement représentées, à part les communautés juives qui sont représentées, mais ça c'est une autre histoire. Mais les autres communautés ne sont nullement représentées à l'Assemblée nationale. Donc ils ne peuvent pas dire qu'ils sont sous-représentés, c'est la seule communauté qui est représentée. À l'Hôtel-de-ville c'est la même chose. On a six conseillers d'origine italienne, il y a deux Grecs, c'est à peu près

tont. Ce sont quand même les deux seules communautés qui sont les plus importantes qui sont représentées. Puis, si on prend le conseil municipal, elles ont quand même dix p. cent des sièges, c'est à peu près ce qu'elles représentent au sein de l'île de Montréal, dix p. cent de la population. Au Québec, elles ont quatre députés, cela représente à peu près le poids démographique qu'elles ont à l'intérieur du Québec. Donc elles sont proportionnellement bien représentées". (homme, 22 ans, citoyen de naissance)

Élargissant les débats, une leader a surtout insisté sur l'importance d'assurer maintenant une meilleure représentation politique aux communautés nouvellement installées et aux minorités racialisées, et ce au sein des partis politiques comme des assemblées élues (femme, 38 ans, citoyenne d'adoption).

Par ailleurs, des leaders ont aussi fait remarquer que toutes les personnes d'origine italienne élues l'ont été dans des quartiers à forte concentration italienne (même en tenant compte des origines régionales (sicilienne, calabraise, sarde, etc.) des candidats). Selon les personnes interrogées, cela témoigne du préjugé favorable dont jouissent les candidats d'origine italienne mais cela dénote aussi ce que l'un des répondants, membre du Parti libéral, identifie comme un "manque de maturité politique". Ce leader précise que "c'est relativement facile de se présenter dans un quartier où la majorité des gens sont d'origine italienne. Ça devient plus difficile de se présenter ailleurs. C'est pour ça que je parle de système de quotas dans le fond". Quand une communauté ethnique n'est représentée que dans ses "châteaux forts", ajoute-il, "elle est nécessairement sous-représentée":

"La réalité c'est que la représentation politique est limitée par quotas actuellement. La communauté italienne est représentée au niveau politique, c'est vrai, mais quand je verrai des italophones identifiés à la communauté italophone se présenter ailleurs que dans des quartiers à forte concentration italienne, c'est là qu'on atteindra une certaine maturité politique, qu'il s'agisse des italophones comme pour la société en général. C'est relativement facile de se présenter dans un quartier où la majorité des gens sont d'origine italienne. Ça devient plus difficile de se présenter ailleurs. C'est pour ça que je parle de système de quotas dans le fond. Il y a un certain nombre de quartiers où il y a deux, trois Italiens au provincial, au fédéral, parce qu'il y a deux, trois gros quartiers. Il peut y en avoir dix, il peut y en avoir trois, il peut y en avoir 15, il peut y en avoir cinq, il peut y avoir des femmes aussi, il peut y avoir un peu de tout. C'est très clair que la communauté est sous-représentée compte tenu de son impact réel.

Aux niveaux municipal, provincial et fédéral?

Oui. À tous les niveaux. Quand une communauté est représentée uniquement dans ses châteaux forts, elle est nécessairement sous-représentée". (homme, 41 ans, citoyen de naissance)

4.3.2 La qualité de la représentation politique

S'arrêtant moins au nombre d'élus d'origine italienne qu'à leur capacité de défendre et de promouvoir les intérêts de leur communauté, quelques répondants ont émis des commentaires plutôt sévères.

Ainsi, et après les avoir qualifiés "d'incompétents", un des répondants considère les élus actuels comme des "porteurs d'eau", déplorant du même souffle l'absence de leaders ayant une certaine envergure intellectuelle:

"Mais ces gens-là ce sont des porteurs d'eau. Non, ce n'est pas de ça dont nous avons besoin. On aurait besoin d'intellectuels qui seraient un peu dissidents, mais assez forts intellectuellement pour avoir un ministère ou pour avoir de l'audience. Pour ne pas répéter toujours les mêmes choses. Je crois qu'on peut être député libéral, et tout en appuyant les grands projets du Parti libéral, faire ressortir intelligemment les particularités du Québec tel qu'il est maintenant." (homme, 45 ans, citoyen d'adoption)

Une autre leader, née au Québec, souhaite pour sa part qu'émerge un leader qui aurait à la fois du "charisme" et qui serait plus "ministrable" que ceux qui sont actuellement en place; elle s'interroge parallèlement sur le bien-fondé de candidatures et de leadership fondés sur l'ethnicité, compte tenu de la diversité des tendances internes à la communauté, et donc des illusions de la représentation:

"Ce qui manque au niveau de la représentation politique, c'est quelqu'un qui a vraiment un charisme, une force à qui les Italiens peuvent s'associer et s'identifier. Parce que il y a des députés, il y en a beaucoup qui ne sont pas ministrables comme on dit. Au niveau des ministres, M. Ciaccia, mais il n'a jamais revendiqué le fait qu'il soit Italien. On a le sénateur Rizzuto... Il y en a à tous les niveaux. Il pourrait y en avoir peut-être davantage, mais dans le fond, on est arrivé à une croisée de chemins où la communauté italienne, étant tellement diversifiée, n'a peut-être plus besoin d'un leader parce qu'il n'y a pas une seule façon de penser". (femme, 36 ans, citoyenne de naissance)

Quelques leaders déploreront, parfois de façon virulente, que les élus d'origine italienne défendent mal les intérêts de leur communauté. L'un d'eux constatera que certains "se servent du nom de la communauté (et) pensent plus à eux qu'à la communauté". Un autre évoquera leur peu d'ardeur à défendre les programmes de maintien des langues d'origine (et donc de l'italien) ou à promouvoir les programmes d'accès à l'égalité en emploi pour les membres de la communauté italienne:

"Qu'est-ce qu'ils foutent par exemple lorsqu'on décide des politiques fédérales sur les langues d'origine, le maintien des langues d'origine? Le maintien des langues d'origine pour les minorités dans le Canada, c'est le français, privilège oblige, après on dit que c'est l'ukrainien, l'allemand, l'espagnol. Où sont les Italiens? Alors qu'on est le troisième

groupe en importance au Canada. Les priorités, elles se font sur quoi? Moi je ne les accuse de rien, mais on pourrait me répondre qu'ils ne sont pas mandatés pour aller défendre la communauté italienne. Parfait! C'est vrai qu'en politique, ils sont élus dans un milieu qui a une composante majoritairement francophone québécoise sûrement, avec un bon appui de la communauté italienne dans plusieurs circonscriptions. Mais il reste la question: qui prend une décision pareille? Pourquoi monsieur Gerry Wiener qui est aussi issu d'une autre communauté culturelle a fait ces choix spécifiques? Qui l'a mandaté pour faire ces choix-là? Ou quelqu'un d'autre... Mais sûrement que ces gens-là ont une présence beaucoup plus forte et qu'ils font plus de partisanerie selon moi que peut en faire ma communauté par ses élus. Mais oui, elle est bien représentée. Puis-je dire qu'elle serait bien représentée lorsqu'il y en a trois ou quatre qui sont à Québec, il y en a cinq qui sont à l'Hôtel de Ville. Qu'est-ce qu'ils ont foutu ces cinq qui sont à l'Hôtel de Ville, quand l'Hôtel de Ville nous présente les programmes d'accès à l'égalité? Pourquoi on ne retrouve pas la proportionnelle à l'intérieur des programmes, qu'un programme n'est valable que s'il est proportionnel à la présence et à l'importance des communautés, là où c'est nécessaire. Qu'est-ce qu'ils foutent là? Alors je me dis est-ce que c'est nécessaire qu'on ait des Italiens qui soient élus?". (homme, 43 ans, citoyen d'adoption)

Enfin, l'une des répondantes, après avoir constaté que plusieurs des hommes en place sont "là uniquement parce qu'ils ont l'argent et les contacts", s'interroge à la fois sur l'absence de représentation féminine et sur le rôle des partis:

"La seule femme d'origine italienne qui s'était présentée l'a fait pour le Nouveau Parti démocratique, n'est-ce pas. Parce que ni le Parti libéral, ni le Parti conservateur au fédéral n'ont jamais eu de candidates italiennes ou immigrantes. C'est la même chose au niveau provincial et municipal. Je trouve qu'il y a un problème, parce qu'il y a beaucoup de femmes qui ont une préparation politique et autre, qui pourraient bien parler et représenter. On a des gens qui... qui sont là uniquement parce qu'ils ont l'argent et les contacts pour être là". (femme, 34 ans, citoyenne d'adoption)

4.4 La force politique des communautés ethniques

L'influence de la communauté italienne se fait déjà sentir concrètement sur la scène politique dans l'est de Montréal où la population d'origine italienne est plus fortement concentrée. Un sondage commandé par le Parti québécois (1990) indique aussi le poids de cette communauté au moment des élections au Québec ou encore lors d'un référendum. Les données compilées permettent en effet de voir que cette communauté "détient le contrôle politique de six comtés et peut assurer la réélection du Parti libéral dans neuf autres lorsque la lutte devient plus serrée" (Parti québécois, 1990:4).

Seulement neuf (quatre femmes, cinq hommes) des 22 leaders d'origine italienne ont abordé le thème de la force politique des communautés ethniques. Deux points retiennent leur attention: l'état de la situation intra et inter communautés et l'influence politique actuelle des communautés ethniques.

4.4.1 L'état de la situation intra et inter communautaire

Interrogés sur la force politique que représentent les communautés ethniques, quelques répondants ont affirmé que cette force existe déjà, que "c'est un fait" et que les communautés ont déjà conscience de "l'importance de leur vote". Toutefois, d'autres répondants ont plutôt souligné que ces communautés sont actuellement trop divisées pour former une force réelle. Un leader dira ainsi que ce n'est que si les communautés ethniques arrivaient à surmonter leurs nombreuses divisions, qu'elles pourraient alors constituer une force réelle et être en mesure d'"influencer fortement la politique... du pays Québec, et du pays Canada aussi" (homme, 57 ans, résident permanent).

Une répondante estime quant à elle que même si les efforts en sont encore au stade préliminaire, la possibilité d'unification politique des communautés ethniques est réelle; à son avis, il existe suffisamment "d'intérêts communs" pour ce faire. Néanmoins, elle reconnaît aussi, de manière un peu contradictoire, que "les priorités d'une communauté ne sont pas nécessairement... ce ne sont pas des communautés homogènes":

"Je pense que cette troisième force n'est pas uniforme et on n'a pas encore travaillé ensemble, dans une coalition. On commence, on le sent maintenant. Donc, cette troisième force, c'est dans les étapes préliminaires ou primaires à l'heure actuelle. Ça devra devenir une troisième force comme une vraie force, bien comme il faut...

Vous trouvez que les intérêts des communautés culturelles sont suffisamment semblables pour être à la base d'une troisième force politique?

Oui, mais il faudra régler beaucoup des questions entre nous. Et la question, le problème, c'est vraiment d'avoir une priorité autour de laquelle on pourra s'entendre. À l'heure actuelle, il n'y a pas un consensus parmi tous les groupes, parce que chaque groupe a son propre agenda, son propre ordre du jour. Donc, les priorités d'une communauté ne sont pas nécessairement... ce ne sont pas des communautés homogènes. C'est un problème d'organisation, finalement". (femme, 38 ans, citoyenne d'adoption)

Un répondant voit différemment la force politique potentielle des communautés ethniques. Pour en arriver à ce que ces communautés ethniques occupent toute la place qui devrait leur revenir sur la scène politique québécoise, il suggère plutôt d'adopter une "stratégie" dont le point de départ serait "l'acception des revendications légitimes des Québécois" (homme, 45 ans, citoyen d'adoption).

4.4.2 La force politique des communautés ethniques

Si la force politique des communautés ethniques devait s'unifier, on s'entend généralement pour admettre qu'elle pourrait être "énorme". C'est ce que montre déjà la situation dans certains comtés où les groupes ethniques posséderaient déjà la "balance du vote" et le projet de coalition entre les communautés italienne, juive et grecque auquel fait allusion une répondante, membre du Parti québécois:

"On dit que les communautés culturelles forment un bloc, une troisième voix, une troisième force, dans l'échiquier politique au Québec."

C'est vrai. Surtout maintenant, après la coalition, si cette coalition est vraiment de bonne foi, ils pourront créer une force politique énorme. Énorme. Parce que les trois communautés mises ensemble, elles pourront en attirer d'autres plus petites qui vont faire partir des grandes, c'est-à-dire qu'il va se former les Anglais, les Français et les communautés culturelles.

Et ça veut dire qu'ils peuvent avoir la balance du vote?

Ils l'ont déjà dans plusieurs comtés. Il y a certains comtés à prédominance ethnique où la...

Donc c'est un enjeu, ça?

Ah oui, ah oui, ah oui". (femme, 50 ans, citoyenne d'adoption)

Deux répondants ont mis en parallèle la force politique de la communauté anglophone, sans spécifier s'il s'agit des anglophones d'origine britannique ou autre, avec celle des communautés ethniques qui auraient déjà, "jusqu'à un certain point", remplacé la première, comme le soutient une des leaders, membre du Parti libéral. Cette répondante voit la preuve de changement dans la composition du cabinet Bourassa:

"On dit que les communautés ethniques, les immigrants constituent une troisième force politique, qu'ils ont la balance du pouvoir dans certains comtés et qu'ils constituent un bloc homogène?"

Ce n'est pas un bloc homogène. ce sont des gens de diverses origines qui forment cette force-là.

Vous affirmez qu'il y a cette force?

Il y a, jusqu'à un point, c'est vrai, ça existe. Ça a déplacé la force qui était la force anglaise au Québec. La force anglaise n'existe plus en politique. Regardez donc le cabinet de monsieur Bourassa, il n'y a personne". (femme, 36 ans, citoyenne d'adoption)

Un autre leader, également membre du Parti libéral, trace un scénario d'avenir un peu différent, où les rapports politiques se joueraient, "en français", entre trois blocs politico-économiques: un bloc anglophone, un bloc formé des communautés ethniques et le bloc de la majorité francophone:

"Est-ce que vous pensez que les communautés ethniques dans l'ensemble peuvent constituer une troisième force sur le plan politique et culturel?"

Ah! ça, ça va être inévitable. Non, pas tellement sur le plan culturel. Parce que sur le plan culturel, je pense que dans la région de Montréal, il y aura une évolution lente mais sûre de la culture, dans son sens plus global, ça va être une culture à caractère relativement intégrative. Mais là, je fais abstraction de l'aspect linguistique. Mais cette troisième force va jouer beaucoup plus sur le terrain politique et économique. Mais en français. Et je pense qu'il risque de se créer trois blocs au Québec, un bloc anglophone décroissant, un bloc qui, sur le terrain politique et économique, va être un bloc formé par les membres des communautés culturelles et un troisième bloc qui est le bloc de vieille souche. Mais où tout va se faire en français". (homme, 41 ans, citoyen de naissance)

4.5 La signification de la citoyenneté

Selon une étude de 1987 (Karl, 1987), réalisée à partir des données du recensement de 1981, la très grande majorité (81,7 p. cent) des 86 840 immigrants en provenance de l'Italie installés au Québec a acquis la citoyenneté canadienne avant 1971. Entre 1971 et 1977, le Québec n'a reçu que 5 205 immigrants d'origine italienne et de ce nombre 49 p. cent ont obtenu le statut de citoyen canadien (2 550). Le taux d'acquisition de la citoyenneté canadienne, pour la première période est légèrement en dessous de la moyenne au Québec (84,86 p. cent); ce taux est plus faible de pratiquement 15 p. cent pour la période 1971-1977 (il se situait alors à 63,7 p. cent pour l'ensemble du Québec). Depuis cette époque, le Québec n'a accueilli aucune nouvelle vague d'immigrants italiens.

Seulement dix (cinq femmes, cinq hommes) des leaders (parmi les 22 rencontrés) ont répondu à cette question. Rappelons ici que trois des 22 leaders rencontrés sont nés au Canada, que 17 d'entre eux ont maintenant adopté la citoyenneté canadienne et que deux ont le statut de résident permanent.

Au moment des entrevues, et jusqu'à très récemment¹, l'Italie ne reconnaissait pas la double citoyenneté. Trois des personnes rencontrées se disaient alors largement en accord avec les pressions exercées par les communautés italiennes à travers le monde pour que cette position change. Toutefois, une répondante faisait déjà remarquer que si l'ensemble de la communauté peut souhaiter avoir accès à la double citoyenneté, tous n'accepteraient cependant pas de se plier aux exigences que cela pourrait entraîner, le service militaire notamment (femme, 36 ans, citoyenne de naissance). Toutefois, un autre répondant a précisé que les jeunes s'intéressent moins à la question que les gens d'un certain âge, ceux

¹. Une nouvelle loi, adoptée par le Parlement italien le 17 août 1992, permet maintenant à toute personne ayant déjà eu la citoyenneté italienne de la ravaoir et aux émigrants d'Italie de la conserver même s'ils obtiennent la citoyenneté de leur nouveau pays d'installation.

restant davantage liés à l'Italie, pour des raisons à la fois pratiques et sentimentales. Il estime également que "ce n'est pas une préoccupation fondamentale dans le quotidien des gens":

"Pourtant il y a un sujet qui intéresse actuellement, semble-t-il, c'est la question de la double nationalité.

Ça intéresse quelques soit-disant leaders communautaires, oh! je suis très directement impliqué dans ce dossier-là, ça intéresse... Vous savez, j'ai connu un tas d'Italiens qui m'ont dit : on s'en retourne en Italie. Je n'ai connu personne qui l'a fait. Il y a des personnes âgées qui retournent six mois par année. Le contexte de la double nationalité intéresse des personnes pour des aspects pratiques ou sentimentaux. Ce ne sont pas les jeunes, ce n'est pas le jeune de 25 ans, ce n'est pas le jeune avocat de 30 ans. Ça intéresse fondamentalement des personnes d'un certain âge qui voient soit quelque chose de pratique, soit quelque chose : ah! ça serait bien! Mais ce n'est pas une préoccupation fondamentale dans le quotidien des gens". (homme, 41 ans, citoyen de naissance)

D'une manière générale, on s'accorde pour reconnaître que l'acquisition de la citoyenneté canadienne par les immigrants italiens n'a jamais signifié la répudiation de leur citoyenneté d'origine.

Comme l'explique un répondant, la décision relevait souvent de "questions économiques":

"Bien la double citoyenneté, moi je trouve que c'est vraiment quelque chose à défendre. C'était très offensant quand le premier ministre d'Italie est venu il y a trois ou quatre ans et qu'il s'adressait à ceux qui n'ont pas répudié leur patrie, ceux qui sont encore des citoyens italiens. On était vraiment insulté, parce que si on vient ici ce n'est pas parce qu'on a "répudié" notre patrie. Pour la majorité, ce sont des questions économiques, pour d'autres comme dans mon cas, c'était un choix mais ça n'enlève pas qu'on aime notre patrie, qu'on est fier de nos origines". (femme, 50 ans, citoyenne d'adoption)

Cette opinion est renforcée par une autre leader qui a voulu souligner que l'acquisition de la citoyenneté canadienne ne témoigne d'aucune fierté particulière vis-à-vis le Canada et qu'elle correspond à une approche instrumentale de la citoyenneté:

"Ce n'est pas comme aux États-Unis par exemple, où les gens vont vraiment être fiers de devenir Américains. C'est qu'il faut passer par là, puis c'est comme la reine, elle est là parce que c'est un symbole, puis on vit avec ça parce que ça a toujours été comme ça. Mais ce n'est pas important dans la vie de tous les jours, ça ne sert pas dans la vie de tous les jours. Ce n'est pas un instrument de fierté que les gens ont". (femme, 36 ans, citoyenne de naissance)

Certains leaders évoqueront aussi d'autres raisons pratiques, notamment les avantages de la citoyenneté sur le marché du travail, la possibilité d'obtenir plus de droits, dont celui de participer à la vie politique. C'est ce qu'explique un des leaders:

"Quant au sens qu'ils donnent à la citoyenneté, il semble difficile de le dire, je peux vous dire le sens que je donne. Il y a un ensemble de conventions, une de ces conventions est que la citoyenneté donne plus de participation à la vie du pays, donne plus de droits.

Alors pour certains aspects, c'est aussi une question utilitaire. Une fois qu'on est accepté dans un pays, on a aussi le droit de participer à l'administration, à la gestion politique du pays. Et à cette gestion-là, on ne peut pas participer si on n'est pas des citoyens". (homme, 57 ans, résident permanent)

Un autre répondant insiste aussi sur le désir de participer à la vie politique. Il soutient que beaucoup d'immigrants italiens ont adopté la citoyenneté canadienne parce qu'ils ont "décidé de vivre ici, de participer à la vie du Québec et du Canada":

"Dans mon cas moi j'étais jeune et je l'ai pris un peu inconsciemment. La seule raison était qu'il ne fallait pas de visa pour se promener dans le monde. Beaucoup de gens ont fait ça. Mais la plupart l'ont pris parce qu'ils ont décidé de vivre ici, de participer à la vie du Québec et du Canada, c'est la seule raison". (homme, 50 ans, citoyen d'adoption)

Enfin, trois leaders seulement ont commenté l'éventualité d'une citoyenneté québécoise. Une répondante, très engagée au sein du Parti libéral du Québec, affirme que si le nationalisme québécois peut faire peur dans sa communauté, l'éventualité de devoir adopter la citoyenneté québécoise ne soulève pas, selon ce qu'elle peut sentir, "d'inquiétude" (femme, 36 ans, citoyenne d'adoption). Une autre leader, proche du Parti québécois, tiendra relativement le même discours. Elle estime que certains membres de la communauté italienne pourraient sans difficulté adopter la citoyenneté québécoise:

"Il y a les fédéralistes, qui disent : je suis arrivé au Canada et pas au Québec. Il y a les non fédéralistes qui disent: je suis arrivé au Québec, ils m'ont donné l'argent pour manger et vivre et élever mes enfants, je n'ai pas besoin du Canada, je suis Québécois. Ça dépend toujours de l'échange, de ce que tu as reçu en échange". (femme, 48 ans, citoyenne d'adoption)

Cette position est contredite par un autre leader qui rapporte pour sa part que plusieurs membres de sa communauté affirment qu'ils sont venus "au Canada pour être Canadien et non pour être Québécois", ajoutant que, pour plusieurs d'entre eux, "ça n'a pas de sens d'être venu ici et de se retrouver dans une chose à laquelle ils ne s'attendaient pas" (homme, 57 ans, résident permanent).

CONCLUSION

Notre étude visait à cerner comment le discours des leaders de la communauté italienne de Montréal interviewés rend compte de la question nationale. Même s'ils ne sont pas nécessairement représentatifs des perceptions de l'ensemble des membres de la communauté italienne, les propos recueillis permettent de dégager quelques logiques argumentaires intéressantes - que la variable genre ne semble pas influencer.

Ainsi, les discours regroupés autour de la dimension linguistique mettent nettement en lumière l'influence des rapports particuliers noués au Québec entre le français et l'anglais sur les processus d'intégration linguistique des immigrants et de leurs descendants. Tous les leaders reconnaissent ainsi que, de toutes les communautés italiennes à travers le monde, c'est la communauté de Montréal qui a le mieux conservé sa langue d'origine. En une formule lapidaire, l'un des répondants a directement lié cette caractéristique de sa communauté à la situation particulière du Québec, rappelant le proverbe italien qui veut que "quand deux chiens se disputent, c'est le troisième qui gagne" (homme, 55 ans, citoyen d'adoption). Ce fort taux de rétention de l'italien se conjugue avec un fort niveau de bilinguisme anglais/français. Phénomène que presque tous les leaders rencontrés attribuent aussi à des raisons historiques ("fermeture" des écoles franco-catholiques aux immigrants, longue domination de l'anglais sur le marché du travail québécois) auxquelles s'ajoutent des moufs liés au désir de mobilité économique (anglais comme langue de l'économie mondiale).

Les discours recueillis permettent en outre de voir que le trilinguisme n'entraîne pas une équivalence de statut entre l'italien, le français et l'anglais. Même si le français paraît maintenant s'imposer comme langue d'usage incontournable à l'école ou dans certains secteurs économiques, il ne semble toutefois pas adopté comme langue d'usage dans les relations familiales ou sociales. Malgré des changements certains, une hiérarchie des langues d'usage existe toujours et le français semble n'y occuper que la dernière place.

La dimension politique de la question linguistique au Québec est aussi clairement perçue par l'ensemble des leaders rencontrés. Une répondante résume les propos de plusieurs leaders en admettant d'emblée que la langue a toujours été et demeure une "question de nature politique au Québec et au Canada" (femme, 40 ans, citoyenne d'adoption). La dimension politique des pratiques linguistiques se

reflète aussi directement dans les réflexions des répondants au sujet des législations linguistiques du Québec.

Rendus plus méfiants par les événements de Saint-Léonard, plusieurs répondants ont ainsi fait preuve d'une certaine ambivalence au moment de commenter les Lois 101 et 178. Si tous reconnaissent l'importance de protéger le français et de ne pas créer de frictions avec la majorité, plusieurs n'en conservent pas moins des réserves vis-à-vis l'unilinguisme officiel du Québec. C'est sans étonnement que l'on constate aussi que les allégeances politiques des répondants colorent aussi leur opinion sur les législations linguistiques. Une membre du Parti québécois se dira ainsi très favorable à la Loi 101 et farouchement opposée à la Loi 178 alors que des répondants associés au Parti libéral, du Québec ou du Canada, se feront plus nuancés.

Les spécificités des modes d'intégration des immigrants à la société québécoise apparaissent également dans les discours recueillis autour de la dimension identitaire et ethnoculturelle, analysée à l'aide de quatre catégories: l'auto-identification ethnique, la terminologie des relations interethniques, la perception de la culture québécoise, les idéologies et politiques d'intégration des communautés ethniques au Canada et au Québec.

En matière d'auto-identification ethnique, les discours des leaders de la communauté italienne rencontrés renvoient pour l'essentiel à la multiplicité des axes de référence. Certains définissent leur identité en prenant l'Italie comme point de référence; d'autres se situent à partir des sociétés - que ce soit le Canada ou le Québec. Toutefois, les références identitaires de plusieurs autres sont plus complexes et parfois difficiles à conjuguer en un tout unifié. La diversité des axes identitaires des immigrants et de leurs descendants, et l'influence du milieu sur les processus identitaires, sont des phénomènes bien connus dans la littérature sociologique. Elle prend cependant une coloration particulière au Québec - comme en témoignent les réflexions de quelques leaders nettement sensibles à la signification politique que peuvent prendre leurs propos. Ainsi, certains perçoivent bien les différences de connotations, et les conséquences que ces différences entraînent, entre "Canadien d'origine italienne" et "Québécois d'origine italienne".

De même, les connotations politiques possibles de leurs réflexions sur la culture québécoise semblent avoir rendu certains leaders assez réticents. D'une manière générale, on constate aussi que les répondants ont abordé cette question de manières très diverses. Plusieurs l'ont commentée à travers de

brèves formules, "les Québécois sont des latins qui sont devenus Nord-Américains", par exemple; d'autres par le biais de comparaisons avec la culture anglo-saxonne, d'autres encore par de longs exposés de leur trajectoire personnelle. Certains répondants se sont rattachés à une approche psycho-culturaliste, décrivant certains traits leur apparaissant caractéristiques de la culture du Québec; d'autres ont plutôt tenté de cerner les paramètres de son évolution dans le cadre de visions socio-historiques. Enfin, quelques leaders ont voulu élargir la question et rappeler que les immigrants ont contribué au développement de la société et de la culture du Québec, insistant sur le fait que la culture québécoise n'est pas seulement l'oeuvre des Canadiens français d'origine.

Davantage peut-être que les discours portant sur les perceptions de la culture québécoise, c'est le thème du vocabulaire des relations interethniques qui a mis en lumière la portée politique des enjeux identitaires. En effet, le discours sur la terminologie témoigne à la fois de l'importance des enjeux sous-tendus par le choix d'un vocabulaire adéquat et de la difficulté de nommer correctement une réalité mouvante et politiquement chargée. En cette matière, le vocabulaire utilisé ne peut être politiquement neutre. Les propos recueillis montrent bien les contradictions entre le "discours officiel", prônant une identité et une unité, et la nécessité de nommer les différences ethniques et culturelles. Plusieurs répondants ont aussi souligné à quel point le pouvoir de désigner leur paraît extérieur aux communautés ethniques.

Ces difficultés expliquent en partie pourquoi il est plus facile de rejeter les termes qui circulent que d'en proposer qui soient plus adéquats. Les répondants interrogés ont ainsi aisément écarté des termes comme "minorité visible", "ethnie" ou "allophones"; mais c'est souvent après quelques hésitations que l'on retient l'expression "Québécois d'origine italienne".

Au cours des entrevues, il est aussi apparu que plusieurs des leaders interrogés connaissaient mal les spécificités des différentes politiques d'intégration des immigrants promues par les gouvernements. Ainsi, pour certains leaders, multiculturalisme et interculturalisme apparaissent comme des concepts plutôt flous - même si leur portée socio-politique n'échappent pas à d'autres. Les politiques québécoises sont particulièrement mal connues et c'est le multiculturalisme canadien qui représente à la fois la mieux connue et la plus critiquée des approches en présence. On lui reproche surtout de diviser et de "ghettoïser" les communautés ethniques. C'est donc un "interculturalisme" plus ou moins conceptualisé qui paraît rallier la plupart des leaders.

La dimension plus spécifiquement politique du discours des leaders rencontrés a été étudiée à l'aide de cinq catégories: le comportement politique et électoral de la communauté, les préoccupations politiques générales qui la traversent, sa représentation aux différents paliers de gouvernements ou institutions politiques, l'existence et la pertinence d'une troisième force politique ethnique, l'influence politique des communautés ethniques et finalement la citoyenneté.

En matière de comportement politique et électoral, l'ensemble des répondants reconnaît à la fois la forte allégeance libérale et la nette prédominance de l'option fédéraliste chez les membres de leur communauté. Toutefois, certains leaders estiment que la situation évolue et que le vote italien n'est plus aussi captif qu'il a pu l'être par le passé. Sur la scène québécoise, ces changements se manifesteraient dans la dynamique interne des partis politiques, dans le fait que des candidats d'origine italienne se présentent désormais pour d'autres partis que le PLQ et, enfin, dans l'adhésion d'une faible proportion de gens d'affaires au Parti québécois; au niveau des votes, ces changements se traduisent par des percées, encore faibles mais perceptibles, en faveur du Parti québécois, ou encore du Parti égalité.

De façon générale, les débats constitutionnels trouvent un large écho auprès des répondants. La très grande majorité des leaders y ont fait référence, directement ou non. Plusieurs ont souligné la crainte des répercussions négatives sur l'économie de l'accession à la souveraineté; on a aussi fait état d'une certaine peur d'un nationalisme "incontrôlé". Parmi les leaders rencontrés, quelques-uns ont précisé que les gens des communautés ethniques ne peuvent avoir la même sensibilité que les Canadiens français. Comme le dit un leader, il est impossible de "visualiser l'affection que vous avez pour votre mère" (homme d'affaires, 53 ans, citoyen d'adoption). En plus de faire référence aux débats constitutionnels, des leaders ont aussi évoqué d'autres préoccupations qui leur paraissent répandues dans leur communauté: le taux de chômage croissant, le libre-choix de la langue d'enseignement, les programmes d'accès à l'égalité, l'éducation interculturelle, etc.

La représentation politique de la communauté italienne suscite par ailleurs des discours contrastés. Quatre personnes soutiennent que la représentation de leur communauté aux différents paliers de gouvernements (fédéral, provincial et municipal) s'avère insuffisante tandis que quatre autres l'estiment tout à fait satisfaisante, et ce dans toutes les sphères politiques. Certains leaders se sont surtout attachés à la qualité de la représentation politique, les uns déplorant le peu de compétence des élus d'origine

italienne, les autres émettant des commentaires sévères sur leur capacité de défendre et de promouvoir les intérêts de la communauté italienne.

Selon les leaders interviewés, il semble bien que les communautés ethniques ne représentent pas encore une véritable force politique. Pour arriver à jouer ce rôle, les communautés ethniques devraient d'abord, selon plusieurs répondants, surmonter leurs divisions internes et se définir des intérêts communs. Certains estiment que cela est possible et croient que les communautés ethniques formeront, dans un proche avenir, une force avec laquelle il faudra compter. De l'avis de deux importants leaders du Parti libéral, par exemple, il est même possible d'envisager qu'elles en viennent éventuellement à remplacer le bloc anglophone sur la scène politique québécoise.

Enfin, les propos des leaders rencontrés semblent montrer que l'acquisition de la citoyenneté canadienne ne revêt pas une très grande valeur symbolique pour la plupart des membres de la communauté italienne. L'adoption de la citoyenneté répondrait plutôt à des exigences pratiques (possibilités de travail et obtention de plus de droits) et au désir de participer à la vie politique nationale. Selon les répondants, malgré les craintes suscitées par le nationalisme québécois, l'éventualité de devoir adopter la citoyenneté québécoise ne suscite pas vraiment d'inquiétude dans la communauté italienne.

BIBLIOGRAPHIE SPÉCIFIQUE

- ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES ET PROFESSIONNELS ITALO-CANADIENS (CIBAP), "Un avenir prospère", Mémoire présenté à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, 1990.
- BAILLARGEON M., Langue maternelle: importance des populations linguistiques du Québec et de la région de Montréal en 1986, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, Direction de la planification et de l'évaluation, 1988.
- BENJAMIN C., Origine ethnique: premières données du recensement de 1986, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, Direction de la planification et de l'évaluation, 1988.
- BRETON R., The Governance of Ethnic Communities, New York, Greenwood Press, 1991.
- BRETON R. & al., Ethnic Identity and Equality, Toronto, University of Toronto Press, 1990.
- CAPPON P., Conflits entre les Néo-Canadiens et les francophones de Montréal, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974.
- CONSEIL DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION DU QUÉBEC, L'immigration, les communautés culturelles et l'avenir du Québec, Avis à la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Québec, 1990.
- COMMISSION D'ÉTUDE DES QUESTIONS AFFÉRENTES A L'ACCESSION DU QUÉBEC A LA SOUVERAINETÉ, L'avenir politique et constitutionnel du Québec, Assemblée nationale, 1990.
- CONGRÈS NATIONAL DES ITALO-CANADIENS (RÉGION QUÉBEC) & FILEF, Mémoire présenté à la Commission parlementaire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, 1990.
- DESCHAMPS G., Les communautés culturelles: identification ethnique, rapports avec la société francophone et compétence et usages linguistiques, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, direction des Études et de la Recherche, 1990.
- DORAIS L.-J., Les associations vietnamiennes à Montréal et l'adaptation des réfugiés, Département d'anthropologie, Université Laval, Québec, 1990.
- FÉDÉRATION DE LA PRESSE ITALO-CANADIENNE, Mémoire pour la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, 1990.
- GHIGLIONE R., MATALON B., Les enquêtes sociologiques. Théorie et pratique, Paris, P.U.F., 1983.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Au Québec. Pour bâtir ensemble. Enoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, 1990, (4 tomes).

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, "Communauté italienne du Québec", in Profils des communautés culturelles du Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, Direction des politiques et programmes de relations interculturelles, Québec, 1991.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Répertoire des associations ethniques, ministère des Communautés culturelles et de l'immigration du Québec, Montréal, 1990.

HERBERG E.N., Ethnic Groups in Canada. Adaptations and Transitions, Toronto, Nelson Canada, 1989.

KRALT J., Un ensemble des tableaux et un sommaire des données du recensement et de l'immigration, Ottawa, MEIC, Direction de l'analyse des tendances sociales, 1987.

LABELLE M., Problématique générale de la recherche Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 1, 1993.

LEBLANC G., "Seuls 5% des immigrants en faveur de la souveraineté", in La Presse, 16 juin 1992, pp. 1-2.

LINTEAU P.A., "Les Italo-Québécois: acteurs et enjeux des débats politiques et linguistiques au Québec", in Studi Emigrazione - Etudes migrations, no 86, 1987.

MULTICULTURALISME ET CITOYENNETÉ CANADA, "Une enquête sur les attitudes", Ensemble, Vol 1, no 2, printemps 1992.

PAINCHAUD C., POULIN R., Les Italiens au Québec, Hull, Critiques et Asticou, 1988.

PARTI QUÉBÉCOIS, Sondage sur les communautés culturelles. 22 janvier au 2 mars 1990. Rapport, s.l., 1990.

POIRIER J., CLAPIER-VALLADON S., RAYBAUT P., Les récits de vie. Théorie et pratique, Paris, P.U.F., 1983.

TADDEO D., TARAS R., Le débat linguistique au Québec, Montréal, P.U.M., 1987.

TARDIF F., LABELLE M., Profils socio-démographiques des leaders d'origine italienne, juive, haïtienne et libanaise interviewés dans le cadre de la recherche Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 2, 1993.

THERRIEN M., LABELLE M., Vie associative et ethnicité. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 3, 1993.

TRAVAUX ISSUS DE LA RECHERCHE ETHNICITÉ ET PLURALISME. LE DISCOURS DE LEADERS D'ASSOCIATIONS ETHNIQUES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

RAPPORTS DE RECHERCHE

LABELLE M., Problématique générale de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal*, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 1, 1993.

TARDIF F., LABELLE M., Profils socio-démographiques des leaders d'origine italienne, juive, haïtienne et libanaise interviewés dans le cadre de la recherche *Ethnicité et pluralisme. Le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal*, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 2, 1993.

THERRIEN M., LABELLE M., Vie associative et ethnicité. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 3, 1993.

POLO A.L., THERRIEN M., LABELLE M., Vie associative et ethnicité. Le discours de leaders juifs de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 4, 1993.

THERRIEN M., LABELLE M., Vie associative et ethnicité. Le discours de leaders d'origine haïtienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 5, 1993.

POLO A.L., THERRIEN M., LABELLE M., Vie associative et ethnicité. Le discours de leaders d'origine libanaise de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 6, 1993.

LABELLE M., GOYETTE M., PAQUIN M., Intégration économique. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 7, 1993.

LABELLE M., GOYETTE M., PAQUIN M., Intégration économique. Le discours de leaders juifs de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 8, 1993.

LABELLE M., GOYETTE M., Intégration économique. Le discours de leaders d'origine haïtienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 9, 1993.

LABELLE M., GOYETTE M., PAQUIN M., Intégration économique. Le discours de leaders d'origine libanaise de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 10, 1993.

TARDIF F., BEAUDET G., LABELLE M., Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 11, 1993.

THERRIEN M., BEAUDET G., LABELLE M., Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders juifs de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 12, 1993.

TARDIF P., BEAUDET G., LABELLE M., Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders d'origine haïtienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 13, 1993.

BEAUDET G., TARDIF F., LABELLE M., Question nationale et ethnicité. Le discours de leaders d'origine libanaise de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 14, 1993.

PAQUIN M., LABELLE M., Ethnicité, racisme et intégration des jeunes. Le discours de leaders d'origine italienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 15, 1993.

THERRIEN M., LABELLE M., Ethnicité, racisme et intégration des jeunes. Le discours de leaders juifs de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 16, 1993.

THERRIEN M., LABELLE M., Ethnicité, racisme et intégration des jeunes. Le discours de leaders d'origine haïtienne de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 17, 1993.

PAQUIN M., LABELLE M., Ethnicité, racisme et intégration des jeunes. Le discours de leaders d'origine libanaise de la région de Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Centre de recherche sur les relations interethniques et le racisme, no 18, 1993.

MÉMOIRES DE MAÎTRISE RELIÉS À LA PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE DE LA RECHERCHE

ABOUD B., Community Associations and their Relations with the State. The Case of the Arab Associative Network of Montreal. Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, 1992.

TARDIF F., Le discours de leaders de regroupements multiethniques sur la société québécoise et les relations interethniques au Québec: mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1991.

THERRIEN M., Le discours de leaders de communautés ethniques de la région de Montréal sur l'ethnicité, le culture et le mouvement associatif: mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Montréal, Université du Québec à Montréal, mai 1993.

PUBLICATIONS

LABELLE M., THERRIEN M., LÉVY J., "Ethnicité et mouvement associatif. Perspectives de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal", Canadian Ethnic Studies, à paraître.

LABELLE M., BEAUDET G., TARDIF F., LÉVY J., "La question nationale dans le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal", Cahiers de recherche sociologique, no 20, 1993.

LABELLE M., THERRIEN M., "Le mouvement associatif haïtien au Québec et le discours de leaders", Nouvelles pratiques sociales, vol. 5, no 2, 1992.

En préparatin

LABELLE M., "Nation et ethnicité. Perspectives théoriques à propos du Québec", in Actes du Colloque de l'ACSALF, Entre tradition et universalisme, ACFAS, Université du Québec à Rimouski, mai 1993, à paraître.

LABELLE M., LÉVY J., Ethnicité et pluralisme. Le discours des leaders d'associations de communautés ethniques, (titre provisoire), manuscrit en préparation.

COMMUNICATIONS

LABELLE M., "Racisme et ethnocentrisme. Les perceptions de leaders d'associations communautaires italiennes, juives, haïtiennes et libanaises de la région de Montréal", Colloque de l'ACSALF, Université du Québec à Rimouski, mai 1993.

LABELLE M., "Les enjeux de l'intégration économique. Perceptions de leaders d'associations communautaire haïtiennes", Colloque Les jeunes des minorités noires, questions sociales et système de justice, Université du Québec à Montréal, avril 1993.

LABELLE M., "Le discours de leaders de communautés ethniques et la question nationale", Conférence organisée dans le cadre des activités de l'équipe FCAR: Groupe de recherche sur les relations ethniques et le racisme, département de sociologie, Université du Québec à Montréal, octobre 1992.

LABELLE M., BEAUDET G., TARDIF F., THERRIEN M., "Le discours sur la question nationale: le cas des leaders ethniques de la région de Montréal", Colloque de l'ACSALF, Université de Montréal, mai 1992.

LABELLE M., THERRIEN M., "Le mouvement associatif immigré dans la région de Montréal", Colloque de l'ACSALF, Université de Montréal, mai 1992.

LABELLE M., "Le mouvement associatif haïtien au Québec et le discours des leaders", Colloque L'édification d'une nation: le passé, le présent et l'avenir, Onzième congrès biennal de l'Association canadienne pour les études ethniques, Winnipeg, octobre 1991.

LABELLE M., "Le communautarisme de l'immigration haïtienne au Québec: le discours comparé des leaders d'associations", Colloque La recomposition des espaces sociaux: Migrations, réseaux, diasporas, IRESO, CNRS, Paris, octobre 1991

LABELLE M., "Le débat sur la culture ethnique, la culture nationale, et la culture civile: réflexions sur les enjeux de l'intégration des minorités ethniques au Québec", Colloque Culture ethnique, culture civique et culture nationale, Congrès de l'ACFAS, Université de Sberbrooke, mai 1991.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

ABU-LABAN B., The Olive Branch in the Family Tree: the Arabs in Canada, Toronto, McClelland and Stewart, 1980.

ABU-LABAN B., The Lebanese in Montreal, Communication présentée au Center for Lebanese Studies, Conference on Lebanese Emigration, St.Hugh's College, Oxford, 1989.

ABU-LABAN Y., STASIULIS D., "Ethnic Pluralism under Siege: Popular and Partisan Opposition to Multiculturalism", Canadian Public Policy- Analyse de Politiques, vol. 28, no 4, 1992.

Actes du Séminaire scientifique sur les tendances migratoires et l'insertion des migrants dans les pays de la francophonie, Québec, Les Publications du Québec, 1987.

ALCINDOR M., La lutte contre le racisme au Québec et au Canada: stratégie d'intervention planifiée ou escarmouche contre l'innomé, Notes pour une allocution présentée par Maryse Alcindor à l'Université du Québec à Montréal le 5 novembre 1992.

ANCTIL P., CALDWELL G., Juifs et réalités juives au Québec, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984.

ANCTIL P., "Double majorité et multiplicité ethnoculturelle à Montréal", Recherches sociographiques, vol. 25, no 3, 1984.

ANDERSON A.B., FRIDERES J., Ethnicity in Canada. Theoretical Perspectives, Toronto, Butterworths, 1981.

ANTHIAS F., "Race and Class Revisited. Conceptualising Race and Racisms", The Sociological Review, vol. 38, no 1, 1990.

ASSIMOPOULOS N., HUMBLET J.E., "Les immigrés et la question nationale: étude comparative des sociétés québécoise et wallonne", Studi Emigrazione - Études migrations, no 86, 1987.

ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES ET PROFESSIONNELS ITALO-CANADIENS (CIBAP), "Un avenir prospère", Mémoire présenté à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, 1990.

AUDET B., Les caractéristiques de la population immigrée au Québec au recensement de 1981, Québec, Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, 1987.

BAILLARGEON M., Langue maternelle: importance des populations linguistiques du Québec et de la région de Montréal en 1986, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, Direction de la planification et de l'évaluation, 1988.

BAKER D.G., Race, Ethnicity, and Power, London, Routledge and Kegan Paul, 1983.

BAKER D.G., "Ethnicity, Development and Power: Canada in Comparative Perspective", in Isajiw W., Identities. The Impact of Ethnicity on Canadian Society, Toronto, Peter Martin, 1977.

- BAKER M., The New Racism, London, Junction Books, 1981.
- BALIBAR E., "Y a-t-il un "néo-racisme", in Balibar E., I. Wallerstein (dir.), Race, nation, classe. Les identités ambiguës, Paris, La Découverte, 1988.
- BALIBAR E., WALLERSTEIN E., Race, nation, classe. Les identités ambiguës, Paris, La Découverte, 1988.
- BARTH F., Ethnic Groups and Boundaries, Boston, Little, Brown and Company, 1969.
- BAUREISS G., "Towards a Theory of Ethnic Organizations", Canadian Ethnic Studies, vol. 14, no 2, 1982.
- BEAUD S., NOIRIEL G., "L'assimilation: un concept en panne", in Revue internationale d'action communautaire, vol. 21, no 61, 1989.
- BELL D., "Ethnicity and Social Change", in Glazer N., Moynihan D. (eds), Ethnicity, Theory and Experience, Harvard University Press, 1975.
- BELL D., Les contradictions culturelles du capitalisme, Paris, Les Presses universitaires de France, 1979.
- BENJAMIN C., Origine ethnique: premières données du recensement de 1986, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, Direction de la planification et de l'évaluation, 1988.
- BERTHELOT J., Apprendre à vivre ensemble. Immigration, société et éducation, Québec, Centrale de l'enseignement du Québec, 1990.
- BLACK J.H., LEITHNER C., "Immigrants and Political Involment in Canada: the Role of the Ethnic Media", Canadian Ethnic Studies, vol. 20, no 1, 1988.
- BLAUNER R., Racial Oppression in America, New York, Harper and Row, 1972.
- BONACICH E., MODELL J., The Economic Basis of Ethnic Solidarity, Berkeley, University of California Press, 1980.
- BONIN D., "L'immigration au Québec en 1990: à l'heure des choix", in Watts R.L., Brown D.M. (eds), Canada: the State of the Federation 1990, Kingston, Institute of Intergovernmental Relations, 1990.
- BOURQUE G., DUCHASTEL J., "L'État canadien et les blocs sociaux", in Boismenu G., Bourque G., Denis R., Duchastel J., Jalbert L., Salée D. (dir.), Espace régional et nation, Montréal, Boréal, 1983.
- BOURQUE G., "Société traditionnelle, société politique et sociologie québécoise 1945-1980", Cahiers de recherche sociologique, no 20, 1993.
- BRETON R., The Governance of Ethnic Communities, New York, Greenwood Press, 1991.

- BRETON R., ISAJIW W., KALBACH W.E., REITZ J., Ethnic Identity and Equality, University of Toronto Press, 1990.
- BRETON R., "La communauté ethnique, communauté politique", Sociologie et sociétés, vol. 15, no 2, 1983.
- BRETON R., "Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants", American Journal of Sociology, vol. 70, 1964.
- BRYM R.J., SHAFFIR W., WEINFELD M., The Jews in Canada, Toronto, Oxford University Press, 1993.
- BRYM R.J., Fox B.J., From Culture to Power, Toronto, Oxford University Press, 1989.
- BUCHANAN STAFFORD S., "Language and Identity: Haitians in New York", in Sutton C.R., Chaney (eds), Caribbean Life in New York City: Sociocultural Dimensions, New York, Center for Migration Studies, 1987.
- CALDWELL G., FOURNIER D., "The Quebec Question: a Matter of Population", Canadian Journal of Sociology, vol. 12, nos 1-2, 1987.
- CALDWELL G., WADDELL E., Les Anglophones du Québec. De majoritaires à minoritaires, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982.
- CAMPANI G., Pluralisme culturel en Europe. Cultures européennes et cultures des diasporas. L'exemple de la diaspora italienne, Paris, texte ronéotypé, 1991.
- CAMPANI G., Les réseaux familiaux, villageois et régionaux des immigrants italiens en France, Paris, texte ronéotypé, 1991.
- CAMPANI G., CATANI M., "Les réseaux associatifs italiens en France et les jeunes", Revue européenne des migrations internationales, vol. 1, no 2, 1985.
- CAMPANI G., CATANI M., PALIDDA S., "Italian Immigrant Associations in France", in Rex J., Joly D., Wilpert C., Immigrant Associations in Europe, Gower, 1987.
- CAPPON P., Conflits entre les Néo-Canadiens et les francophones de Montréal, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974.
- CASTLES S., BOOTH H., WALLACE T., Here for Good. Western Europe's New Ethnic Minorities, London, Pluto Press, 1984.
- CASTLES S., KOSACK G., Immigrant Workers and Class Structure in Western Europe, London, Oxford University Press, 1973.
- CATANI M., "Le transnational et les migrations. Individualisation et interaction entre systèmes de valeur", Peuples méditerranéens, nos 35-36, 1986.

CATANI M., PALIDDA S., Le rôle du mouvement associatif dans l'évolution des communautés immigrées, Paris, FAS, DPM, ministère des Affaires sociales, 1987.

CAZEMAJOU J., MARTIN J.P., La crise du melting-pot, Paris, Aubier Montaigne, 1983.

CHAN K.B., "Perceived Racial Discrimination and Response: An analysis of Perceptions of Chinese and Indochinese Community Leaders", Canadian Ethnic Studies, vol. 19, no 3, 1987.

CHAN K.B., "The Chinese from Indochina in Montreal: a Study in Ethnic Voluntary Association, Community Organization and Ethnic Boundaries", IN Dorais L.J., Chan K.B., Indra D.M. (dir), Ten Years Later: Indochinese Communities in Canada, Ottawa, Association canadienne des études asiatiques, 1988.

CHICHA-PONTBRIAND M.T., "Les jeunes des minorités visibles et ethniques sur le marché du travail: une situation doublement précaire", Identité et intégration. Rapport-synthèse de la Table ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, 1990.

COHEN Y., LÉVY J., BERDUGO-COHEN M., Juifs marocains à Montréal, Montréal, VLB Editeur, 1987.

COHEN P., "Ethnicity: Problems and Focus in Anthropology", Annual Review of Anthropology, vol. 7, 1978.

COLBURN D.R., POZZETTA G.E., America and the New Ethnicity, New York, Port Washington, 1979.

COMMISSION D'ÉTUDE DES QUESTIONS AFFÉRENTES A L'ACCESSION DU QUÉBEC A LA SOUVERAINETÉ, L'avenir politique et constitutionnel du Québec, Assemblée nationale, 1990.

CONGRÈS NATIONAL DES ITALO-CANADIENS (RÉGION QUÉBEC) & FILEF, Mémoire présenté à la Commission parlementaire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, 1990.

CONSEIL DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION DU QUÉBEC, L'immigration, les communautés culturelles et l'avenir du Québec, Avis à la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Québec, 1990.

CONSTANTINIDES S., "Ethnicité et pluralisme culturel", Revue internationale d'action communautaire, vol. 14, no 54, 1985.

CRETE J., ZYLBERBERG J., "Une problématique floue: l'autoreprésentation du citoyen au Québec", in Colas D., Emeri C., Zylberbergh J., (eds), Citoyenneté et nationalité. Perspectives en France et au Québec, Paris, Presses Universitaires de France, 1991.

DE RUDDER V., "L'obstacle culturel: la différence et la distance", L'Homme et la société, nos 77-78, 1985.

DÉJEAN P., Les Haïtiens au Québec, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1978.

DELANOI G., TAGUIEFF P.A., Théories du nationalisme. Nation, nationalité, ethnicité, Paris, Éditions Kimé, 1991.

DESCHAMPS G., Les communautés culturelles: identification ethnique, rapports avec la société francophone et compétence et usages linguistiques, Québec, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, Direction des études et de la recherche, 1990.

DORAIS L.J., CHAN K.B., INDRA D., Ten Years Later: Indochinese Communities in Canada, Ottawa, Association canadienne des études asiatiques, 1988.

DORAIS L.J., Les associations vietnamiennes à Montréal, Québec, Université Laval, Département d'anthropologie, 1990.

DORAIS L.J., "Refugee Adaptation and Community Structure: the Indochinese in Quebec City, Canada", International Migration Review, vol. 25, no 3, 1991

DORAIS L.J., "Les réfugiés d'Asie du Sud-Est à Québec", in Simon-Barouh I., Simon P.J. (dir.), Les étrangers dans la ville, Paris, L'Harmattan, 1990.

DRIEDGER L., "Jewish Identity: the Maintenance of Urban Religious and Ethnic Boundaries", Ethnic and Racial Studies, vol. 3, no 1, 1980.

DUMONT F., HARVEY F., "La recherche sur la culture", Recherches sociographiques, vol. 26, nos 1-2, 1985.

EDWARDS R.C., REICH M., WEISSKOPF T.E., The Capitalist System, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1972.

ELAZAR D.J., The Other Jews. The Sephardim Today, New York, Basic Books, 1989.

ELAZAR D.J., WALLER H.M. Maintaining Consensus. The Canadian Jewish Polity in the Postwar World, The Jerusalem Center for Public Affairs, University Press of America, 1990.

ELBAZ M., "La question ethnique dans la sociologie québécoise: critiques et questions", Anthropologie et sociétés, vol. 7, no 2, 1983.

ELBAZ M., "D'immigrants à ethniques: analyse comparée des pratiques sociales et identitaires des Sépharades et Ashkénazes à Montréal", in Lasry J.C., Tapia C., Les Juifs du Maghreb. Diasporas contemporaines, Montréal et Paris, Les Presses de l'Université de Montréal et L'Harmattan, 1989.

ELBAZ M., "Les immigrants dans la cité: les sciences sociales et la question de l'Autre au Québec", Montréal, IIIe Colloque du Regroupement québécois des sciences sociales, 1990.

FÉDÉRATION DE LA PRESSE ITALO-CANADIENNE, Mémoire pour la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, 1990.

FINKIELKRAUT A., La défaite de la pensée, Paris, Gallimard, 1987.

FINKIELKRAUT A., Le Juif imaginaire, Paris, Gallimard, 1981.

FONTAINE L., SHIOSE Y., "Ni Citoyens, ni Autres: la catégorie politique "Communautés culturelles", in Colas D., Emeri C., Zylberberg J., Citoyenneté et nationalité. Perspectives en France et au Québec, Paris, Presses Universitaires de France, 1991.

GALLISSOT R., "Au-delà du multiculturel: nationaux, étrangers et citoyens. Urbanisation généralisée et transnationalisation", Revue internationale d'action communautaire, vol. 21, no 61, 1989.

GANS H., "Symbolic Ethnicity: the Future of Ethnic Groups and Cultures in America", in Gans H. et al (eds.), On the Making of Americans, University of Pennsylvania Press, 1979.

GAY D., "Réflexions critiques sur les politiques ethniques du gouvernement fédéral canadien et du gouvernement du Québec", Revue internationale d'action communautaire, vol. 14, no 54, 1985.

GEERTZ C., The Interpretation of Cultures: Selected Essays, New York, Basic Books, 1973.

GHIGLIONE R., MATALON B., Les enquêtes sociologiques. Théorie et pratique, Paris, P.U.F., 1983.

GILROY P., There ain't no Black in the Union Jack. The Cultural Politics of Race and Nation, London, Hutchinson, 1987.

GLAZER N., MOYNIHAN D. (eds), Ethnicity. Theory and Experience, Cambridge, Harvard University Press, 1975.

GLICK-SCHILLER N., DE WIND J., BRUTUS M.L., CHARLES C., FOURON G., THOMAS A., "All in the Same Boat? Unity and Diversity in Haitian Organizing in New York", in Sutton C.R., Chaney E.M. (eds), Caribbean Life in New York City: Sociocultural Dimensions, New York, Center for Migration Studies of New York, 1987.

GODIN G., Notes pour l'allocation de monsieur Gérald Godin ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Winnipeg, Conférence fédérale-provinciale sur le multiculturalisme, 1985.

GOLDSTEIN J.E., BIENVENUE R.M. (eds), Ethnicity and Ethnic Relations in Canada, Toronto, Butterworths, 1980.

GORDON M., Assimilation in American Life, New York, Oxford University Press, 1964.

GOULBOURNE H., "Varieties of Pluralism: the Notion of a Pluralist Post-Imperial Britain", New Community, vol. 17, no 2, 1991.

GOULBOURNE H., "New Issues in Black Politics", Paper presented for La recomposition des espaces sociaux: migrations, réseaux, diasporas, Paris, ERENI-CNRS, CHRYSEIS, 1991.

GOULBOURNE H., "La mobilisation ethnique et les minorités d'origine asiatique et caraïbe", Nouvelles pratiques sociales, vol. 5, no 2, 1992.

GOVERNEMENT DU QUÉBEC, Au Québec. Pour bâtir ensemble. Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration, ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, 1990.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Profil des communautés culturelles du Québec, ministère des Communautés Culturelles et de l'immigration du Québec, 1991.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Répertoire des associations ethniques, ministère des Communautés culturelles et de l'immigration du Québec, Montréal, 1990.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Situation, les réalités et les actions préventives relatives aux jeunes des communautés culturelles et des minorités visibles (La), Mémoire du groupe de travail pour les jeunes, du ministre de la Santé et des Services sociaux, Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, 1991.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Violence et racisme au Québec, Rapport du comité d'intervention contre la violence raciste, Commission des droits de la personne du Québec, juin 1992.

GREELY A., Ethnicity in the United States, New York, Wiley and Sons, 1974.

HACKER A., Two Nations; Black and White. Hostile, Separate and Unequal, New York, Maxwell Macmillan International, 1992.

HAYOT A., "Immigrants et formation sociale: appartenance de classe et identité ethnique dans l'analyse de modes de vie", Greco 13, Recherches sur les migrations internationales, no. 1, 1980.

HECKMANN F., "Nation, État-nation et politique à l'égard des minorités ethniques", in Lewis B., Schnapper D., Musulmans en Europe, Paris, Acte Snd, 1992.

HECHTER M., "Group Formation and the Cultural Division of Labor", American Journal of Sociology, vol. 84, no 2, 1978.

HENRY F., Les relations interraciales au Canada aujourd'hui. État des recherches, Ottawa, Commission canadienne des droits de la personne, 1986.

HERBERG E.N., Ethnic Groups in Canada. Adaptations and Transitions, Toronto, Nelson Canada, 1989.

HIGHAM J. (ed), Ethnic Leadership in America, Baltimore and London, John Hopkins University Press, 1978.

ICART J.C., "La communauté haïtienne de Montréal", Relations, juillet-août 1980.

ICART J.C., Négriers d'eux-mêmes, Montréal, Centre international de documentation et d'information haïtien, caraïbéen et afro-canadien, 1987.

ICART J.C., "Le piège du racisme", Relations, octobre 1991.

Identité et intégration, Rapport-synthèse de la table-ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, 1991.

INDRA D., "Bureaucratic Constraints, Middlemen and Community Organization: Aspects of the Political Incorporation of Southeast Asians in Canada", in Chan, K.B., Indra, D. (eds), Uprooting, Loss and

Adaptation. The Resettlement of Indochinese Refugees in Canada, Ottawa, Canadian Public Health Association, 1987.

INDRA D., "Les relations entre les communautés et les ethnies des réfugiés du Sud-Est asiatique au Canada" in Tepper E.L. (ed), D'un continent à l'autre: les réfugiés du Sud-Est asiatique, Ottawa, Association Canadienne des Études Asiatiques, 1981.

ISAJIV W. (ed), Identities: the Impact of Ethnicity on Canadian Society, Toronto, Peter Martin, 1977.

JACKSON R.H., "Ethnicity", in Sartori G. (ed), Social Science Concepts. A Systematic Analysis, Sage Publications, 1984.

JANSEN C., "Community Organization of Italians of Toronto" in Driedger L. (ed), Canadian Ethnic Mosaic, Toronto, McClelland and Stewart, 1978.

JENKINS R. "Social Anthropological Models of Inter-Ethnic Relations", in Rex J., Mason D. (eds), Theories of Race and Ethnic Relations, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

Juifs du Maroc. Identité et dialogue, Actes du Colloque international sur La communauté juive marocaine: vie culturelle, histoire sociale et évolution, Paris, La Pensée sauvage, 1980.

JUTEAU D., "L'État et les immigrés: de l'immigration aux communautés culturelles", in P. Guillaume, J.M. Lacroix, J. Zylberberg, Minorités et État, Québec, Presses de l'Université Laval, 1986.

JUTEAU D., "L'étude des relations ethniques dans la sociologie québécoise francophone", in Simon-Barouh I., Simon P.J.(dir.), Les étrangers dans la ville, Paris, L'Harmattan, 1990.

KRALT J., Un ensemble des tableaux et un sommaire des données du recensement et de l'immigration, Ottawa, MEIC, Direction de l'analyse des tendances sociales, 1987.

LABELLE M., LAROSE S., PICHE V., "Émigration et immigration: les Haïtiens au Québec", Sociologie et sociétés, vol. 15, no. 2, 1983.

LABELLE M., RAVIX R., "Pistes et réflexions sur les regroupements de femmes haïtiennes de Montréal", Collectif Paroles, no 28, 1984.

LABELLE M., "Question ethnique et question nationale", Relations, no 514, 1985.

LABELLE M., TURCOTTE G., KEMPENEERS M., MEINTEL D., Histoires d'immigrées. Itinéraires d'ouvrières Colombiennes, Grecques, Haïtiennes et Portugaises de Montréal, Montréal, Boréal, 1987.

LABELLE M., Idéologie de couleur et classes sociales en Haïti, Montréal, CIDHICA et Les Presses de l'Université de Montréal, 1987, 2e édition.

LABELLE M., "La gestion fédérale de l'immigration internationale au Canada: 1963-1984", in Brunelle D., Y. Bélanger (dir.), L'ère des libéraux. Le pouvoir fédéral de 1963 à 1984, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1988.

- LABELLE M., "Immigration, culture et question nationale", Cahiers de recherche sociologique, no 14, 1990.
- LABELLE M., "Le rôle économique de l'immigration féminine dans la région de Montréal", in Abou Sada G., Courault B., Zeroulou Z. (dir.), L'immigration au tournant, Paris, CIEMI, L'Harmattan, 1990.
- LABELLE M., "Femmes et migration au Canada: bilan et perspectives", Canadian Ethnic Studies, special issue on "The State of the Art", vol. 22, no 1, automne 1990.
- LABELLE M., "Politique d'immigration, politique d'intégration, identité du Québec", in Les avis des spécialistes invités à répondre aux huit questions posées par la Commission, Québec, Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, document de travail numéro 4, 1991.
- LABELLE M., "Pluralité ethnoculturelle et pluralisme au Québec", in Gagnon A., Rocher F., Les obstacles à la souveraineté. Les réponses des experts, Montréal, 1992.
- LABELLE M., THERRIEN M., "Le mouvement associatif haïtien au Québec et le discours de leaders", Nouvelles pratiques sociales, vol. 5, no 2, 1992.
- LABELLE M., BEAUDET G., TARDIF F., LÉVY J. "La question nationale dans le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal", Cahiers de recherche sociologique, no 20, 1993.
- LABERGE H., "La culture nationale et les cultures ethniques", in Ouellette F., Pagé M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.
- LAFFERRIÈRE M., "Les idéologies ethniques dans la sociologie canadienne: du conformisme colonial au multiculturalisme", in Leconte, Thomas: Le facteur ethnique aux États-Unis et au Canada, 1983.
- La Liberté, (bottin commercial et communautaire haïtien), décembre 1990-décembre 1991.
- LANGLAIS J., LAPLANTE P., LÉVY J., Le Québec de demain et les communautés culturelles, Montréal, Méridien, 1989.
- LANGLAIS J., ROME D., Juifs et Québécois français. 200 ans d'histoire commune, Montréal, Fides, 1986.
- LAPEYRONNIE D., "Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine", Revue française de sociologie, vol. 28, 1987.
- LASRY J.C., "Une diaspora francophone au Québec", Questions de culture, no 2, 1982.
- LASRY J.C., TAPIA C., Les Juifs du Maghreb. Diasporas contemporaines, Montréal et Paris, Les Presses de l'Université de Montréal et L'Harmattan, 1989.
- LASRY J.C., "Sephardim and Ashkenazim", in Brym R.J., Shaffir W., Weinfeld M., The Jews in Canada, Toronto, Oxford University Press, 1993.

Les minorités visibles au Canada en 1986. Présentation graphique, Multiculturalisme et Citoyenneté Canada, 1989.

LEBLANC G., "Seuls 5% des immigrants en faveur de la souveraineté", La Presse, 16 juin 1992, pp. 1-2.

LEDOYEN A., "Les jeunes des communautés culturelles: caractéristiques et situation sur le marché du travail", Identité et intégration. Rapport-synthèse de la Table ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, 1990.

LEDOYEN A., Montréal au pluriel, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993.

L'égalité, ça presse, Rapport du comité spécial sur les minorités visibles dans la société canadienne, 1984.

LÉVY J., "Analyse des facteurs qui peuvent influencer sur le développement d'une estime de soi normale chez les jeunes des communautés culturelles", Identité et intégration, Rapport-synthèse de la table-ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, 1991. pp. 35-38.

LÉVY J., OUAKNINE L., "Les institutions communautaires des Juifs marocains à Montréal", in Lasry J.C., Tapia C., Les Juifs du Maghreb. Diasporas contemporaines, Montréal et Paris, Les Presses de l'Université de Montréal et L'Harmattan, 1989.

LEWIS B., SCHNAPPER D., Musulmans en Europe, Paris, Acte Sud, 1992.

LI P.S., Ethnic Inequality in a Class Society, Toronto, Wall and Thompson, 1988.

LI S. (ed), Race and Ethnic Relations in Canada, Toronto, Oxford University Press, 1990.

LIGHT I., "Disadvantaged Minorities in Self-Employment", International Journal of Comparative Sociology, vol. 20, nos 1-2, 1979.

LINTEAU P.A., "Les Italo-Québécois: acteurs et enjeux des débats politiques et linguistiques au Québec", in Studi Emigrazione - Etudes migrations, no 86, 1987.

MASSÉ R., L'émergence de l'ethnicité haïtienne au Québec, Université Laval, thèse de doctorat, 1983.

MATHEWS G., L'immigration au Québec: l'état de la situation, Texte rédigé pour le "Canada Employment and Immigration Advisory Council", 1990.

MATTHEW F., Question for an American Sociology, Robert Park and the Chicago School, 1977.

McALL C., Class, Ethnicity, and Social Inequality, Montreal and Kingston, McGill-Queen's University Press, 1990.

METZGER P., "American Sociology and Black Assimilation: Conflicting Perspectives", American Journal of Sociology, 1971.

- MILES R., "Marxism versus the Sociology of "Race Relations", Ethnic and Racial Studies, vol.7, no 2, 1984.
- MILES R., Racism, London and New York, Routledge, 1989.
- MILES R., Class, Culture and Politics: Migrant Origin Youth in Britain, Conference on Ethnic Mobilization in Europe in the 1990s, University of Warwick, Center for Research in Ethnic Relations, 1992.
- MILES R., PHIZACLEA A., "Class, Race, Ethnicity and Political Action", Political Studies, vol.25, no 4, 1977.
- MOODLEY K., "Canadian Multiculturalism as Ideology", Ethnic and Racial Studies, vol. 6, no 3, 1983.
- MORIN F., "Les Haïtiens à New York", in Simon-Barouh I., Simon P.J. (dir.), Les étrangers dans la ville, Paris, L'Harmattan, 1990.
- MULTICULTURALISME ET CITOYENNETÉ CANADA, "Une enquête sur les attitudes", Ensemble, Vol 1, no 2, printemps 1992.
- NG R., ESTABLE A., "Immigrant Women in the Labour Force: An Overview of Present Knowledge and Research Gaps", Resources for Feminist Research, vol. 16, no 1, 1987.
- NG R., The Politics of Community Services. Immigrant Women, Class and State, Toronto, Garamond Press, 1988.
- NG R., MULLER J., WALKER G., Community Organisation and the Canadian State, Toronto, Garamond Press, 1990.
- NOEL P., "L'image de soi chez les jeunes", Identité et intégration, Rapport-synthèse de la table-ronde des jeunes des communautés culturelles, Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, 1991, pp. 31-33.
- NOVAK M.E., The Rise of the Unmeltable Ethnics, New-York, Macmillan, 1978.
- OMI M., WINANT H., "Racial Theory in the Post-War United States: A Review and Critique", Sage Relations Abstracts, vol. 12, no 2, 1987.
- OMI M., WINANT H., Racial Formation in the United States, New York et London, Routledge and Kegan Paul, 1986.
- OUELLETTE F., "Le perfectionnement des maîtres en éducation interculturelle. Bilan de la réflexion théorique récente", Impressions, no 9, 1991.
- OUELLETTE F., PAGÉ M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.

PAGÉ M., "Intégration, identité ethnique et cohésion sociale", in Ouellette F., Pagé M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.

PAILLÉ M., "Choix linguistiques des immigrants dans les trois provinces canadiennes les plus peuplées", International Journal of Canadian Studies, Revue internationale d'études canadiennes, no 3, 1991.

PAINCHAUD C., POULIN R., Les Italiens au Québec, Hull, Critiques et Asticou, 1988.

PAINCHAUD C., POULIN R., "Italianité, conflit linguistique et structure du pouvoir dans la communauté italo-québécoise", Sociologie et sociétés, vol. 15, no 2., 1985.

PALMER H., Immigration and the Rise of Multiculturalism, Toronto, Copp Clark, 1975.

PARTI QUÉBÉCOIS, Sondage sur les communautés culturelles. 22 janvier au 2 mars 1990. Rapport, s.l., 1990.

PETER K., "The Myth of Multiculturalism and Other Fables", Ethnicity, Power and politics in Canada, Edited by Jorgan Dahlie and Tissa Fernando, Toronto, Methuen, 1981.

PHIZACKLEA A., One Way Ticket. Migration and Female Labour, London, Routledge and Kegan Paul, 1980.

POIRIER J., CLAPIER-VALLADON S., RAYBAUT P., Les récits de vie. Théorie et pratique, Paris, P.U.F., 1983.

PORTER J., "Ethnic Pluralism in Canadian Perspective", in Glazer N., Moynihan N. (eds), Ethnicity: Theory and Experience, Cambridge, Harvard University Press, 1975.

PORTES A., WALTON J., Labor, Class and the International System, London Academic Press, 1981.

PORTES A., "Modes of Structural Incorporation and Present Theories of Labor Immigration", in Tomasi S. et al (ed), International Migration, New-York, 1980, Center for Migration Studies.

PORTES A., MANNING R.D., "L'enclave ethnique: réflexions théoriques et études de cas", Revue internationale d'action communautaire, vol.14, no 54, 1985.

RADECKI H., "Ethnic Voluntary Organizational Dynamics in Canada; a Report" International Journal of Comparative Sociology, vol 17, nos 3-4, 1976.

REITZ J., The Survival of Ethnic Groups, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1980.

Rendez-vous à Montréal, le passe-partout à la vie juive de Montréal, Services communautaires juifs de Montréal, 1990.

Répertoire des organismes de Centraide, 1991-1992.

Répertoire des organismes des communautés culturelles du Québec, Les Publications du Québec, Québec, 4^e édition, 1990.

Répertoire des services communautaires du Grand Montréal, Centre de référence du Grand Montréal, 1990.

REX J., JOLY D., WILPERT C., Immigrant Associations in Europe, Gower, 1987.

REX J., MASON D., Theories of Race and Ethnic Relations, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

ROCHER P., ROCHER G., "La culture québécoise en devenir: les défis du pluralisme", in Ouellette F., Pagé M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.

RODAL A., "L'identité juive" in Anctil P., Caldwell G. (dir.), Juifs et réalités juives au Québec, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983.

SCHNAPPER D., La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990, Paris, Gallimard, 1991.

SCHNAPPER D., "Communautés, minorités ethniques et citoyens musulmans", in Lewis B., Schnapper D., Musulmans en Europe, Paris, Acte Sud, 1992.

SCHOENBERG U., "Participation in Ethnic Associations: the Case of Immigrants in West Germany", International Migration Review, vol. 19, 1985.

SIMARD J.J., "Droits, identités et minorités: à l'arrière-plan de l'éducation interculturelle", in Ouellette F., Pagé M., Pluriethnicité, éducation et société. Construire un espace commun, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991.

SIMON P.J., "L'étude des relations inter-ethniques et des relations raciales dans la sociologie française", in Balandier, G., (éd) Questions à la sociologie française, Paris, P.U.F., 1976.

SIVANANDAN A., A Different Hunger, London, Pluto Press, 1982.

SMITH D., The Ethnic Revival in the Modern World, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

SOLOMOS J., Black Youth, Racism and the State, New York, Cambridge University Press, 1988.

SOLOMOS J., Race and Racism in Contemporary Britain, London, MacMillan, 1989.

SOWELL T., The Ethnic America, New-York, Basic Books, 1981.

STACK J.F.(ed), The Primordial Challenge. Ethnicity in the Contemporary World, New York, Greenwood Press, 1986.

STASIULIS D., "The Political Structuring of Ethnic Community Action: a Reformulation", Canadian Ethnic Studies, 1980, vol. 12, pp.19-44.

- STASIULIS D., "Minority Resistance in the Local State: Toronto in the 1970s and 1980s", Ethnic and Racial Studies, vol. 12, no 1, 1989.
- STASIULIS D., "Rainbow Feminism: Perspectives on Minority Women in Canada", Resources for Feminist Research, vol. 16, no 1, 1987.
- STASIULIS D., "Symbolic Representation and the Number Games: Tory Policies on "Race" and Visible Minorities", in ABELE F. (ed), The Politics of Fragmentation: How Ottawa Spends 1991-1992, Ottawa, Carleton University Press, 1991.
- STEINBERG S., The Ethnic Myth, New York, Atheneum, 1981.
- SUTTON C.R., MAKIESKY-BARROW S., "Migration and West Indian Racial and Ethnic Consciousness", in Sutton C.R., Chaney E.M.(eds), Caribbean Life in New York City: Sociocultural Dimensions, New York, Center for Migration Studies of New York, 1987.
- SUTTON C.R., CHANEY (eds), Caribbean Life in New York City: Sociocultural Dimensions, New York, Center for Migration Studies, 1987.
- TADDEO D., TARAS R., Le débat linguistique au Québec, Montréal, P.U.M., 1987.
- TAGUIEFF, P.A., "L'identité française et ses ennemis", L'Homme et la Société, nos 77-78, 1988.
- TAGUIEFF P.A., La force du préjugé, Paris, La Découverte, 1988.
- TAGUIEFF P.A.(dir), Face au racisme, Paris, La Découverte, 1991, 2 tomes.
- TERMOTTE M., "Ce que pourrait être une politique de migration", L'Action nationale, vol. 78, no 5, 1988.
- VANDYCK R., "La question nationale: où en est la pensée marxiste", Recherches sociographiques, vol. 26, nos 1-2, 1980.
- VELTMAN C., L'évolution de la localisation résidentielle des principaux groupes ethniques et immigrants, Montréal, 1971-1981, Montréal, Département d'études urbaines, Université du Québec à Montréal et INRS Urbanisation, 1986.
- VELTMAN C., "L'insertion linguistique des groupes allophones dans la région métropolitaine de Montréal", in Actes du Séminaire scientifique sur les tendances migratoires actuelles et l'insertion des migrants dans les pays de la francophonie, Québec, Les Publications du Québec, 1989.
- VELTMAN C., L'avenir linguistique de la région de Montréal, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, 1989.
- VORST J. (ed), Race, Class, Gender: Bonds and Barriers, Toronto, Socialist Studies, Between the Lines, 1989.

- WACKER F., "Assimilation and Cultural Pluralism in American Social Thought", Phylon, vol. 30, no 4, 1979.
- WALDINGER R. "Immigrant Enterprise. A Critique and Reformulation", Theory and Society, vol. 15, 1986.
- WALLERSTEIN E., "La construction des peuples: racisme, nationalisme, ethnicité", in Balibar E., Wallerstein I. (dir.), Race, nation, classe. Les identités ambiguës, Paris, La Découverte, 1988.
- WARBURTON R., Towards a Synthesis of Theory on Ethnic Relations in Canada, University of Victoria, Department of Sociology, 1989, ronéoté.
- WEINFELD M., "The Ethnic sub-economy: Explication and Analysis of a Case Study of the Jews of Montreal", Working Papers in Migration and Ethnicity, Department of Sociology, McGill University, sans date.
- WEINFELD M., "Myth and Reality in the Canadian Mosaic: "Affective Ethnicity", Canadian Ethnic Studies, vol.13, no 3, 1981.
- WEINFELD M., "The Jews in Montreal", in Brym R.J., Shaffir W., Weinfeld M., The Jews in Canada, Toronto, Oxford University Press, 1993.
- WEINFELD M., "Le milieu juif contemporain du Québec, in Anctil P., Caldwell G., Juifs et réalités juives au Québec, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984.
- WIEVIORKA M., L'espace du racisme, Paris, Seuil, 1991.
- WIEVIORKA M., La France raciste, Paris, Seuil, 1992.
- WIEVIORKA M. (dir.), Racisme et modernité, Paris, La Découverte, 1992.
- WIEVIORKA M., Ethnicity as Action, Conference on Ethnic Mobilisation in Europe in the 1990s, University of Warwick, Center for Research in Ethnic Relations, April 1992.
- WIRTH L., The Ghetto, Paris, Presses universitaires de France, 1980.
- YANCEY W.L., ERICKSEN E.P., JULIANI R.N., "Emergent Ethnicity: a Review and Reformulation", American Sociological Review, vol. 41, no 3, 1976.
- YINGER J.M., "Intersecting Strands in the Theorisation of Race and Ethnic Relations", in Rex J., Mason D. (eds), Theories of Race and Ethnic Relations, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
- YINGER J.M., "Toward a Theory of Assimilation and Dissimilation", Ethnic and Racial Studies, vol. 4, no 3, 1981.
- YUVAL-DAVIS N., "Nationalism and Racism", in Cahiers de recherche sociologique, no 20, 1993.

ZUCCHI J.E., Italians in Toronto. Development of a National Identity, Toronto, McGill Queen's University Press, 1988.

